

Mémoire de fin d'études

présenté pour l'obtention du diplôme d'Ingénieur Agronome
Spécialité : Territoires et Ressources Politiques Publiques et Acteurs

La consommation des espaces agricoles dans le département des Vosges: Vers la construction d'éléments de connaissance partagés

par Claudine Vibert



Année de soutenance : 2011

Organisme d'accueil : Direction Départementale des Territoires des Vosges

Mémoire de fin d'études

présenté pour l'obtention du diplôme d'Ingénieur Agronome
Spécialité : Territoires et Ressources Politiques Publiques et Acteurs

**La consommation des espaces agricoles
dans le département des Vosges:
Vers la construction d'éléments de connaissance partagés**

par Claudine VIBERT

Année de soutenance : 2011

Mémoire préparé sous la direction de :

Françoise JARRIGE (INRA)

Présenté le : 30/09/2011

devant le jury :

Coline PERRIN (INRA)

**Bernard CLARIMONT (DRAAF Languedoc
Roussillon)**

Organisme d'accueil :

**Direction Départementale des
Territoires des Vosges**

Maîtres de stage :

Raphaël GUILLET

Florence HENNEQUIN

RÉSUMÉ

« Réduire de 50% le rythme de consommation des espaces agricoles d'ici 2020 » est l'objectif fixé par la Loi de Modernisation Agricole et de la Pêche de 2010. Elle prévoit notamment la mise en place d'une Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles afin d'atteindre cet objectif ambitieux. Cette prise de conscience nationale est à l'origine de la réflexion engagée par la Direction Départementale des Territoires des Vosges qui se pose aujourd'hui la question cruciale de l'adaptation de la politique aux enjeux de son territoire. Or, elle se heurte à un manque de connaissance sur le phénomène à une échelle infra-départementale. Améliorer la connaissance sur la consommation des espaces agricoles s'avère ainsi être une étape préalable essentielle pour la mise en place d'une politique cohérente et pertinente. La Direction Départementales des Territoires des Vosges souhaite partager cette démarche avec les acteurs du département afin de l'enrichir et d'aboutir à un diagnostic partagé de la consommation des espaces agricoles dans le département.

Dans ce cadre, le mémoire se propose de décrire les étapes de **construction d'éléments de connaissance partagés sur la consommation** des espaces agricoles dans le département des Vosges. Quels éléments pertinents sélectionner? Comment associer les acteurs?

Pour cela, trois approches complémentaires ont été développées. Tout d'abord, différentes définitions ont été proposées aux acteurs du département à travers le comité de pilotage pour qu'ils choisissent en commun une définition adaptée au contexte du département. Ensuite, à partir des expériences menées sur d'autres territoires un panel d'indicateurs a été proposé puis sélectionné afin de proposer et formaliser une méthodologie de suivi. Enfin, 19 entretiens semi-directifs ont été menés sur trois communes du département afin de recueillir des éléments permettant d'illustrer et comprendre le phénomène.

Réunir les acteurs du monde agricole, de l'aménagement, de la recherche autour d'une même table a été l'un des principaux résultats de cette étude. De leur rencontre est né un consensus: la consommation des espaces agricoles se définit comme le changement d'usage de l'espace agricole « photosynthétique » (surfaces productives, haies, bosquets, landes pâturées etc.) au profit de la forêt ou des espaces artificialisés. Les indicateurs sélectionnés et classés ensemble ont également pu être en partie testés. Les premiers résultats qui en ressortent mettent en évidence la réalité du phénomène de consommation et sa disparité spatiale. Ils constituent également un point de départ pour la mise en place d'un suivi sur la durée. Enfin, les études de cas ont permis d'identifier des déterminants de la consommation des espaces agricoles permettant d'aller au delà du simple constat. Ces déterminants sont principalement la périurbanisation, le manque de valeur accordée aux espaces agricoles et la question de l'échelle de gouvernance de ces espaces.

Sur la durée, un outil de suivi pérenne accompagné d'un dispositif de pilotage devra être mis en place. Il permettra à la fois de perpétuer le partenariat entre les acteurs et constituera un réel outil d'aide à la décision pour les membres de la Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles. De plus, la mise en valeur des espaces agricoles est un axe qu'il serait pertinent de développer afin d'assurer une meilleure prise en compte de ces espaces dans la planification.

Mots clés

consommation, espaces agricoles, artificialisation des sols, connaissance, outil de suivi, partenariat entre acteurs publics, Direction Départementale des Territoires, département des Vosges

ABSTRACT

Lowering by fifty per cent the rate of agricultural land take is the goal that has been determined by the 2010 Agriculture and Fishing Modernisation law. In particular, it aims at setting up an agricultural land take Committee in each « département » in order to attain this ambitious objective. This nationwide awareness of the issue of agricultural land take has led the Vosges Territories' Departmental Authority to study the issue in depth, and now the stage has been reached when the Vosges are faced with the critical question of how to adjust the policy that has been decided to the stakes in their territories. The problem is that the Departmental Authority is confronted with a lack of information, knowledge and data on the phenomenon of agricultural land take within and on the scale of the « département ». That is why, in the first place, it is absolutely necessary for the DDT to improve their knowledge about agricultural land take if they want to initiate and implement a consistent appropriate policy. The Vosges Territories' Departmental Authority is eager to share this move with the stakeholders involved in the « département » so as to make its results richer and more acute and thereby to reach a common diagnosis of agricultural land take in the Vosges Département.

This report intends to describe which stages have been defined to build up common information and knowledge about agricultural land take in the Département, which relevant elements have been selected and how the local parties involved have been associated to the study.

To achieve this, three complementary approaches have been developed: To start with, through the steering committee, various definitions have been proposed to the parties involved in the département in order for them to be able to choose together a definition that would be suitable to the département's background and situation. Then, derived from experiments conducted on other territories, a panel of indicators has been proposed and then chosen with a view to being able to offering and formalising a follow-up methodology. Finally, 19 understanding conversations have been held in 3 municipalities so that elements that would allow illustrating and understanding the phenomenon could be collected.

Bringing around the same table the players of the agricultural field, those of land and town planning and management, as well as those of research was one of the most successful results of this study. From their meeting and discussing the issue, a consensus has been achieved: agricultural land take is the change in « photosynthetic » agricultural land use (productive land, hedges, woods, heaths, pastures and so on) in favour of forest or artificialised areas. It has also been possible to test partially the indicators that had been selected and classified together. The first results that have been obtained from those tests highlight the reality of the agricultural land take phenomenon and of its irregular location. They also stand as a starting point for the implementation of a long-term follow-up. Finally, the case-studies that have been conducted have enabled researchers to identify the determining factors. These causes are mainly urban spread, the low market value granted to agricultural land, and the matter of governance scale attributed to them.

In the long run, a long term tool, together with a steering body will have to be set up. This body will not only allow to establish a lasting partnership between the stakeholders involved but it will also stand as a helpful decisional tool for the members of the Département's Land Take Commission. Moreover, stressing the importance to agricultural land would be a highly relevant direction in order to ensure that these agricultural spaces are better taken into account in territory planning.

Key words

land take, agricultural land, artificialisation, knowledge, monitoring tool, partnership between public stakeholders, Territories' Departmental Authority, Vosges'department

REMERCIEMENTS

En Janvier 2010, la décision était prise: je partais pour Épinal dans les Vosges pour faire mon stage de fin d'études. Aujourd'hui, je souhaite témoigner ma sincère reconnaissance à toutes les personnes qui ont permis de faire de ce grand pari une vraie aventure tant sur le plan personnel que professionnel.

Je pense en premier à Raphaël Guillet, Florence Hennequin, Alain Remy et Geoffrey Munier, le quatuor hors pair qui m'a apporté un encadrement idéal grâce à leur complémentarité et leur disponibilité. Au delà, je les remercie tous les quatre pour les longs échanges grâce auxquels j'ai pu découvrir un ensemble de domaines qui m'étaient jusqu'alors complètement inconnus. En particulier je remercie Raphaël pour sa confiance qui m'a permis de m'épanouir dans cette mission.

Merci également à Françoise Jarrige pour son appui et son encadrement. Grâce à ses conseils avisés, elle m'a permis de prendre un recul nécessaire par rapport à la mission et la structure.

Pour sa patience et son aide quotidienne sur MapInfo, un grand merci à Philippe Viard.

Je tiens également à remercier tous les membres du comité de pilotage pour l'intérêt qu'ils ont témoigné à la démarche. Merci aussi à toutes les personnes qui ont accepté de me rencontrer dans le cadre de ce stage. Des agriculteurs, jusqu'aux élus des communes de Vagney, Hadol et Uxegney, aux acteurs du département ou de l'extérieur, j'ai été touché par leur disponibilité et leur accueil. Je tiens particulièrement à remercier Roland Vande Maele et Gilles Saint-Eve de la DDT de Moselle, pour leur appui.

Cette aventure ne serait rien sans les personnes de la DDT qui ont rendu mon passage dans les Vosges le plus agréable et le plus enrichissant possible. Je les remercie pour leur bonne humeur au café et à la cantine. Une pensée particulière pour Fanny, mon acolyte de stage. Mōnnn!

Enfin, un merci très personnel à mon entourage pour leur soutien essentiel.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	12
1 LE DÉPARTEMENT DES VOSGES FACE À LA PRISE DE CONSCIENCE NATIONALE D'UNE CONSOMMATION EXCESSIVE DES ESPACES AGRICOLES.....	13
1.1 Limiter la consommation des espaces agricoles: une priorité nationale	13
1.1.1 Un constat européen et national alarmant.....	13
1.1.2 La réponse des pouvoirs publics.....	16
1.2 La réflexion engagée dans le département des Vosges face à une situation complexe.....	19
1.2.1 Une situation paradoxale.....	19
1.2.2 La connaissance, élément clé de l'appropriation des enjeux au niveau départemental...22	
1.2.3 Problématique et objectifs de la mission.....	23
2 DES APPROCHES VARIÉES AU SERVICE D'UNE MEILLEURE CONNAISSANCE DU PHÉNOMÈNE.....	25
2.1 Définir les espaces agricoles et la consommation de manière partagée.....	25
2.1.1 Des termes fréquemment employés mais très peu définis.....	25
2.1.2 Consensus sur la définition de la consommation d'espaces agricoles.....	26
2.2 Mise en place d'une méthodologie de suivi au niveau départemental.....	28
2.2.1 Les apports des expériences extérieures.....	28
2.2.2 Concilier les contraintes et les besoins.....	30
2.2.3 Les étapes de sélection des indicateurs.....	32
2.3 Confrontation à la réalité des processus à l'œuvre sur le terrain.....	34
2.3.1 L'importance « d'une vérité terrain » à l'échelle communale.....	34
2.3.2 Sélection de trois communes.....	35
2.3.3 La démarche d'entretien	36
3 VERS UNE MEILLEURE DÉFINITION ET APPROPRIATION DES ENJEUX.....	37
3.1 Les éléments de diagnostic permettant une meilleure caractérisation du phénomène.....	37
3.1.1 Éléments de mesure de la consommation d'espace et d'analyse des dynamiques urbaines	37
3.1.2 Éléments permettant un zoom partiel sur la consommation des espaces agricoles.....	42
3.1.3 Des prémices pour caractériser les espaces agricoles.....	44
3.2 Des déterminants sous-tendant la consommation des espaces agricoles.....	45
3.2.1 Péri-urbanisation: La recherche d'un espace à soi dans un environnement de qualité....	45
3.2.2 La « non-valeur » des espaces agricoles.....	48
3.2.3 L'utilité d'une gestion intégrée des espaces	52
3.3 Un travail de sensibilisation des acteurs publics.....	53
4 DISCUSSION: LIMITES DE L'ÉTUDE ET PISTES D'ACTIONS.....	54
4.1 Analyse critique des résultats: Des manques importants	54
4.1.1 La méthodologie de suivi.....	54
4.1.2 Les études de cas.....	54
4.2 Pour un réel observatoire « d'aide à la décision »: Pistes et recommandations.....	54

4.2.1 Améliorer l'automatisation.....	55
4.2.2 Mettre en place un dispositif de pilotage.....	55
4.2.3 Élaboration d'un guide opérationnel.....	55
4.3 Vers une meilleure gouvernance et protection des espaces agricoles: les dispositifs à mobiliser.....	56
4.3.1 Mobiliser et articuler des outils permettant une gestion équilibrée des territoires.....	56
4.3.2 Encourager l'utilisation des outils à une échelle supra-communale.....	56
4.3.3 Valoriser les échanges des acteurs en CDCEA.....	57
CONCLUSION.....	58

GLOSSAIRE

- (1) **Occupation du sol (Communautés européennes, 2001)**: L'occupation des sols est une description physique de l'espace, de ce qui recouvre le sol. L'occupation des sols est alors un élément « observé », c'est-à-dire scruté par différentes « sources d'observation » comme l'oeil humain, les photos aériennes, les images satellites.
- (2) **Usage/Utilisation du sol (Communautés européennes, 2001)**: L'utilisation du sol est une description fonctionnelle de l'espace. Elle permet de décrire des zones selon leur finalité socio-économique : superficies à vocation résidentielle, industrielle ou commerciale, agricole ou forestière, destinées aux loisirs ou à la préservation, etc. Contrairement à l'occupation, l'utilisation des sols n'est pas aisée à « observer ».
- (3) **Imperméabilisation des sols (Agence Européenne de l'environnement)**: L'imperméabilisation du sol est le fait de changer la nature d'un sol comme s'il se comportait comme un milieu imperméable. Par exemple, couvrir un sol par un matériau totalement ou partiellement imperméable (asphalte, béton, métaux, goudron etc.) entraîne une imperméabilisation. Elle peut causer une perte irréversible des fonctions biologiques du sol et de la biodiversité ou entraîner une fragmentation des paysages.
- (4) **Petite région agricole (Agreste)**: Les petites régions agricoles correspondent à des zones homogènes délimitées en fonction de la vocation agricole dominante des exploitations (liée aux conditions naturelles) et des débouchés (liés aux conditions économiques). Ce découpage date de 1956.
- (5) **Bassin de vie (INSEE)**: Le bassin de vie est le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès à la fois aux équipements de la vie courante et à l'emploi. Le découpage de la France « en bassins de vie » a été réalisé pour faciliter la compréhension de la structuration du territoire de la France métropolitaine et mieux qualifier l'espace à dominante rurale.

SIGLES ET ACRONYMES

AFAF	Aménagement Foncier Agricole et Forestier
ASP	Agence de Services et de Paiement
BAVD	Bureau d'Administration et de Valorisation des Données
BDTopo®	Base de Données Topographique
CDCEA	Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles
CLC	Corine Land Cover
CERTU	Centre d'Études sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme et les constructions
DDT (M)	Direction Départementale des Territoires (et de la Mer)
DGFIP	Direction Générale des Finances Publiques
DRAAF	Direction Régionale de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt
DREAL	Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
IGN	Institut Géographique National
INRA	Institut National de Recherche Agronomique
INSEE	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
MEEDTL	Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement
MSA	Mutualité Sociale Agricole
PAC	Politique Agricole Commune
PAEN	périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains
PLU	Plan Local d'Urbanisme
PNR	Parc Naturel Régional
RPG	Registre Parcellaire Graphique
SAFER	Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural
SAU	Surface Agricole Utilisée
SCOT	Schéma de Cohérence Territoriale
SITADEL	Système d'Information et de Traitement Automatisé des Données Élémentaires sur les Logements et les Locaux
ZAP	Zone Agricole Protégée

INTRODUCTION

Généralisant de fortes inquiétudes à l'échelle européenne, notamment pour l'atteinte des objectifs environnementaux (Agence Européenne de l'Environnement, 2010), les changements d'occupation du sol font depuis une vingtaine d'années l'objet d'une attention particulière. Les résultats du suivi de ces changements d'occupation du sol ont mis en évidence un phénomène d'artificialisation des terres touchant les espaces agricoles et naturels.

En réponse, le Grenelle Environnement d'une part et la Loi de Modernisation Agricole et de la Pêche d'autre part, ont renforcé en 2010 les dispositifs de protection des espaces agricoles et naturels. L'objectif ainsi affiché est de réduire de 50% d'ici 2020 la consommation des espaces agricoles. Parmi les mesures phares, une Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA) est mise en place dans chaque département. Elle a pour rôle d'émettre un avis sur toute question relative à la régression des surfaces agricoles, notamment sur certaines procédures d'élaboration ou de révision des documents d'urbanisme.

Les zones littorales ou les aires d'influence des grandes agglomérations sont identifiées comme les zones à plus fort enjeux (Le Maire B.,). Ainsi, le département des Vosges, marqué par une identité rurale forte semble, a priori, épargné par cette problématique. La part des territoires artificialisés est, en effet, nettement inférieure à la moyenne nationale et régionale (Desjardin B., 2009).

Pourtant, entre 2000 et 2006, le rythme d'artificialisation des terres agricoles et naturelles reste soutenu et supérieur à la moyenne régionale alors que la population du département diminue sur la même période. En réalité, l'abondance apparente du foncier agricole et naturel masque le développement de l'habitat pavillonnaire en zone péri-urbaine, des projets routiers et la multiplication de zones d'activité. Cette consommation touche en priorité les espaces agricoles pourtant moins abondants que les espaces forestiers. A ce constat s'ajoute la spécificité du secteur de montagne où certaines terres agricoles sont concernées soit par une problématique de boisement conduisant à la fermeture des paysages, soit par un développement en mitage de l'habitat dans les zones les plus touristiques.

Cette situation particulière du département des Vosges et la mise en place de la CDCEA amène aujourd'hui la Direction Départementale des Territoires des Vosges à lancer une réflexion sur cette thématique jusqu'alors peu traitée dans le département. Il est aujourd'hui nécessaire d'identifier et de formuler les enjeux de la consommation des espaces agricoles au niveau départemental et même infra-départemental pour assurer la mise en place d'actions publiques adaptées aux territoires. Pour déterminer ces enjeux, il est nécessaire de bien connaître le phénomène et de le caractériser. C'est pourquoi développer la connaissance est une étape préalable à ce processus de territorialisation de la politique nationale. De plus, il est important que cette connaissance soit construite en commun avec les acteurs du département afin de l'enrichir des différents points de vue et afin qu'elle soit comprise et partagée par tous.

Dans le cadre de cette démarche, ce mémoire se propose donc d'étudier les différentes étapes de la construction d'éléments de connaissance partagés sur le phénomène de consommation des espaces agricoles dans le département des Vosges. Plus précisément, il s'attache à identifier des éléments pertinents pour connaître, comprendre et suivre ce phénomène à une échelle fine tout en veillant à ce que la démarche soit partagée par les acteurs du département.

Ce mémoire présente tout d'abord le contexte national et départemental dans lequel cette démarche a émergé. Les différentes méthodologies mises en œuvre pour répondre à un besoin de connaissances variées seront ensuite exposées avant de présenter l'avancée des résultats permettant une meilleure définition et appropriation des enjeux. Enfin, les limites de l'étude, les suites à donner au projet et les pistes d'action sont étudiées.

1 Le département des Vosges face à la prise de conscience nationale d'une consommation excessive des espaces agricoles

Les préoccupations européennes et nationales sur la consommation des espaces agricoles, ont amené la Direction Départementale des Territoires des Vosges à s'interroger sur les caractéristiques du phénomène dans le département pour adapter au mieux la politique et fédérer les acteurs.

1.1 LIMITER LA CONSOMMATION DES ESPACES AGRICOLES: UNE PRIORITÉ NATIONALE

La protection des espaces agricoles constitue aujourd'hui une vraie politique publique s'inscrivant dans une démarche plus large de développement durable. Sa mise en œuvre se caractérise par une approche descendante, son impulsion ayant d'abord été lancée au niveau européen puis national.

1.1.1 UN CONSTAT EUROPÉEN ET NATIONAL ALARMANT

a. Des outils pour étudier l'occupation et l'usage des sols

La seconde moitié du 20^{ème} siècle a vu le développement très rapide des technologies permettant d'observer et de caractériser la surface de la terre. Des images satellites, jusqu'aux relevés statistiques et à l'imagerie aérienne, de nombreuses méthodologies ont ainsi été développées de manière disparate pour décrire l'occupation du sol (1) et son usage (2) (Communautés européennes, 2001). Avec la montée des préoccupations environnementales, ces données sont devenues indispensables pour mettre en œuvre les politiques d'aménagement et intégrer l'environnement dans les décisions. Ainsi, en intégrant l'environnement de manière transversale dans ses politiques, l'Union Européenne a été le réel moteur de la mise en place d'outils fiables et homogènes sur l'espace communautaire permettant d'harmoniser des informations jusqu'alors fragmentées et difficiles à obtenir (AEE, 2006). Deux études s'appuyant sur des méthodologies différentes servent aujourd'hui de référence :

- L'inventaire **Corine Land Cover** (CLC) permet d'obtenir une couverture systématique de l'état physique du sol, c'est-à-dire son **occupation**, pour 21 pays de l'Union Européenne grâce à l'interprétation d'images satellites. Les données géographiques ont une précision de 25 ha et permettent ainsi de comprendre les différentes organisations spatiales à une échelle large.
- L'inventaire **LUCAS** et sa version française plus complète **TERUTI LUCAS**, permettent d'obtenir des résultats statistiques sur l'**usage** du sol en rendant compte d'un état fonctionnel. La méthodologie s'appuie sur des relevés terrains à partir d'un échantillon de points constants permettant de déceler des éléments très fins.

Ces deux enquêtes ont permis d'une part de dresser des états des lieux à des dates données et d'autre part d'analyser des évolutions de l'usage et l'occupation du sol grâce à la comparaison à différentes dates. C'est ainsi que le phénomène d'artificialisation des sols a été mis en évidence.

b. Les espaces agricoles impactés en priorité par l'artificialisation des terres

Le processus d'**artificialisation des sols** consiste à retirer des surfaces de leur état agricole ou naturel pour un autre état (MEEDTL, 2010). Les terres artificialisées comprennent alors toutes les surfaces qui ne sont ni agricoles ni naturelles comme les surfaces urbanisées, les zones commerciales et industrielles, les réseaux de communications ou encore les espaces verts urbains et les équipements sportifs et de loisirs.

L'analyse des changements d'occupations du sol par Corine Land Cover a mis en évidence une accélération de ce phénomène d'artificialisation des terres à l'échelle européenne entre les périodes 1990 à 2000 et 2000 à 2006 malgré une diminution de l'ampleur globale des changements d'occupation du sol (Agence Européenne de l'Environnement, 2010b).

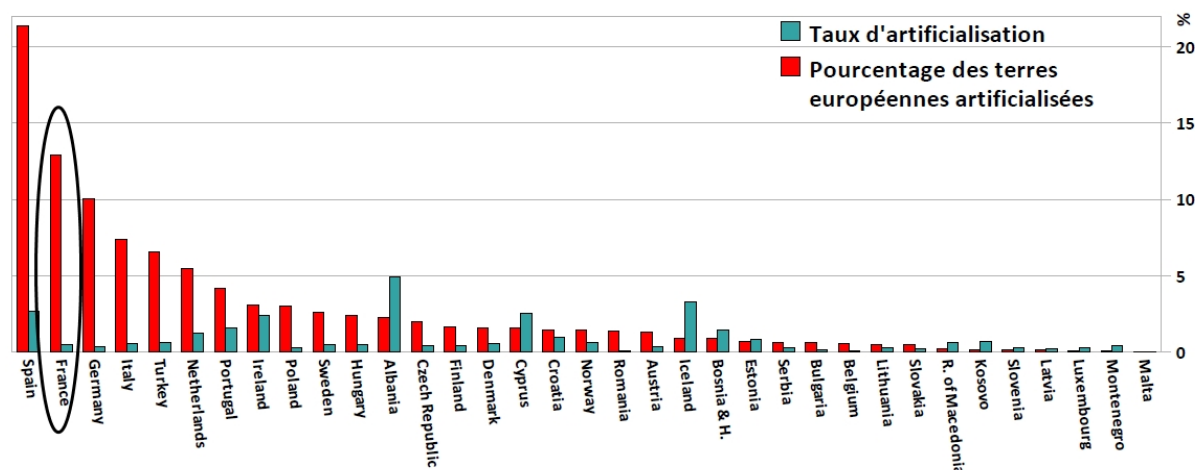


Figure n°1: L'artificialisation des terres entre 2000 et 2006 (source AEE)

La disparité entre les 21 pays européens étudiés est grande tant par les surfaces concernées par l'artificialisation que par la vitesse du phénomène (figure 1). La France, elle, a un rythme d'artificialisation inférieur à de nombreux pays entre 2000 et 2006, mais de par sa superficie, est responsable de 13% des surfaces nouvellement artificialisées en Europe durant la période 2000 à 2006. Cette progression a lieu principalement aux alentours des grandes villes, le long des réseaux de transports et des vallées et près du littoral sud et de l'ouest de la France.

L'analyse plus précise de ces données par grands types d'occupation pour la France entre 2000 et 2006 (figure 2) révèle que 90% de ces espaces artificialisés proviennent d'espaces agricoles soit 12 300 hectares par an.

Ces espaces apparaissent donc plus vulnérables face à l'artificialisation; ce qui peut s'expliquer en partie par l'implantation historique des villes près des zones de production.

Même si les résultats ne sont pas comparables entre eux en raison d'une trop grande disparité méthodologique, l'enquête **Teruti Lucas**, réalisée annuellement, permet de confirmer les grandes tendances observées par CLC et d'apporter des informations complémentaires.

Les résultats de l'analyse des données entre 2006 et 2009 sont à l'origine du chiffre très médiatisé et largement relayé à savoir:

« Les espaces agricoles et naturels perdent 236 hectares par jour ce qui correspond à la superficie d'un département moyen tous les 7 ans » (Agreste, 2010)

Selon Teruti Lucas, ce sont 86 000 hectares qui s'artificialisent chaque année pour la période 2006 à 2009. L'analyse de flux, permise par les résultats statistiques, place les espaces agricoles comme les grands perdants de ces changements d'usage au détriment des espaces artificialisés et de la forêt (figure 3). Mieux valorisés par les citoyens pour leurs fonctions récréatives et écologiques, les espaces naturels et forestiers résistent mieux à l'artificialisation et gagnent sur les terres agricoles (Balny P., Beth O., Verlhac C., 2009). La consommation des espaces agricoles ne se limite alors pas au seul phénomène d'artificialisation mais également à la progression des espaces naturels et forestiers dans une moindre mesure.

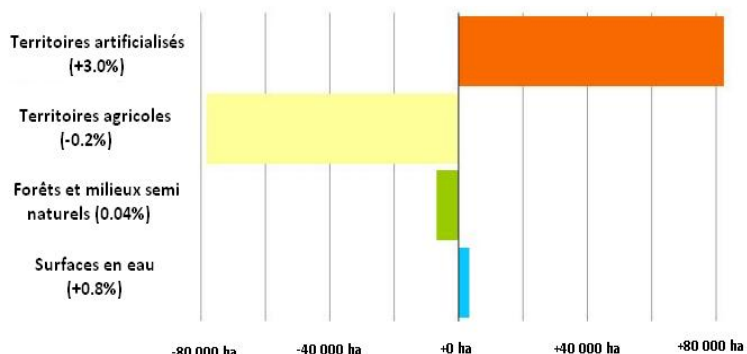


Figure n°2: Évolution du changement d'occupation du sol entre 2000 et 2006 (source AEE)

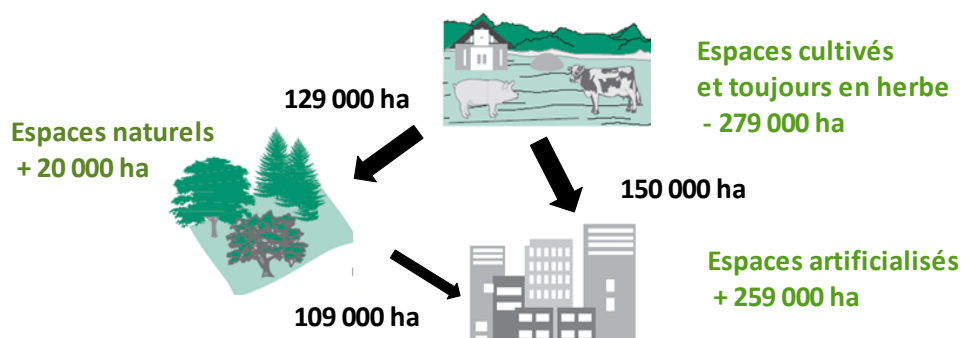


Figure n°3: Les changements d'usage entre 2006 et 2009 pour la France (Source Agreste)

Les deux enquêtes de référence disponibles sur le territoire français ont permis de mettre en évidence le phénomène d'artificialisation des sols et sa relation directe avec la diminution des espaces agricoles, impactés en priorité.

c. De nombreuses conséquences sur les espaces agricoles

Au delà de sa fonction nourricière originelle, on reconnaît aujourd'hui une utilité plus large à l'agriculture et le rôle des espaces agricoles dans de nombreux domaines. Le phénomène de consommation d'espaces agricoles compromet aujourd'hui cette multi-fonctionnalité.

➤ Conséquences environnementales

Le lien entre les changements d'affectation des sols naturels et agricoles et l'environnement a été le premier à être établi. Les espaces agricoles, au même titre que les espaces naturels, remplissent des fonctions environnementales qui disparaissent avec le développement des surfaces imperméabilisées ou l'artificialisation excessive de certains milieux. Entre autres le ruissellement des eaux est alors favorisé au détriment de son infiltration ce qui diminue fortement le pouvoir épurateur des sols et augmente le risque d'érosion et d'inondation (Tregouët B., 2011). Le transfert des sédiments chargés de contaminants vers les masses d'eau est accentué par cette concentration du ruissellement le long des pentes. La biodiversité du sol est directement affectée par ces changements brutaux. De plus, l'artificialisation perturbe le fonctionnement des écosystèmes que les espaces agricoles abritent, en les fragmentant par le biais de barrières infranchissables (axes routiers, bâtiments etc.) (Agence Européenne de l'Environnement, 2011).

Moins bien connue, l'imperméabilisation des sols peut entraîner un déstockage massif de carbone contenu dans les sols surtout si le sol est laissé nu pendant une longue période. Ce phénomène est d'autant plus important qu'il se fait au dépens de surfaces forestières ou en prairies (Agence Urbanisme de Toulouse, 2009).

➤ Conséquences sur la production et l'activité agricole

Ce développement des surfaces artificialisées et notamment des surfaces imperméables ont également des conséquences directes sur la production agricole. En effet, le sol et plus particulièrement les surfaces productives, peuvent être considérés comme des ressources finies tant le retour à l'état initial d'un espace urbanisé se relève coûteux. La diminution de surface qui en résulte marque la diminution d'un potentiel productif dans un contexte d'augmentation des besoins alimentaires. Ils ne pourront pas être simplement résolus par l'augmentation des rendements ce qui amène les scientifiques à se demander comment déployer des stratégies pour étendre les terres cultivées (Roudart L., 2010). En 2011, le service statistique du ministère de l'environnement alerte sur le fait que dans la moitié des régions françaises, les sols qui ont les meilleures potentialités agronomiques sont les plus touchés (Tregouët B., 2011).

De plus, les réflexions sur la mise en place du développement durable amène à penser que les besoins d'espaces sont croissants en particulier pour une plus grande production d'énergie renouvelables et de bio-matériaux. L'atteinte d'un objectif de 23 % d'énergie renouvelable en 2020

risque d'augmenter les phénomènes de concurrence entre l'utilisation des terres agricoles à des fins d'alimentation ou d'énergie. La protection des zones à forts enjeux environnementaux va aussi limiter les pratiques agricoles (Pointereau P & Coulon F., 2009).

Au delà de la réduction de surfaces, l'artificialisation des terres par la construction d'obstacles et de ruptures morcelle les espaces agricoles ce qui fragilise les exploitations et compromet leur durabilité.

➤ **Conséquences sociales et sociétales**

Plus difficile à mesurer, la diminution des espaces agricoles a un impact sur la société puisque ces espaces sont à l'origine d'un certain nombre d'aménités pour les espaces ruraux et péri-urbains. Ces services non rémunérés par le marché peuvent aller de la participation des espaces agricoles à la beauté des paysages et au cadre de vie ou la conservation de milieux ouverts. Ils peuvent être également être utilisés à des fins récréatives par les urbains. De plus, les espaces agricoles contribuent à la construction de l'identité de certains territoires soit par le type de production soit par le type de pratiques.

La reconnaissance de la multifonctionnalité de l'agriculture a participé à la prise de conscience sur les conséquences que pouvaient entraîner la diminution des espaces agricoles et a permis de légitimer peu à peu des mesures d'action publiques en faveur de l'agriculture.

1.1.2 LA RÉPONSE DES POUVOIRS PUBLICS

a. Une intensification progressive des mesures de protection des espaces agricoles et naturels

La protection des espaces agricoles a été intégrée progressivement dans les textes législatifs et réglementaires et fait aujourd'hui l'objet d'un réel objectif phare des politiques publiques. Cette intégration s'est réalisée principalement sous deux formes: la protection des espaces agricoles a été tantôt incluse dans la protection des espaces non-artificialisés avec les espaces forestiers et naturels ou tantôt abordée seule.

Les premiers objectifs de protection sont apparus de façon assez précoce dans la loi Montagne en 1985, reconnaissant la vulnérabilité particulière des terres agricoles dans ces territoires défavorisés. Les plus récents ont élargi la problématique à l'ensemble du territoire métropolitain à la fois dans les lois concernant l'aménagement du territoire et l'urbanisme et à la fois dans les lois d'orientation agricole. Le **tableau 1** décrit cette intégration progressive rappelant les principaux textes et leurs objectifs en terme de protection des espaces agricoles et naturels.

En 2010, un réel tournant a été initié par le Grenelle Environnement et la Loi de Modernisation Agricole et de la Pêche (LMAP).

La loi Grenelle 1 du 3 août 2009 indique que le droit de l'urbanisme devra prendre en compte l'objectif de lutte contre la régression des surfaces agricoles et naturelles, **les collectivités territoriales fixant des objectifs chiffrés** en la matière après que des indicateurs de consommation d'espace auront été définis. La loi portant engagement national pour l'environnement, dite Grenelle 2, a précisé que les rapports de présentation des PLU et des SCOT comporteront, désormais, une analyse de la consommation d'espace naturels, agricoles et forestiers, **au cours des dix années** et devront justifier des **objectifs chiffrés** de limitation de la consommation.

La loi de modernisation de l'Agriculture et de la Pêche du 27 juillet 2010 est venue compléter et conforter l'obligation générale de limitation de la consommation d'espace. L'objectif est de réduire le rythme de la **consommation d'espaces agricoles** de 50% d'ici 2020.

Elle s'accompagne de nouveaux outils, plus ambitieux que ceux mis en place précédemment.

Tableau n°1: Historique de l'intégration des mesures de protection des espaces agricoles dans les textes de loi

Date	Texte	Espaces concernés	Objectif	Outil proposés
1985	Loi Montagne	A et F	« Préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, forestières et pastorales »	
1999	Loi d'orientation agricole	A	« Soustraire à la pression urbaine les espaces agricoles fragilisés »	Zone Agricole Protégée
2000	Loi Solidarité et développement urbain	A, N et F	« Lutter contre la péri-urbanisation et le gaspillage de l'espace en favorisant le renouvellement urbain »	SCOT/PLU
2005	Loi Développement Territoires Ruraux	A, N et F	« Protéger et mettre en valeur les espaces agricoles et naturels péri-urbains »	PAEN
2008	Circulaire Barnier	A	« Encourager les démarches partenariales sur l'agriculture l'urbanisme et les territoires »	Groupe de travail
2010	Loi portant engagement national pour l'environnement	A, N et F	« Lutter contre la régression des surfaces agricoles et naturelles »	Objectifs chiffrés dans les SCOT et les PLU
2010	Loi de Modernisation Agricole	A	« Réduire le rythme de consommation des espaces agricoles de 50% d'ici 2020 »	Observatoire./ CDCEA/ Taxe

A = Espaces agricoles ; N = espaces naturels ; F = espaces forestiers

b. Les nouveaux outils introduits par la LMAP...

Afin d'atteindre cet objectif la LMAP prévoit la mise en place :

- d'une **taxe sur les plus-values dégagées lors de la vente de terrains nus rendus constructibles**, qui a pour objectif de freiner l'effet d'aubaine lié au classement d'un terrain nu en terrain constructible. Cette taxe d'un montant de 5 à 10% de la plus-value sera applicable quand le prix de cession est dix fois supérieure au prix d'acquisition et servira à alimenter un fond d'aide à l'installation des agriculteurs géré par l'Agence de Service et de Paiement. Cependant, son caractère dissuasif pose aujourd'hui question.
- d'un **observatoire national de la consommation des espaces agricoles**, qui a pour mission d'élaborer des outils pertinents pour mesurer le changement de destination des espaces agricoles et d'homologuer des indicateurs d'évolution à l'échelle nationale.
- d'une **Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA)**, qui a vocation à se prononcer sur les questions relatives à la régression des surfaces agricoles et à proposer des moyens de contribuer à la limitation de leur consommation. Elle émet notamment un **avis simple** sur la révision ou l'élaboration de certaines procédures d'urbanisme ayant pour conséquence une réduction des surfaces agricoles . Cette instance est présidée par le Préfet et est composée de représentants des collectivités territoriales, de l'État, de la profession agricole, des propriétaires fonciers, des notaires et des associations de préservation de l'environnement.

c. ... qui complètent les outils existants peu mobilisés

La loi d'orientation agricole de 1999 et la loi relative au développement des territoires ruraux de 2005 ont créé des dispositifs spécifiques de protection des espaces agricoles et naturels, respectivement la Zone Agricole Protégée (ZAP) et les périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains. (PAEN).

- Les **ZAP**, instaurées à l'échelle communale ou intercommunale, permettent la mise en place d'une

servitude d'utilité publique sur des zones agricoles dont la préservation présente un intérêt général en raison soit de la qualité de la production, soit de leur situation géographique. Tout changement d'affectation ou de mode d'occupation du sol qui altère durablement le potentiel agronomique, biologique ou économique d'une ZAP doit être soumis à l'avis de la chambre d'agriculture et de la commission départementale d'orientation de l'agriculture. En cas d'avis défavorable de l'une d'entre elles, le changement ne peut être autorisé que sur décision motivée du préfet.

➤ Les **PAEN**, créés à l'initiative du département avec l'accord de la chambre d'agriculture et des communes concernées, sont des périmètres d'intervention dans lequel les terrains ne pourront être rendus constructible que par décret modifiant ces périmètres. Le Département dispose alors d'un droit de préemption qu'il peut soit exercer directement ou par l'intermédiaire de la SAFER.

Ces instruments n'ont été à ce jour que peu utilisés: fin 2008, on ne dénombrait que 24 projets de PAEN dans 14 départements et 15 ZAP ayant fait l'objet d'un arrêté et une vingtaine en projet (Le Maire B.,). Ce faible recours peut s'expliquer à la fois par la méconnaissance de ces outils et la difficulté pour les élus de sanctuariser une partie de leur territoire (Balny P., Beth O., Verlhac C., 2009). Le manque de relais des services de l'État est également mis en cause. Avec les nouveaux outils de la LMAP, ils ont de nouveaux la possibilité de se saisir de cette politique.

d. Le rôle des Directions Départementales des Territoires

Les Directions Départementales des Territoires sont des services interministériels de l'État, formées au premier janvier 2010, suite à la réorganisation des services déconcentrés de l'État à l'échelle départementale. Cette nouvelle organisation vise à repenser l'action de l'État sur les territoires en renforçant son efficacité avec un coût de fonctionnement moindre et de développer une approche intégrée de la mise en œuvre des politiques publiques.

Les missions principales des DDT sont de promouvoir et mettre en œuvre les politiques publiques d'aménagement et de développement durable des territoires en veillant à l'équilibre des territoires, tant urbains que ruraux. Les aspects et les politiques à prendre en compte dans l'aménagement du territoire sont de nature variée: agriculture, environnement, aménagement, urbanisme, logement, construction, transport, gestion des risques. C'est pourquoi, en regroupant les compétences et les métiers, l'approche transversale de la DDT a été améliorée par rapport à l'organisation précédente. Certaines DDT, comme la DDT des Vosges ont notamment créé un service permettant d'assurer cette transversalité qui est en charge de la valorisation des informations et la production d'études.

La politique de lutte contre la consommation des espaces et la consommation d'espace agricole s'inscrit dans cette optique transversale et est au croisement de nombreux enjeux. Au quotidien, le rôle des agents est alors de faire connaître les nouveaux enjeux identifiés dans le grenelle de l'environnement et la LMAP, d'apporter leur appui et leur expertise sur la compréhension des phénomènes et faire connaître les outils disponibles auprès des élus.

Dans l'objectif de mener à bien ces missions la Direction Départementale des Territoires des Vosges a choisi de se saisir de la thématique de la consommation d'espace agricole et de dégager les phénomènes propres au département.

La consommation des espaces agricoles est aujourd'hui un objectif phare des politiques publiques. L'Etat, à travers les DDT, doit assurer le relais auprès des acteurs et insuffler les initiatives dans les territoires départementaux.

1.2 LA RÉFLEXION ENGAGÉE DANS LE DÉPARTEMENT DES VOSGES FACE À UNE SITUATION COMPLEXE

1.2.1 UNE SITUATION PARADOXALE

a. Un département à « l' image verte » ...

« Ici, la nature est belle , riche et variée [...] Elle est un véritable atout pour le département » (Conseil Général des Vosges, 2007)

Le département des Vosges, situé au sud de la Région Lorraine, est géologiquement constitué d'un plateau de formation secondaire s'appuyant sur le massif primaire des Vosges. On y distingue 3 principales zones géographiques différentes :

- la plaine à l'ouest;
- le plateau lorrain et la Vôge au centre;
- la montagne à l'est.

Les espaces naturels et forestiers représentent à eux seuls 50,5% de la superficie totale du département et sont localisés majoritairement sur le secteur de la montagne (données Corine Land Cover). Ils se sont développés suite au repli des territoires agricoles qui, au cours du 19^{ème} siècle, a libéré les terres les plus difficiles à exploiter (Conseil Général des Vosges, 2007). Aujourd'hui, Les territoires agricoles représentent 44,8% du territoire, soit dix points de moins que la moyenne française. De façon relative les espaces agricoles sont plutôt rares dans le département. Ils se situent par ailleurs majoritairement dans la plaine à l'ouest.

Façonnés par l'activité humaine, notamment l'agriculture et l'exploitation forestière, les paysages des Vosges sont extrêmement variés grâce au relief et la géologie. Ainsi, sur les 26 paysages remarquables recensés en Lorraine, 10 concernent les Vosges.

Avec seulement 4,6% de territoires artificialisés (5,7% en Lorraine et 5,1% en France), le département des Vosges se situe à la 19^{ème} place des départements les plus naturels de France (INSEE, 2009). L'image verte du département est un atout et un facteur d'attractivité notamment pour les activités touristiques de montagne.

Le département des Vosges dans son écrin vert semble à priori épargné par les grands phénomènes d'artificialisation que connaissent actuellement les zones littorales du sud et de l'ouest de la France. Cependant, le foncier, peu cher, y est perçu comme une ressource abondante favorisant l'artificialisation.

b. ... masquant une consommation des espaces agricoles bien réelle

L'étude de l'INSEE sur « l'artificialisation des sols en Lorraine » publié en 2009, exploite les données Corine Land Cover et les analyse pour la région Lorraine.

Tableau n°2: Rythme et efficacité du changement d'occupation du sol entre 2000 et 2006

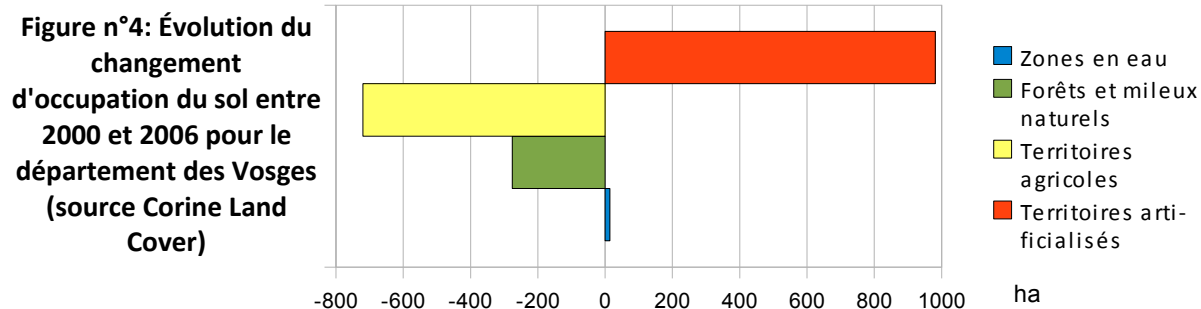
A l'échelle de cette région, le rythme d'artificialisation des terres s'est accéléré passant d'une moyenne de +0,26% par an entre 1990 et 2000 à une évolution annuelle de +0,45% entre 2000 et 2006, contrairement à la tendance nationale (**Tableau 2**). Ainsi

	Vosges	Lorraine	France
Part territoires artificialisés	4,6%	5,7%	5,1%
Variation annuelle 2000-2006	0,61%	0,45%	5,0%
Variation annuelle 1990-2000	0,27%	0,26%	0,47%
Évolution population/ surfaces artificialisées entre 2000 et 2006	<0	21	88

entre 2000 et 2006 ce sont 36000 hectares qui ont été artificialisés en Lorraine ce qui correspond à un rythme de 600 ha par an. Les plus fortes progressions concernent les département de Meurthe et Moselle et des Vosges. En effet le rythme d'artificialisation dans le département des Vosges est passé de +0,27% par an entre 1990 et 2000 à +0,61% par an entre 2000 et 2006. Les nouveaux espaces artificialisés concernent pour 1/3 les zones industrielles ou commerciales, 1/3 le réseau routier et

ferré et pour 1/3 le tissu urbain.

Dans les Vosges, les espaces agricoles et les espaces naturels et forestiers perdent au détriment de ces terres artificialisées. (**figure 4**). Cependant, bien que moins nombreux, les espaces agricoles perdent 4 fois plus de surfaces que les espaces naturels et forestiers. Entre la période 2000 et 2006, 120 hectares par an d'espaces agricoles ont ainsi été artificialisés.



Cette perte des espaces agricoles est située le long du sillon Lorrain, l'axe Nancy – Lunéville - Saint Dié et plus localement sur les secteurs de Neufchâteau, Vittel et le secteur de montagne (**figure 5**). Il faut noter qu'avec ces données on ne peut déceler que les grands changements d'occupation et que l'artificialisation diffuse n'est que très peu prise en compte.

Le premier résultat de cette étude est donc que le phénomène d'artificialisation est bien présent dans les Vosges en impactant en priorité les espaces agricoles et que, contrairement à la tendance nationale, le rythme d'artificialisation s'accélère.

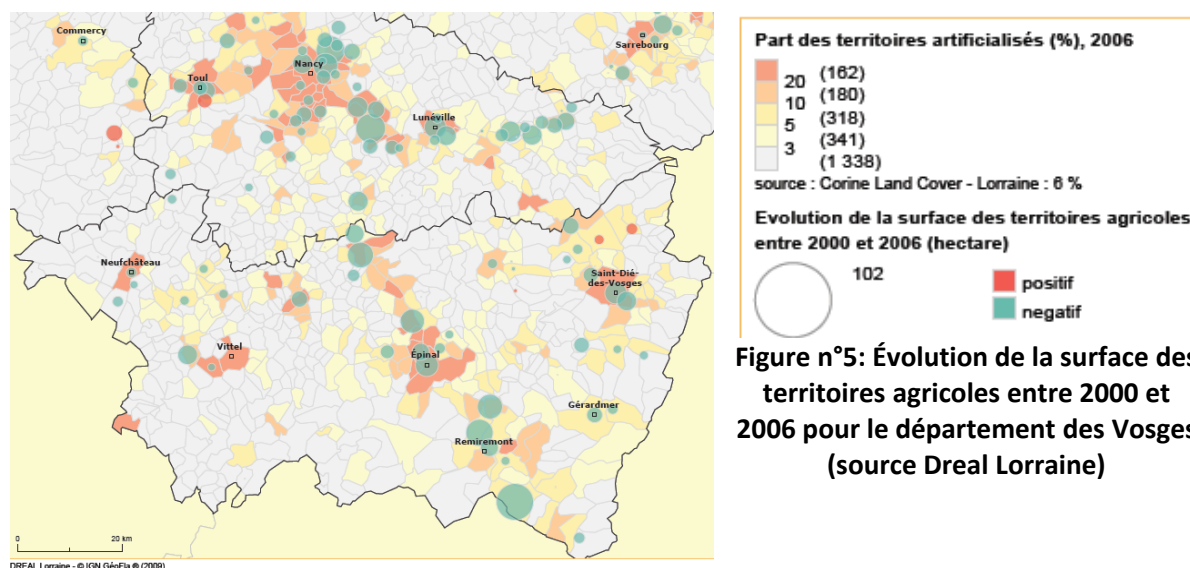


Figure n°5: Évolution de la surface des territoires agricoles entre 2000 et 2006 pour le département des Vosges (source Dreal Lorraine)

c. Une artificialisation peu efficace en terme d'attractivité

Le calcul du nombre d'habitants supplémentaires par hectare de nouvelles surfaces artificialisées entre 2000 et 2006 montre que cette artificialisation est également très peu efficace. En effet, sur cette période le rapport est de 88 pour la France Métropolitaine, 21 pour la région Lorraine et négatif (-0,85) pour les Vosges qui perdent de la population.

L'artificialisation dans les Vosges ne peut donc pas être reliée à l'attractivité du département pour de nouvelles populations, bien au contraire, ce qui questionne réellement l'efficacité des constructions pour l'habitat et les zones d'activités ainsi que pour les infrastructures réalisées et les déterminants de cette consommation.

d. Une prise de conscience naissante

« On assiste ainsi progressivement à une artificialisation des sols, y compris dans les Vosges » (Vosges Matin, 2011a)

La prise de conscience nationale se propage peu à peu et des réactions au niveau du département se sont fait entendre. Relayé d'abord par les médias locaux, la profession agricole s'est emparée du sujet suite aux différents projets d'implantation de panneaux photovoltaïques qui ont réellement fait office de catalyseur. « *Tout le département est alors concerné par ces projets consommateurs de terres jusqu'à lors exploitées par des agriculteurs* » (Le paysan vosgien, 2011). Plus ponctuellement, des réactions d'agriculteurs ont été relayées par les médias en réaction aux projets routiers: « *On en a ras le bol des prélèvements fonciers non compensés* » (Vosges Matin, 2011).

Du côté des établissements publics, le Schéma de COhérence Territoriale (SCOT) des Vosges Centrales et le Parc Naturel Régional (PNR) des Ballons des Vosges ont été précurseurs en engageant des démarches différentes sur leur territoire respectif :

- Dans le cadre d'un partenariat entre la Chambre d'Agriculture des Vosges et le SCOT des Vosges Centrales, une charte des bonnes pratiques agricoles a été élaborée. Elle permet de réaffirmer la volonté de préserver les espaces agricoles sur ce territoire et d'apporter des informations et des préconisations pour une meilleure intégration de l'agriculture dans les domaines de l'urbanisme. Le SCOT propose également une méthode de calcul pour limiter les surfaces ouvertes à l'urbanisation dans les communes du SCOT.
- Avec l'intégration de l'urbanisme durable dans sa 3ème charte, le parc naturel régional des Ballons des Vosges a engagé une réflexion sur l'urbanisation de terres agricoles intégrant les enjeux propres au massif. Un Système Intégré pour l'Urbanisme, observatoire d'aide à la décision, est ainsi en cours de construction. Le Parc se dote alors d'indicateurs sur le recul de la Surface Agricole Utilisée via l'interprétation de photos aériennes et sur l'importance des prairies mécanisables dans le fonctionnement des exploitations du massif. L'objectif de cet observatoire est d'accompagner les collectivités du Parc dans l'élaboration des document d'urbanisme.

L'intérêt pour la thématique de la consommation des espaces agricoles est manifeste et une réflexion à l'échelle du département semble nécessaire afin d'échanger sur les initiatives déjà en place et de réfléchir ensemble à d'autres actions.

e. Sur la trace de quelques facteurs explicatifs

Plusieurs hypothèses sont identifiées par les acteurs et par quelques études disponibles pour expliquer ce phénomène d'artificialisation qui touche le département des Vosges.

➤ Multiplication des zones d'activités

Les zones d'activités se multiplient sur le territoire vosgien à un rythme impressionnant (+10% de zones d'activités entre 2000 et 2006 selon l'INSEE) et ne sont à l'heure actuelle que partiellement remplies. L'étude sur le foncier économique du pays de la Déodatie (ouest du département) a montré que l'offre est réellement supérieure à la demande et que celle-ci n'est pas réellement adaptée aux besoins des entreprises (Vidal Consultants, 2010). Ces zones inoccupées et gagées au niveau du foncier représentent un potentiel d'une dizaine d'années d'avance. De plus, les zones commerciales notamment autour d'Épinal sont très rapprochées et se font concurrence. On assiste aux départs des commerces des zones déjà existantes vers les nouvelles zones plus attractives, laissant des friches commerciales inoccupées.

➤ Le développement de l'habitat pavillonnaire

Le phénomène de périurbanisation est très marqué dans les Vosges et se traduit par une migration des populations des centres villes vers les zones périphériques. Dans ces zones, les nouvelles constructions pour l'habitat sont privilégiées en raison du coût élevé de réhabilitation du foncier « ancien ». Elles se font essentiellement sur la base d'un modèle unique, le pavillon. Le modèle d'habitat pavillonnaire fait souvent l'objet de critiques pour des raisons énergétiques, paysagères et pour la consommateur d'espace qu'il génère. En effet, ces maisons sont souvent positionnées au milieu de grandes parcelles et la faible densité entraîne des besoins accrus en infrastructures et réseaux. Dans le massif, le développement de ce modèle d'habitat se fait de façon mité le long des

coteaux augmentant les répercussions sur les paysages, l'environnement et l'agriculture.

➤ Les projets routiers

Le réseau de voirie est très dense dans les Vosges. De grands axes routiers ont été développés et sont encore actuellement en projet. Les motivations sont diverses: l'amélioration du réseau routier se justifie par l'objectif de désenclavement du territoire notamment pour attirer les activités économiques, l'amélioration de la sécurité routière et la fluidité du trafic. Plus ponctuellement, les projets de doubléments de voies ou de contournement d'agglomération sont également grands consommateurs d'espaces agricoles.

Ces éléments sont des éléments de discours portés par les acteurs de la DDT et d'autres structures. Ils constituent des pistes à l'analyse du phénomène de consommation. Il est nécessaire de pouvoir valider ou infirmer ces hypothèses et d'identifier les déterminants qui sont à l'origine de ces différents projets.

1.2.2 LA CONNAISSANCE, ÉLÉMENT CLÉ DE L'APPROPRIATION DES ENJEUX AU NIVEAU DÉPARTEMENTAL

a. Des données peu adaptées à la compréhension fine du phénomène

Adapté à un suivi global des changements d'usage et d'occupation des sols pour la mise en place de politique au niveau européen et national, les enquêtes de références sont en limites d'utilisation dès que l'on s'intéresse à des échelles fines.

➤ Grâce à sa couverture exhaustive de l'occupation des sols, les données Corine Land Cover sont idéales pour comprendre l'organisation globale des territoires mais permettent seulement l'étude d'espaces nécessitant la description d'unités de moins de 25 hectares. CORINE Land Cover sous-estime ainsi tous les éléments linéaires (routes ou chemins) ou isolés (**figure 6**). Enfin, la périodicité de parution, tous les 6 ou 10 ans, semble trop peu suffisante dans le cadre d'un suivi des changements d'occupation du sol régulier.

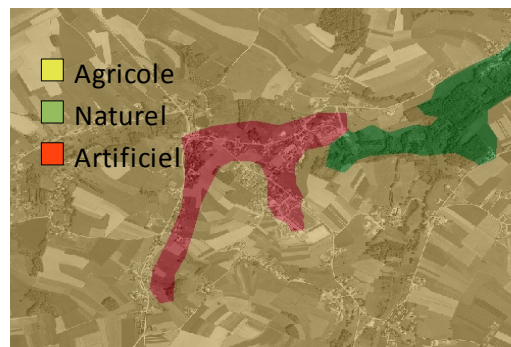


Figure n°6: Confrontation entre la description de l'occupation du sol par Corine Land Cover et la photographie aérienne

Evolution utilisation sol 2006 à 2010

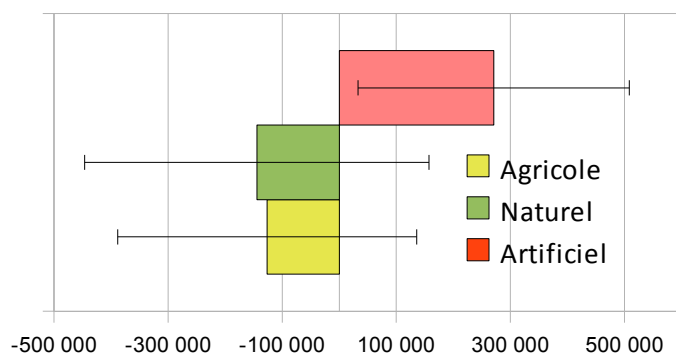


Figure n°7: Marges d'erreur sur les données de changements d'usage de Teruti pour le département des Vosges (évolution en m²)

L'enquête Teruti permet un suivi annuel et la prise en compte d'éléments fins. Cependant, les données sont des résultats d'études statistiques dont la précision diminue plus l'échelle est fine. Pour l'échelle du département des Vosges, les données TERUTI permettent de décrire finement l'usage du sol mais ne sont pas fiables pour les **changements** d'usage (**figure 7**). Elles n'auront donc pas plus de valeur scientifique au niveau communal ou cantonal.

Dans ces conditions, il est difficile de s'appuyer sur les données des études de références pour répondre aux demandes des services de l'État et des acteurs du département qui recherchent eux aux échelles de la planification urbaine, comme la commune ou l'intercommunalité.

b. Des besoins d'argumentation et d'aide à la décision exprimés par les services de la DDT des Vosges

- Le Grenelle Environnement et la Loi de Modernisation Agricole et de la Pêche ont renforcé le rôle du document d'urbanisme en tant qu'outil clé pour limiter la consommation d'espace et plus particulièrement des espaces agricoles. A l'échelle communale, inter-communale, ou même d'un SCOT, la DDT aimerait être en mesure de fournir des éléments concrets aux élus sur la consommation des espaces sur leur territoire. L'idéal serait de disposer de références locales pour sortir des généralités et cerner les vrais enjeux sur leur territoire.
- Les membres de la CDCEA devront également prononcer un avis sur ces procédures d'urbanisme et juger de l'opportunité de protéger certaines terres agricoles. Il est prévu que les débats menés en CDCEA seront animés par la DDT des Vosges. Dans l'idéal, elle aimerait pouvoir alimenter et nourrir les discussions avec des éléments fiables et concrets permettant aux membres de pouvoir décider en connaissance de cause.
- Au delà même de données chiffrées, l'objectif est avant tout de sensibiliser les acteurs à cette thématique et d'engager une vraie réflexion départementale. Jusque là, les espaces agricoles ne sont étudiés que comme le négatif des zones pavillonnaires, des zones d'activités ou des projets routiers et ne sont pas au centre de l'analyse. Les services de la DDT sont en phase de construction d'un argumentaire convaincant car les caractéristiques du phénomène de consommation et ses conséquences sont très peu connues pour les territoires du département.

Sortir du discours généraliste rapporté du niveau national et s'approprier la thématique de consommation d'espaces agricoles dans le département des Vosges est un besoin fort des services de la DDT afin de relayer un discours parlant et fournir des éléments d'aide à la décision.

1.2.3 PROBLÉMATIQUE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

La consommation des espaces agricoles est une thématique transversale touchant à la fois les politiques d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'agriculture, d'environnement, de la forêt et implique de fait un nombre très important d'acteurs privés et publics. La circulaire Barnier publiée en 2008 visait alors à réunir ces différentes sensibilités et développer les démarches partenariales dans le cadre d'un groupe de travail. A l'heure où la question de la consommation des espaces agricoles est devenue préoccupation majeure, le département des Vosges est en retard sur cette réflexion, le groupe de travail n'ayant pas été mis en place. La Direction Départementale des Territoires des Vosges saisit aujourd'hui l'opportunité de combler ce retard en associant l'ensemble des acteurs du département dans la réflexion qu'elle engage sur **la connaissance du phénomène** sur le département. Tout l'enjeu est d'associer les acteurs, afin de disposer d'une base commune comme point de départ à une réflexion partagée.

Ce mémoire se propose alors d'étudier les différentes étapes de la construction d'éléments de connaissance partagés sur le phénomène de consommation des espaces agricoles dans le département des Vosges. Se pose alors la question de comment améliorer la connaissance sur la consommation des espaces agricoles dans le département des Vosges afin d'aboutir à un diagnostic commun avec les acteurs du territoire sur ce phénomène.

Plus précisément, ce mémoire s'attache à identifier des éléments pertinents pour connaître, comprendre et suivre ce phénomène à une échelle fine tout en veillant à ce que la démarche soit partagée par les acteurs du département.

La mission devra alors répondre à trois objectifs différents mais complémentaires permettant de répondre à la problématique:

- Élaborer une méthodologie de suivi pertinente et partagée pour dans un premier temps mesurer et décrire la consommation des espaces agricoles et dans un second temps caractériser les surfaces impactées. Elle servira de base à la mise en place d'un outil de suivi

qui permettra d'informer les acteurs sur la consommation des espaces agricoles sur des secteurs fins et constituera un outil d'aide à la décision en CDCEA

- Collecter des éléments sur le terrain pour permettre d'illustrer et de comprendre le processus de consommation d'espace agricoles et les conséquences sur les exploitations agricoles et au delà sur l'environnement et les territoires. Ils permettront d'identifier les enjeux propres au département et d'illustrer la problématique sur des cas concrets afin d'étayer un discours à destination des élus.
- Créer une situation de partage entre les acteurs, permettant à la fois de susciter les échanges de points de vues, de co-construire une méthodologie validée par tous, et bénéficier de l'expertise de chacun.

Les objectifs de la mission sont ambitieux et particulièrement variés mais ces trois étapes sont essentielles pour permettre la mise en place d'une politique de protection efficace sur le département des Vosges.

Engager une première démarche partenariale avec les acteurs du département centrée sur la consommation des espaces agricoles est l'objectif de la DDT des Vosges. Elle souhaite améliorer la connaissance actuelle de ce phénomène. Cette étape apparaît en effet essentielle afin d'adapter la politique et les actions des acteurs aux spécificités et aux enjeux de ce territoire rural. Dans ce cadre, le mémoire se propose alors de décrire les étapes mises en œuvre pour construire des éléments de connaissance partagés.

2 Des approches variées au service d'une meilleure connaissance du phénomène

Pour répondre aux objectifs, le stage se décompose en trois volets qui ont été menés de front (voir planning en **annexe 1**). Des outils méthodologiques propres à chaque étape ont été développés.

2.1 DÉFINIR LES ESPACES AGRICOLES ET LA CONSOMMATION DE MANIÈRE PARTAGÉE

Il a été choisi de faire de la définition de « la consommation d'espace agricole » une étape à part entière de la démarche, constituant un point de départ pertinent à la **création d'une situation de partage entre les acteurs**.

2.1.1 DES TERMES FRÉQUEMMENT EMPLOYÉS MAIS TRÈS PEU DÉFINIS

Des rapports d'étude, aux textes de loi, la « consommation d'espace agricole » est une expression largement diffusée et presque banalisée. Il est cependant étonnant de voir qu'aucune définition n'ait réellement été proposée. En effet, une marge d'interprétation est laissée par les différents sens que peuvent prendre « espace agricole » et « consommation ». Il a été choisi dans un premier temps d'explicitier chacun des termes afin de proposer plusieurs alternatives aux acteurs du département.

a. La complexité de l'espace agricole

L'espace agricole est un ensemble géographique dont il est difficile de déterminer les limites. Sa définition dépend de ce qui y est inclus. Différentes visions de l'espace agricole sont alors possibles :

- Définition bien normée de la statistique agricole européenne, les terres agricoles sont regroupées sous la notion de Surface Agricole Utilisée (SAU). Elles comprennent les terres arables (y compris pâturages temporaires, jachères, cultures sous abri, jardins familiaux...), les surfaces toujours en herbe et les cultures permanentes (vignes, vergers...). Une première possibilité est de considérer les espaces agricoles comme étant **l'ensemble des surfaces incluses dans la SAU**. L'espace agricole est alors réduit à la somme des espaces productifs individuels. En complément, la Commission Européenne incorpore dans sa définition des terres agricoles, les terres en friches ayant fait l'objet d'une utilisation agricole dans les dernières années (Parlement Européen, 2004). Ici, l'espace agricole prend en compte les potentialités des terres qui peuvent revenir à l'agriculture.
- S'intéresser uniquement à un ensemble de parcelles ne permet pas de reconnaître qu'elles sont incluses dans un espace plus large (Bergel, 2004). Les parcelles agricoles sont également les composantes d'un ensemble, un espace social dont les limites sont définies par les usages qui sont fait des terres. Une seconde possibilité pourrait être d'étudier l'usage réel qui est fait des sols et de considérer les espaces agricoles comme **l'ensemble des espaces où l'usage agricole est prépondérant**. Cette nomenclature est celle retenue dans l'enquête Teruti Lucas. Les bâtiments d'exploitation, ses abords, une partie des chemins ruraux, les bosquets, les landes, les estives, les haies, les bords de champs font alors partie intégrante de l'espace agricole avec cette définition.

b. Qu'est ce que la « consommation » d'espace ?

A la fin des années 80, le terme de consommation d'espace a émergé en réponse à la montée de l'urbanisation en périphérie des villes. Les préoccupations sur la consommation d'espace renvoyaient alors à celles sur la consommation d'énergie : *« l'espace serait une richesse, un produit dont on aurait abusé et qui viendrait à manquer, ou du moins à se faire rare, se dégrader »* (Bonnier J. & Coste M., 1978). L'entrée était alors essentiellement centrée sur l'urbanisme avec la consommation d'espace par les constructions et notamment les habitations individuelles.

Tout l'enjeu de la définition de la consommation est de savoir quelles sont les formes et les éléments qui peuvent entraîner une consommation d'espace et plus particulièrement la consommation des espaces agricoles. Les définitions basiques de la consommation peuvent, dans le cas présent, aider à

éclaircir cette question:

- Le dictionnaire de l'Académie Française dans sa 8ème édition définit la consommation comme « *le fait de se servir d'un produit qui se détruit par l'usage* ». Elle renverrait à un caractère irréversible de la consommation qui n'inclurait alors que la diminution des surfaces par des aménagements imperméables ou modifiant fortement les milieux.
- La définition donnée par Le dictionnaire Larousse 2008 est, elle, moins stricte: « *la consommation est l'action de faire usage de quelque chose* ». Ainsi tout changement d'espace pour un usage autre qu'un usage agricole s'apparenterait à de la consommation d'espace agricole.

Différentes possibilités se présentent pour définir « l'espace agricole » et « la consommation d'espace ». Quelles sont celles qui correspondent le mieux à la situation du département des Vosges?

2.1.2 CONSENSUS SUR LA DÉFINITION DE LA CONSOMMATION D'ESPACES AGRICOLES

Réfléchir à la définition la plus pertinente à retenir dans le cadre de la réflexion engagée par la DDT a été l'un des objectifs du premier comité de pilotage du stage réunissant les acteurs du département.

a. Le comité de pilotage, un espace de discussion privilégié

Pour assurer le partage et la co-construction de la démarche avec les acteurs du département, un comité de pilotage a été mis en place. Un des objectifs affichés était également de susciter une rencontre et une discussion portant exclusivement sur la thématique de la consommation des espaces agricoles. Afin d'apporter des éclairages différents, des intervenants issus des domaines de l'urbanisme, de l'agriculture et de l'aménagement ont été invités à faire partie de du comité de pilotage. La composition exacte est reprise en annexe 2.

Sa composition diffère de celle de la CDCEA à laquelle les membres politiques sont invités à participer. Le comité de pilotage réunit des techniciens de structures représentées en CDCEA (Chambre d'Agriculture, SCOT des Vosges centrales, Conseil général, SAFER), et également d'autres structures jugées pertinentes (INRA, DREAL, PNR des ballons des Vosges). Il est important de noter que les associations environnementales n'ont pu être invitées car la décision du Préfet concernant le choix des associations environnementales présentes en CDCEA n'avait pas été communiqué et qu'il aurait été malvenu de faire un choix qui vienne en porte à faux.

Croiser les regards et les opinions sur la consommation d'espace agricole à travers le comité de pilotage a permis de s'accorder sur une définition pertinente de la consommation d'espace agricole dans le département des Vosges.

b. La consommation d'espaces agricoles ou les changements d'usage de l'espace agricole « photo-synthétique »

Les différentes propositions pour définir « l'espace agricole » et la consommation d'espace agricole ont suscité de nombreuses remarques et discussions qui ont mis en évidence l'importance de ce travail préliminaire.

- Les deux définitions présentées pour l'espace agricole, à savoir l'ensemble des surfaces productives et l'ensemble de l'espace utilisé par l'agriculture, sont apparues comme non satisfaisantes:
 - La première, trop restrictive, ne permet pas de prendre en compte l'ensemble des espaces naturels connexes aux exploitations dont la valeur paysagère et environnementale est de plus en plus reconnue. La conservation des haies dans le secteur de la plaine est en effet une réelle problématique.
 - La seconde, trop large, écarte de fait la consommation de l'espace agricole par l'activité agricole elle-même. Or, la construction de nouveaux bâtiments, les mises aux normes des

bâtiments d'élevage, sont également des consommateurs d'espace agricole.

Pour pallier les manques de ces deux définitions, une définition intermédiaire a été proposée puis retenue: **l'espace agricole photosynthétique, c'est-à-dire l'ensemble des surfaces couvertes par des végétaux et qui sont utilisées par l'agriculture**. Elle permet de prendre en compte en plus des surfaces productives, les éléments naturels connexes comme les friches, les haies et bosquets ainsi que les landes, bois ou estives pâturées (**figure 8**).

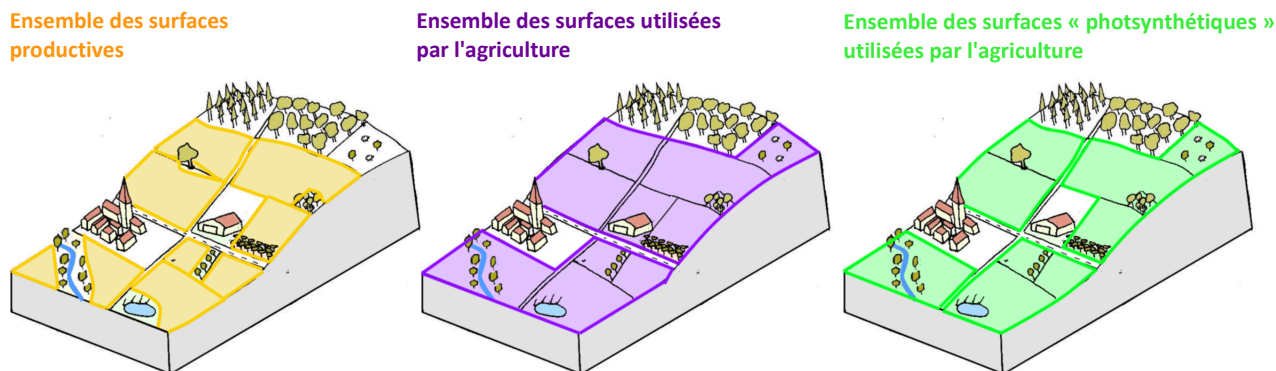


Figure n°8: Les différentes définitions de l'espace agricole

➤ Le comité de pilotage a choisi de définir **la consommation des espaces comme l'utilisation d'un espace pour un usage autre que son usage initial, que le processus soit réversible ou non**. Ce choix a été motivé par la problématique de l'extension de la forêt dans les Vosges conduisant aujourd'hui encore à la fermeture de certaines vallées. Il permet donc de prendre en compte la consommation des espaces agricoles par la forêt, les espaces verts, les jardins particuliers ou les golfs (**figure 9**).

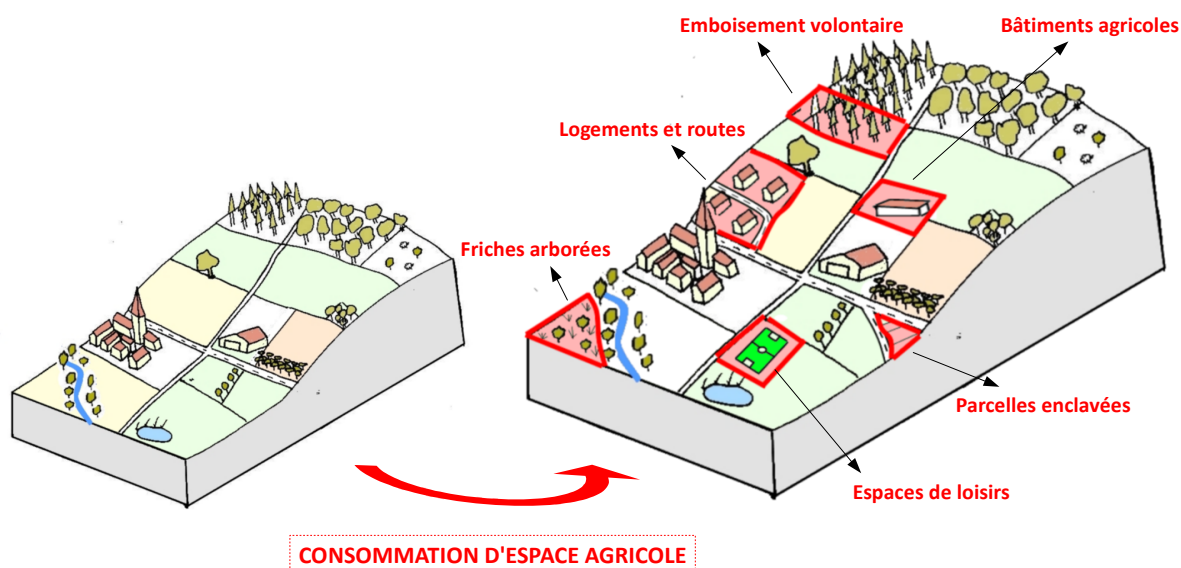


Figure n°9: La consommation d'espace agricole illustrée

Pour résumer, la consommation des espaces agricoles est définie comme le changement d'usage de l'espace agricole « photosynthétique » (surfaces productives, haies, bois et landes pâtures etc.) au profit de la forêt ou des espaces artificialisés.

c. Clarification des liens avec des notions voisines

Artificialisation, imperméabilisation (3), urbanisation (4) sont des termes qui sont revenus très souvent dans les discours lors des entretiens ou des discussions du comité de pilotage. Il y a facilement une confusion entre ces termes et il a semblé nécessaire de clarifier l'ensemble. Une grille de lecture a alors été proposée permettant de relier la définition choisie par le comité de pilotage et ces termes encore flous (**figure 10**). Elle permet notamment de mettre en évidence que le phénomène d'urbanisation qui est identifié par le plus grand nombre comme l'unique responsable de

la consommation n'est qu'un volet de la consommation d'espace agricole totale.

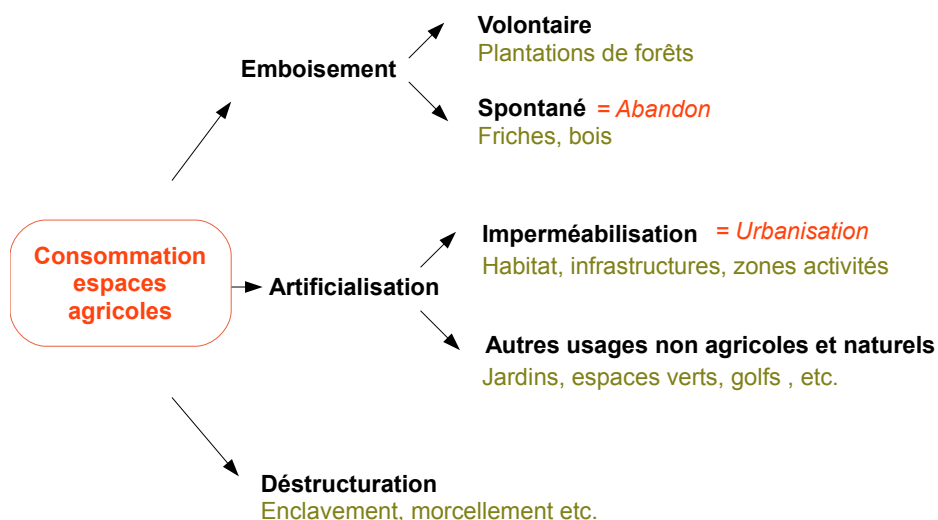


Figure n°10: Grille de lecture de la consommation des espaces agricoles

Choisie avec les membres du comité de pilotage, la définition de la consommation des espaces agricoles constitue le point de départ de la démarche entamée entre les acteurs. Elle permet de clarifier les propos et surtout de mettre en évidence les différentes formes de consommation qui risquaient d'être écartée sans cette étape.

2.2 MISE EN PLACE D'UNE MÉTHODOLOGIE DE SUIVI AU NIVEAU DÉPARTEMENTAL

Les **besoins d'éléments d'analyse et d'expertise** sont grands pour le département des Vosges. La question qui se pose est: quelles sont les données disponibles et quelles sont les plus pertinentes à valoriser? Sous quelles formes les valoriser? Que veut-on réellement étudier? Pour y répondre, il a été choisi de formaliser la méthodologie à mettre en œuvre à travers la sélection d'indicateurs et de s'appuyer sur les avis et les conseils des membres du comité de pilotage dans un processus de co-construction.

2.2.1 LES APPORTS DES EXPÉRIENCES EXTÉRIEURES

Dans d'autres départements, des méthodes de suivi ont déjà été testées et mises en œuvre sur des thématiques similaires. Dans un premier temps, le travail s'est porté sur le recensement de ces initiatives afin de s'en inspirer. En effet, même si la méthodologie de suivi doit répondre aux enjeux du département, l'objectif n'est pas de tout réinventer mais d'essayer de s'harmoniser afin de confronter les résultats avec d'autres territoires. En plus d'une phase conséquente de bibliographie, 7 entretiens ont été menés (**Annexe 3**) auprès de différentes structures pour comprendre leurs choix méthodologiques par rapport aux objectifs de départ. Une typologie de méthode a ainsi pu être dégagée:

Dans les initiatives recensées, deux positions se détachent clairement quant aux méthodes de mesure. La première consiste à se placer du côté des espaces agricoles et à étudier le recul de ces terres support d'une activité importante à conserver. La seconde position prend parti de se placer du côté des espaces non artificialisés en général, étudiant les espaces agricoles au même titre que les espaces naturels et forestiers. Les entrées et les méthodes diffèrent de ce point de vue. Certaines initiatives ont dépassé le stade de la mesure en proposant des méthodes pour caractériser les espaces agricoles.

a. Méthodes de mesure centrées sur les espaces non artificialisés ou urbanisés

Le principe des études centrées sur la consommation des espaces non artificialisés ou non urbanisés

repose en réalité sur l'étude de l'**évolution des espaces artificialisés ou urbanisés** afin d'en déduire ensuite l'impact sur les autres espaces.

➤ Dans ce cadre, les **fichiers fonciers des services fiscaux** apparaissent comme une ressource incontournable. Ces fichiers sont mis en place par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) afin d'asseoir la taxe foncière et sont régulièrement mis à jour. Ils comprennent notamment des données sur les parcelles cadastrées avec des informations de surface et de date. La base de données, extrêmement complexe, a été retravaillée par le Centre d'Étude Technique de l'Équipement Nord Picardie et mise à disposition des services déconcentrés de l'État et notamment des DDT.

L'utilisation de ces données est soumise à de nombreuses limites. Du point de vue technique les données sont complexes et lourdes à traiter. Par exemple pour le département des Vosges la base reprend pas moins de 970 000 parcelles, 280 000 locaux et avec 80 à 130 attributs chacun. Au niveau de leur utilisation, il ne faut pas perdre de vue que ces données sont avant tout produites dans un but fiscal et que de fait les informations contenues sont d'autant plus fiables qu'elles concernent les espaces artificialisés bâti et non bâti. Les données sur les espaces agricoles et naturels sont donc peu fiables.

Prenant en compte ces nombreuses limites, une méthode a été mise en place par la DDT de Moselle en partenariat avec la DREAL Lorraine. Adapter cette méthode permettrait d'assurer une certaine cohérence au niveau régional.

➤ Les données déjà très précises de la base des fichiers fonciers ont été complétées notamment en Maine et Loire par la **base de données SITADEL**, gérée par les DREAL. Cette base de données nationale recense l'ensemble des opérations de construction à usage d'habitation (logements) et à usage non résidentiel (locaux professionnels) soumises à la procédure d'instruction du permis de construire.

➤ Au niveau de l'analyse spatiale, la notion de **tache** est un indicateur très étudié et utilisé dans les autres départements. C'est une manière de modéliser l'emprise d'un ensemble d'éléments discontinus en les agrégeant (**cf figure 11**). On retrouve alors la tache urbaine, reprenant l'ensemble des éléments du bâti, la tache artificialisée reprenant l'ensemble des éléments ni naturels ni agricoles et la tache urbaine parcellaire reprenant l'ensemble des parcelles du cadastre comprenant au moins un bâti.

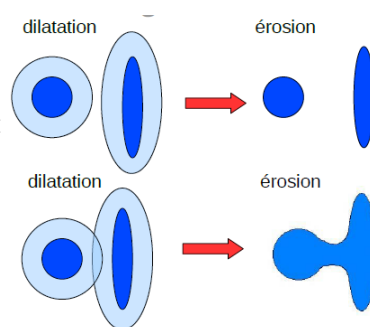


Figure n°11: Principe de réalisation des taches (source Dreal Limousin)

b. Méthodes de mesure centrées uniquement sur les espaces agricoles

Moins nombreuses, certaines initiatives ont réellement centrées leur objectif sur l'étude de la consommation des espaces agricoles. Le premier constat que l'on peut tirer de ces expériences est que les espaces agricoles sont mal identifiés dans les bases de données géographiques.

➤ Afin de contourner ce manque de données, la **méthode de photo-interprétation** a été choisie dans le département du Calvados. Le principe de cette méthode consiste à comparer des photos aériennes prises à des dates différentes et à digitaliser les surfaces agricoles ayant changées de destination. Menée dans le cadre du projet de Recherche Demeter, ce travail a apporté des résultats très concluants mais nécessite une main d'œuvre conséquente qui ne semble pas pouvoir être mobilisée dans le cadre du stage et au delà. De plus, l'actualisation des données est tributaire des dates de campagnes de prise de photos aériennes par l'Institut Géographique National (IGN), tous les cinq ans environ.

➤ L'**utilisation du Registre Parcellaire Graphique (RPG)**, composé de l'ensemble des surfaces déclarées à la Politique Agricole Commune annuellement depuis 2004, constitue un point de départ à l'analyse de la consommation des terres agricoles. La DDT de l'Oise a ainsi appréhendé le recul des

terres agricoles par l'évolution des surfaces déclarées. Sans doute valable dans le département de l'Oise dominé par la grande culture, cette hypothèse est soumise à de fortes interrogations dans d'autres contextes. Tout d'abord, certaines cultures spécialisées ne sont pas prises en compte dans le RPG comme le maraîchage, la vigne et les vergers. De plus, même si la déclaration PAC garantit l'usage agricole des terres, la réciproque n'est pas valable. Certains exploitants peuvent ne pas vouloir entrer dans le système d'aides ou d'autres structures plus petites ne déclarent pas.

➤ La Chambre d'Agriculture du Morbihan et la DDT du Territoire de Belfort en partenariat avec l'unité de recherche THEMA ont mis en place des **méthodes d'analyse spatiale complexes** permettant d'identifier ces espaces non déclarés à la PAC mais faisant partie des espaces agricoles. Ces espaces sont retrouvés en retranchant à la surface totale de la zone étudiée, les surfaces forestières, les surfaces en eau, les surfaces artificialisées (grâce au calcul de la tache artificialisée), les surfaces déclarées au moins une fois à la PAC. Grâce à ces méthodes, la connaissance sur l'espace agricole n'est pas parfaite mais est fortement améliorée et il est possible d'en suivre l'évolution.

c. Méthodes de caractérisation des espaces agricoles

Tenter de caractériser les espaces agricoles est une démarche complémentaire à celle du suivi de l'évolution des espaces agricoles mais nécessite une analyse encore plus poussée et la mobilisation de nouvelles sources de données.

➤ Le **potentiel agronomique des sols** est l'indicateur de caractérisation qui a été le plus développé. Ainsi, une note globale de qualité des sols (NGQS) est disponible dans le Calvados, un indice de potentialité agronomique a été développé à l'échelle du Languedoc Roussillon, et un modèle d'aptitude physique des sols a été mis en place dans l'Oise. Le point commun entre ces trois démarches a été le partenariat entre les structures publiques (DRAAF ou DDT) et des organismes de recherche qui ont produit les données de base. En effet ces méthodes reposent sur l'exploitation de cartes pédologiques à des échelles suffisamment fines, nécessitant des campagnes de prélèvements d'échantillons de sol.

➤ Les approches de la DDT de Belfort en partenariat avec l'unité de recherche « Théoriser et Modéliser pour aménager » de l'université de Franche-Comté et celle de la DDTM de l'Hérault sont plus larges et ne se limitent pas à des critères agronomiques. Elles prennent en compte la **multi-fonctionnalité de l'agriculture**. L'indice renvoyant la qualité agronomique est certes prise en compte mais une note globale est calculée soit dans un cas à la parcelle soit dans l'autre cas à la commune pour rendre compte la valeur environnementale, patrimoniale, la structure spatiale des exploitations etc. Cette méthode laisse la porte ouverte aux structures désireuses de caractériser les espaces agricoles et qui n'ont pas de données disponibles sur les sols comme c'est le cas dans le département des Vosges.

Ces méthodes, avec l'analyse de leurs avantages et inconvénients, ont été présentées lors du premier comité de pilotage afin d'entamer les discussions sur la mise en place de la méthodologie de suivi et de caractérisation.

2.2.2 CONCILIER LES CONTRAINTES ET LES BESOINS

Le choix de la méthodologie à mettre en œuvre et qui sera ensuite gérée par la DDT des Vosges doit répondre à un certain nombre de critères afin d'assurer sa pertinence vis à vis de la problématique et sa viabilité dans une structure où les moyens mobilisables pour la gestion de l'information sont limités. Dans ce cadre, trois lignes directrices ont été établies :

a. Mobiliser et valoriser les données existantes

Dans le cadre de conventions passées entre les organismes producteurs de données et les ministères de l'agriculture et de l'équipement, de nombreuses données sont mises à disposition des DDT (données de l'IGN, de l'Agence de Services et de Paiement (ASP), les données des fichiers fonciers, etc.). Un certain nombre de données est également produit en interne par les services (permis de

construire, déclarations PAC, autorisation de défrichement). Le Bureau d'Administration et de Valorisation des Données (BAVD) de la DDT les gèrent et les traitent pour répondre à des demandes en interne pour les services de la DDT et en externe pour les partenaires (bureau d'études, préfecture, chambre d'agriculture). A ces données s'ajoutent celles détenues par les autres organismes du département qui sont peuvent être dans certains cas mobilisables.

Dans ce cadre, la méthodologie de suivi s'attachera à utiliser des données existantes pour leur apporter une réelle valeur ajoutée. Les méthodes de photo-interprétation ou l'achat de nouvelle données ne sont donc pas envisageables.

b. Prendre en compte la capacité de mise en œuvre et les contraintes de temps

La méthodologie qui sera mise en place devra prendre en compte les contraintes de temps auxquelles doivent faire face les agents et essayer de retenir les indicateurs faciles à mettre en œuvre et à actualiser. Pour cette raison, les données actualisées par d'autres à un pas de temps régulier sont à privilégier.

De même, l'objectif exprimé par les services serait de mettre en place un outil presque automatique qui puisse fournir les résultats rapidement. Même si cet idéal sera dur à atteindre il est important de s'efforcer d'intégrer cette contrainte pour garantir la pérennité de son utilisation.

c. Prendre en compte les besoins des acteurs

L'expression des besoins des acteurs est une étape clé de la mise en place d'un outil de suivi ou d'un observatoire, identifié dans le cadre du projet des Observatoires Territoriaux des Pratiques Agricoles (Levrault F., Renoux N. & Vinatier J.M.). Cette étape permet de garantir l'adéquation des besoins des futurs utilisateurs et le contenu de l'outil.

Préalablement à la première réunion du comité de pilotage, les acteurs associés ont été rencontrés en bilatéral dans la mesure du possible (**Annexe 3**). L'objectif était à la fois de présenter la démarche et de recueillir leurs attentes et leur besoin pour la mise en place d'un outil de suivi de la consommation des espaces agricoles pour le département.

De ces premiers entretiens, plusieurs éléments sont ressortis :

- Les personnes rencontrées ont manifesté un intérêt réel pour la démarche. La chambre d'agriculture et le SCOT, par exemple essaient d'inciter les élus à limiter les extensions urbaines et sont confrontés dans cette mission à un manque d'éléments d'expertise au niveau départemental et local pour pouvoir étayer leur discours auprès des élus. Ce discours rejoint parfaitement celui porté par les services de la DDT. La production d'**indicateurs chiffrés et cartographiques** permettraient alors de répondre à leurs attentes.
- De plus, dans le cadre du partenariat entre la chambre d'agriculture et le SCOT des Vosges centrales, des zones agricoles sensibles ont été identifiées à dire d'expert. Il serait intéressant de pouvoir disposer d'**éléments pour identifier certaines zones agricoles d'intérêt** en se basant cette fois ci sur des données techniques.
- Centrer la démarche sur les préoccupations uniquement agricoles n'apporterait qu'une analyse partielle. La démarche doit pouvoir confronter l'agriculture, l'urbanisme et la forêt pour développer une approche plus intégrée. Les résultats doivent pouvoir fournir des **indicateurs sur le développement de l'habitat, des zones d'activités et des projets routiers** et les mettre en parallèle avec ceux de la consommation d'espaces agricoles.
- L'intérêt de la mise en place d'un outil réside également dans l'**évaluation des politiques** sur le département comme par exemple des avis rendus par la CDCEA. De plus, le SCOT des Vosges centrales est particulièrement attentif à ce point puisque l'évaluation à mi-parcours du SCOT est prévue d'ici fin 2012. Dans ce cadre ils devront intégrer les enjeux du grenelle de l'environnement dans le prochain document.

➤ Dans leur mission de coordination entre les initiatives des départements de Lorraine, la DRAAF et la DREAL de Lorraine encouragent vivement la DDT des Vosges à **réutiliser la méthodologie développée en Moselle** et en Lorraine qui valorise les données des fichiers fonciers fournis par la DGFiP.

2.2.3 LES ÉTAPES DE SÉLECTION DES INDICATEURS

Pour organiser la méthodologie de façon claire et compréhensible, il a été choisi de la structurer en thèmes regroupant chacun un panel d'indicateurs.

a. Définition et critère de choix d'un indicateur

Selon la FAO, un indicateur « *quantifie et simplifie des phénomènes* » (FAO, 1999). Il permet de « *comprendre des réalités complexes et informe des changements au sein d'un système* ». C'est donc une valeur agrégée, calculée à partir d'informations généralement nombreuses et détaillées. En proposant une vision globale d'un phénomène ou d'une pratique, l'indicateur synthétise l'information et la rend plus lisible et plus facilement interprétable. Il peut être également intéressant de s'appuyer sur plusieurs indicateurs afin de pouvoir appréhender un phénomène dans son ensemble.

La réussite d'un projet sur les indicateurs réside en grande partie dans la sélection de ceux-ci. A cet égard, trois grands critères de choix d'un indicateur ont été définis (IFEN, 1994): sa pertinence, sa faisabilité et son adéquation avec les attentes des utilisateurs.

- La **pertinence** dépend de nombreux critères intrinsèques à l'indicateur comme sa validité scientifique, sa représentativité spatiale et sa robustesse ;
- La **faisabilité** prend en compte l'acquisition, la disponibilité et le coût des données ;
- L'**adéquation avec les attentes des utilisateurs** est évaluée à partir de leurs thématiques d'intérêt.

La faisabilité et l'adéquation avec les attentes des utilisateurs rejoignent deux des trois objectifs fixés pour la mise en place de la méthodologie de suivi.

L'évaluation de ces trois critères doit alors faire partie des objectifs de la méthodologie adoptée afin de pouvoir sélectionner des indicateurs.

b. Détermination d'une échelle de calcul pertinente

L'une des premières questions qui s'est posée dans le processus d'élaboration des indicateurs concernait l'échelle de calcul. Dans certains cas, la précision des données brutes impose des contraintes en terme d'échelles. Dans d'autres, le calcul d'indicateur peut se faire de l'échelle parcellaire à l'échelle départementale. Dans ces conditions, se pose la question de quelle échelle choisir pour le calcul?

La **commune**, maillon élémentaire de l'organisation territoriale et structure ayant la compétence en matière d'urbanisme, semble être une échelle incontournable. Cependant, le découpage communal n'est pas une échelle pertinente pour appréhender l'organisation des territoires que ce soit en terme population, d'emploi, d'environnement ou d'agriculture.

De plus, la valeur ajoutée des indicateurs ne se situe pas dans la valeur qu'ils prennent mais plus dans l'utilisation qui en est faite. Ainsi, un indicateur sera interprétable si la valeur à laquelle il est comparée est pertinente (CORPEN, 2006).

Lors du second comité de pilotage, les membres ont proposé de comparer les indicateurs élaborés à l'échelle communale à 2 échelles supra-communales en choisissant:

- **Une entrée administrative :**

La **communauté de commune** est l'échelon retenu car son pôle vise à être renforcé. De plus, c'est le

territoire identifié comme le territoire de projet dans le Grenelle Environnement.

➤ **Une entrée géographique :**

De nombreux échelons sont possibles pour l'échelle géographique : bassins de vie, bassins d'emploi, bassins d'habitat, vallées, petites régions agricoles etc.

Le découpage en **petites régions agricoles** (4) des Vosges n'est pas forcément pertinent car il est soit trop large à l'est soit trop fin à l'ouest du département. Les bassins d'habitat et d'emplois seraient très pertinents mais seulement pour quelques indicateurs.

Le **bassin de vie** (5) semble être un bon compromis car c'est une échelle suffisamment réduite permettant de prendre en compte plusieurs critères. Il représente le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès à la fois aux équipements de la vie courante et à l'emploi (INSEE).

c. Méthodologie de sélection des indicateurs

A partir de l'attente des utilisateurs et des retours d'expériences, une méthodologie a été mise en place pour sélectionner les indicateurs qui constitueront les éléments de la méthodologie de suivi. Elle se décompose en étapes qui intègrent les trois critères de choix d'un indicateur (**figure 12**).

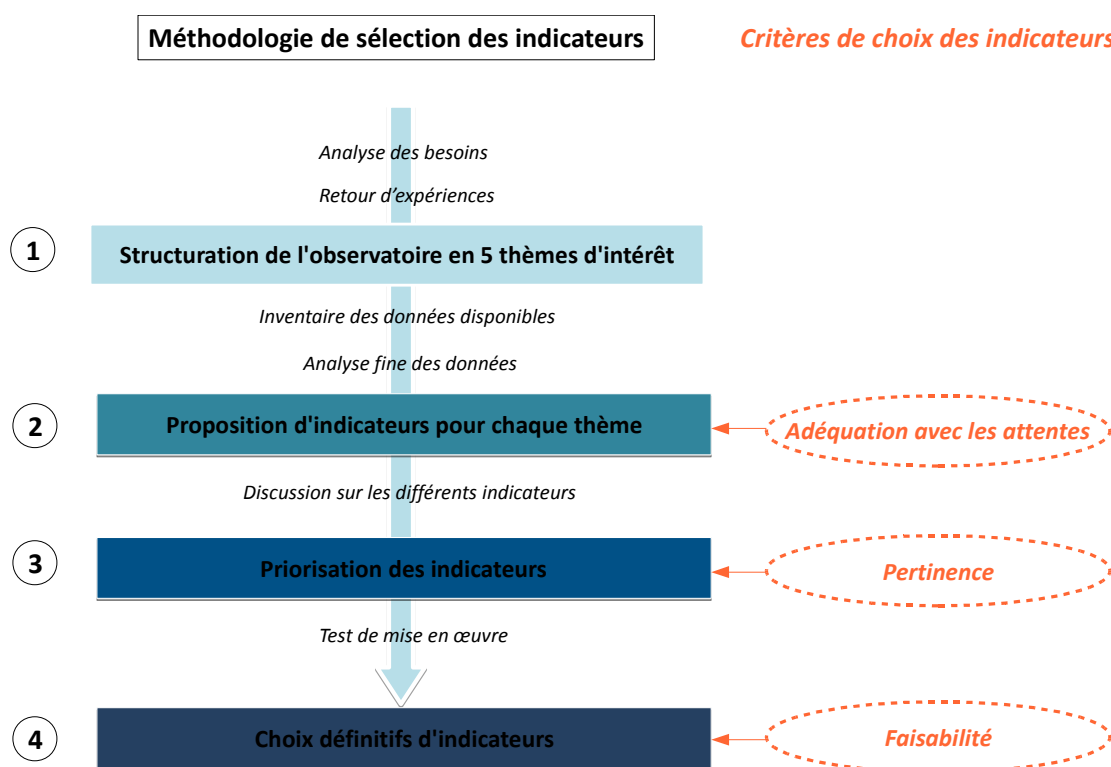


Figure n°12: Étapes de sélection des indicateurs

ETAPE 1 : A partir des besoins exprimés par les services de la DDT et les acteurs du département, cinq thèmes d'intérêt ont été proposés (**figure 13**). Ils permettent de couvrir l'ensemble des questions qui ont été posées sur la question de la consommation d'espaces agricoles. L'ordre des thèmes cherche à respecter une certaine logique de raisonnement, en partant des éléments d'analyse les plus généraux pour aller vers le plus pointu.

ETAPE 2 : La seconde étape a consisté à identifier des indicateurs potentiels pouvant permettre de renseigner chaque thème. L'élaboration des thèmes sont un peu des gardes fous permettant de ne pas perdre les objectifs fixés au départ et de vérifier l'**adéquation aux attentes des utilisateurs**. Pour chaque thème des indicateurs ont été identifiés:

- soit à partir des éléments recueillis lors de l'analyse des expériences extérieures ;
- soit par la création de nouveaux indicateurs pour pallier les manques.

Bien que reportée en annexe, l'élaboration de la liste des indicateurs proposés a constitué une étape très importante du travail car elle a nécessité de réaliser un inventaire des données disponibles et une analyse fine des données brutes (**Annexe 4**).

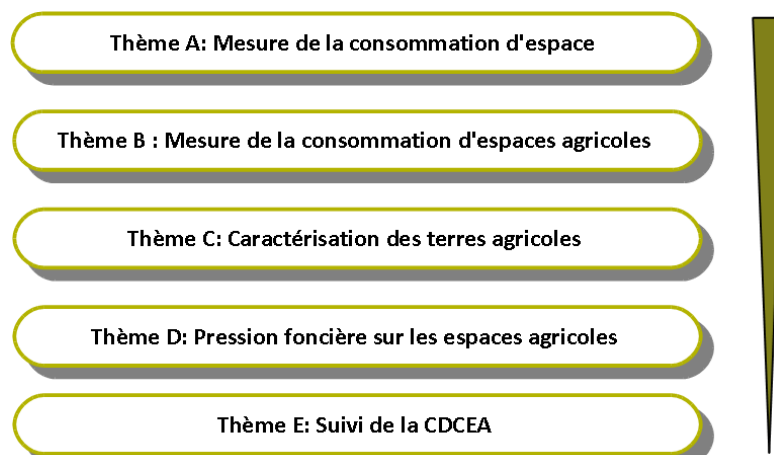


Figure n°13: Structuration de la méthodologie en 5 thèmes

ETAPE 3: La liste des indicateurs proposés a ensuite été présentée lors du second comité de pilotage pour les thèmes A et B. L'objectif était de récolter les remarques et les avis de ces personnes expertes en urbanisme et agriculture sur leur **pertinence** vis vis à de la thématique initiale. Il a été proposé aux membres du comité de pilotage de classer les indicateurs sur une échelle de 1 à 3.

	-	3	2	1
Indicateur :	Rejeté	Peu pertinent	Pertinent	Très pertinent

Ce travail a déjà été réalisé pour les thèmes A et B et le thème C sera présenté lors du troisième comité de pilotage.

Les discussions ont également permis d'identifier des manques non comblés par les indicateurs proposés et de nouvelles suggestions ont été faites.

ETAPE 4: A partir du tableau des indicateurs hiérarchisés (**annexe 5**), la phase de production d'indicateurs a débuté. Elle a permis de tester la **faisabilité** de la mise en place de certains indicateurs. Le temps prévu pour cette phase a été largement sous estimé dans le planning prévisionnel. Ces étapes ont demandé tout un processus exploratoire impliquant des analyses spatiales sur le logiciel MapInfo et des traitements des données avec le développement de requêtes en langage Structured Query Language (SQL). L'appui des personnes ayant déjà réalisé certains indicateurs notamment l'appui de la DDT de Moselle et des personnes du BAVD a été essentielle. Les différentes étapes de construction sont reprise en annexe 6.

Recenser les initiatives extérieures au département a permis dans un premier temps d'identifier les sources de données pertinentes à mobiliser ainsi que des typologies de méthodes. Sur la base de ce travail et le recensement des données disponibles, une liste de d'indicateurs a alors été proposée au comité de pilotage afin de sélectionner ensemble les plus pertinents. La mise en œuvre d'une partie des indicateurs a mis en évidence la difficulté et la longueur des traitements. Contraintes seront à prendre en compte pour la mise en place d'un outil de suivi pérenne.

2.3 CONFRONTATION A LA RÉALITÉ DES PROCESSUS À L'ŒUVRE SUR LE TERRAIN

2.3.1 L'IMPORTANCE « D'UNE VÉRITÉ TERRAIN » À L'ÉCHELLE COMMUNALE

Avant tout pensée pour analyser les besoins des acteurs pour un outil de suivi, la phase d'analyse des besoins des acteurs a permis de renforcer l'idée que des études de cas seraient nécessaires à la compréhension fine des phénomènes. En effet, en plus des indicateurs chiffrés ou cartographiques,

les acteurs du département sont à la recherche d'éléments de compréhension de ce processus de consommation des espaces agricoles. Disposer d'exemples concrets, serait très utile pour étayer les discours auprès d'un public de maires ruraux, difficiles à convaincre de l'existence du phénomène. Ainsi, la seule phase de valorisation de données à travers un outil de suivi est apparue insuffisante si elle n'est pas couplée avec une phase qualitative « terrain ».

Plus précisément, les études de cas doivent permettre de :

- décrire le phénomène au niveau local ;
- d'identifier les enjeux propres à chaque territoire étudié ;
- de comprendre les stratégies des acteurs ;
- d'identifier le rôle et la place de espaces agricoles pour le territoire ;
- d'identifier les contraintes induites par l'urbanisation et l'emboisement sur l'activité agricole.

La commune a été l'échelle retenue pour la réalisation des études de cas à la fois dans un souci pratique et également pour faire la relation avec les documents d'urbanisme communaux. Une échelle supérieure comme l'échelle intercommunale aurait été plus judicieuse pour comprendre des phénomènes qui échappent à l'échelle communale mais nécessitait un temps d'analyse plus long. La commune sera alors replacée dans un contexte plus large lors de l'analyse. L'enjeu est alors de sélectionner des communes pertinentes pour l'analyse du phénomène.

2.3.2 SÉLECTION DE TROIS COMMUNES

La constitution d'un panel diversifié de communes pouvant illustrer la consommation des espaces agricoles est apparue essentielle. Lors du premier comité de pilotage, les membres ont discuté du choix des communes sur la base des critères suivants :

- la zone géographique ;
- la pression foncière ;
- le type d'agriculture ;
- son importance dans le territoire ;
- le mode de gouvernance des territoires (territoire de SCOT, PNR, intercommunalité).

Les discussions ont mis en évidence la diversité des cas intéressants à étudier, mais pour des contraintes de temps, seulement trois communes ont été retenues (**figure 14**).

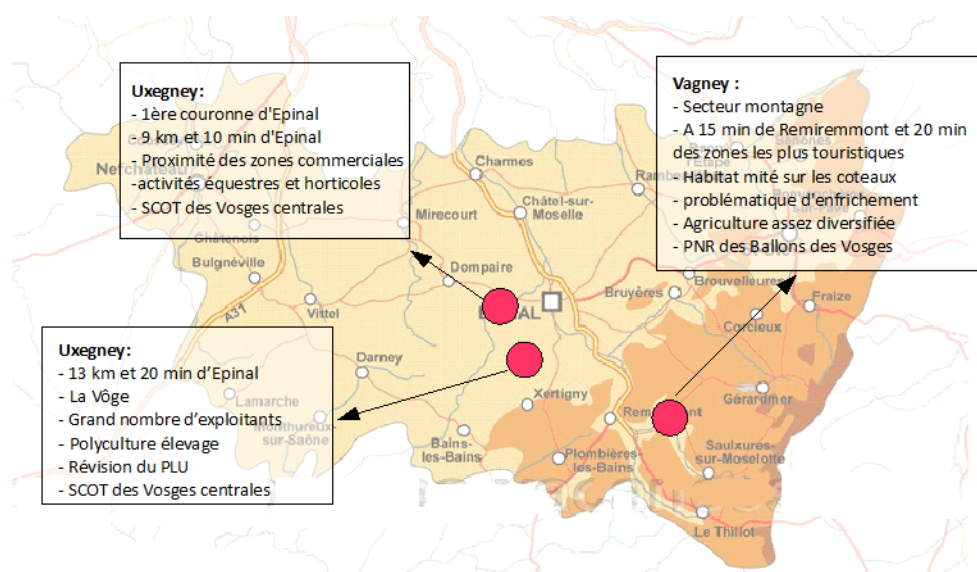


Figure n°14: Localisation des communes retenues pour les études de cas

➤ Uxegney a été choisie comme cas représentatif du péri-urbain. Situé à quelques minutes seulement du centre ville, elle se situe presque dans la conurbation d'Épinal. Elle bénéficie également de la proximité de zones commerciales. Cette commune s'est développée depuis les

années 1960 avec de grands ensembles de lotissements.

- La commune d'Hadol se situe dans la deuxième couronne d'Épinal et connaît aujourd'hui une très forte attractivité. Les nouvelles constructions se font sous la forme de maisons individuelles. Cette commune est située dans le secteur de la Vôge, région vallonnée où les villages sont structurés en hameaux. L'activité agricole de type polyculture-élevage est très présente avec pas moins d'une soixantaine d'agriculteurs recensés. La révision du PLU est en cours.
- La commune de Vagney est elle située en zone de montagne aux portes du Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges. Après une urbanisation des fonds de vallées au cours de la période industrielle, l'urbanisation remonte le long des coteaux où l'habitat est mité.

2.3.3 LA DÉMARCHE D'ENTRETIEN

Afin de recueillir des éléments qualitatifs, des entretiens ont été conduits sur la base d'une méthode semi-directive (Nougaredes B.). Cette méthode repose sur le concept de l'individualisme sociologique qui postule que « *pour expliquer un phénomène social quelconque, il est indispensable de reconstruire les motivations des individus concernés par le phénomène en question et d'appréhender ce phénomène comme le résultat de l'agrégation des comportements individuels dictés par ces motivations* » (Boudon R., 1979). L'objectif de ces entretiens est donc de se placer dans une posture de compréhension vis-à-vis de la personne enquêtée et de recueillir des éléments, citations, faits et jugements, sans l'influencer par les opinions ou préjugés de l'enquêteur.

L'objectif des études de cas est donc de réaliser des entretiens auprès des agriculteurs exploitant des terres de la commune, des élus et également auprès d'associations locales pouvant avoir un lien avec les espaces agricoles (association de randonneurs, de chasse etc.).

Les agriculteurs enquêtés ont été choisis par rapport à la diversité de localisation et de la structure des parcelles sur le territoire communal (proximité ou non du village, parcellaire éclaté ou regroupé) grâce au Registre Parcellaire Graphique. De plus, les agriculteurs non déclarants à la Politique agricole commune ont été identifiés à partir d'annuaires ou de sites internet.

Comme support à l'entretien des agriculteurs et des élus, des guides ont été réalisés (**Annexe 7 et 8**). Ils sont structurés en grands thèmes et des questions ouvertes ont été formulées afin de relancer l'interlocuteur. La réalisation des guides s'est appuyée sur les résultats de recherche de Pascal Germain et Bertille Thureau (Germain P. & Thureau B., 2011).

Tableau n°3 : Nombre d'entretiens semi-directifs réalisés

Commune	Elus	Agriculteurs	Autres
Uxegney	1	4	Dont le président d'un groupement des producteurs
Hadol	1 (2 p.)	7	1 (technicien de la communauté de commune)
Vagney	1	3	1 (technicien de la communauté de commune)

Au total sur les trois communes, 19 entretiens ont été réalisés (**tableau 3**). Au jour du rendu de ce mémoire, les entretiens avec les associations locales n'ont pu être réalisés par manque de temps.

La production de connaissances brutes à travers la mise en place d'un outil de suivi s'avère insuffisante pour illustrer le phénomène et en connaître les causes. Le recueil d'éléments qualitatifs sur trois communes a été alors proposé. Il s'est appuyé sur la méthodologie de l'entretien semi-directif auprès 19 agriculteurs et élus.

3 Vers une meilleure définition et appropriation des enjeux

La production d'indicateurs chiffrés et cartographiques ainsi que l'identification d'un certain nombre de déterminants de la consommation des espaces agricoles constituent de nouveaux éléments qui permettent d'améliorer la connaissance du phénomène de consommation des espaces agricoles dans le département des Vosges.

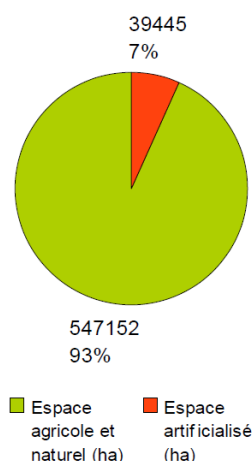
3.1 LES ÉLÉMENTS DE DIAGNOSTIC PERMETTANT UNE MEILLEURE CARACTÉRISATION DU PHÉNOMÈNE

A ce jour, les indicateurs des thèmes A et B retenus pour la mesure de la consommation d'espace et la consommation d'espace agricole ont été priorisés en fonction de leur pertinence. L'étape de mise en œuvre a permis de construire une partie de ces indicateurs et de fournir les premiers résultats pour l'analyse de la consommation d'espace agricole dans le département des Vosges.

3.1.1 ÉLÉMENTS DE MESURE DE LA CONSOMMATION D'ESPACE ET D'ANALYSE DES DYNAMIQUES URBAINES

Les indicateurs de mesure présentés ci-dessous sont disponibles à l'échelle communale et à une échelle supérieure pour permettre la comparaison (voir exemple d'une commune en **Annexe 9**). Ils peuvent dès à présent alimenter les réflexions sur les différents dossiers examinés en Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles. L'échelle retenue ici est le département dans son ensemble afin d'en dresser un portrait. Des zooms sont réalisés sur les arrondissements des Vosges permettant ainsi de découper le département en trois zones: la plaine à l'ouest, le centre avec le sillon mosellan et le sud du massif, et enfin l'est avec la partie nord du massif des Vosges.

a. Une photographie à l'instant t comme point de départ pour l'observation



L'analyse des données des impôts révèle que 6,7% des surfaces du département sont artificialisées soit environ 39 500 ha (**figure 15**).

Ce premier résultat est concordant avec l'enquête Teruti Lucas. En effet selon cette enquête, 6,9% du territoire vosgien est artificialisé, ce qui conforte les aux résultats de l'analyse des données.

Les espaces artificialisés retenus pour le calcul de cet indicateur sont :

- les **surfaces bâties** : surfaces dédiées à l'habitat, aux activités économiques, et les surfaces concernant les dépendances isolées;
- les **surfaces non bâties** : les jardins, les terrains d'agrément, les carrières, les infrastructures, les terrains dont les services des impôts savent qu'ils vont être bâtis dans deux ans.

Figure n°15:
Occupation du sol en 2008 du département des Vosges (données DGFIP)

La notion de **surface bâtie** s'entend ici comme l'ensemble des surfaces des parcelles cadastrales contenant au moins un bâti. Ces parcelles sont considérées comme artificialisées. Cette hypothèse sous entend le fait qu'un jardin attenant à une maison ou les abords d'une zone commerciale auront peu de chance de retourner à un état agricole ou naturel.

L'indicateur de la **tache artificialisée** permet d'illustrer géographiquement cet indicateur quantitatif. Il met en évidence la disparité spatiale de ces zones artificialisées sur le département (**figure 16**). Suivant une ligne Nord Sud-Est, la tache artificialisée épouse le tracé de la Moselle, axe de communication et de développement principal. L'agglomération d'Épinal, au centre, apparaît comme nœud d'artificialisation massive, qui s'explique en partie par l'abondance des zones d'activités en périphérie de la ville et la part importante d'habitat pavillonnaire en lotissement. Les vallées de montagne, au sud-est, se dessinent également très nettement avec une tache artificialisée très dense et presque sans discontinuité. L'artificialisation des terrains s'est faite en fond de vallées. Autour de ces vallées du massif, la tache artificialisée est éclatée et formée d'un ensemble de petits éléments. Elle révèle la présence d'un habitat dispersé sur les coteaux. Au sud d'Épinal, la tache artificialisée est

très caractéristique de l'habitat historique en hameaux. Elle est très lâche comme une dentelle reprenant cette structure particulière en hameaux.

La tache urbaine se propage en un tissu chevelu et ramifié autour de l'agglomération de Saint-Dié des Vosges, rendant très impressionnante l'artificialisation pour ce secteur pourtant moins peuplé que la zone d'Épinal mais historiquement marqué par une forte industrialisation des vallées et de l'habitat en cités ouvrières. L'emprise des surfaces artificialisées sur l'ouest du département est beaucoup moins spectaculaire car elle reste concentrée autour des bourgs. Ce constat est à mettre en relation avec la densité de population qui est de 30 habitants par km² sur l'arrondissement de Neufchâteau et de 80 sur les deux autres arrondissements. Néanmoins les axes routiers se dessinent tendant à rapprocher les bourgs entre eux.

La tache artificialisée permet de mettre en évidence l'emprise du phénomène d'artificialisation masquée par l'abondance apparente des espaces agricoles et naturels.

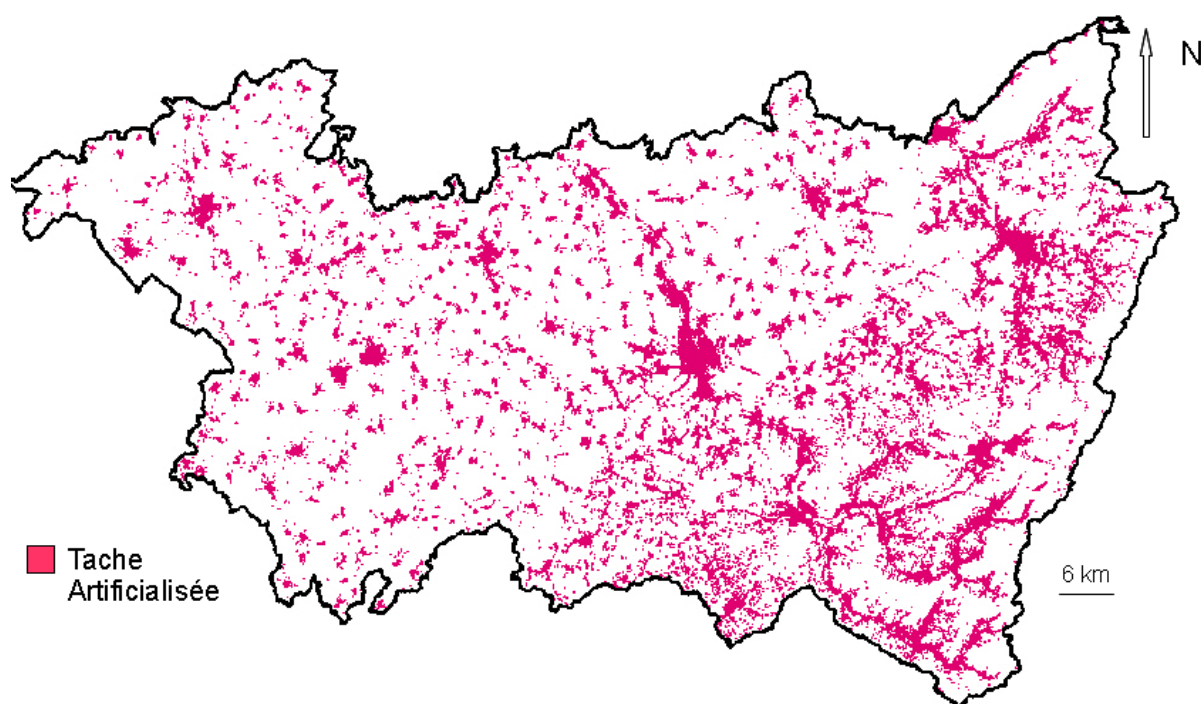


Figure n°16: Emprise de la tache artificialisée sur le département des Vosges

La tache artificialisée n'intègre pas, pour des raisons techniques, les tronçons routiers¹. Cette simplification n'est pas négligeable, car le **détail des surfaces artificialisées** révèle l'importance des espaces non bâtis dans la part espaces artificialisés (**figure 17**). En effet, au niveau du département, pour 1 hectare de surface bâti correspond 1,4 ha de surfaces non bâties et la majorité de ces surfaces non bâties concernent les infrastructures (84%)². Cette catégorie regroupe l'ensemble des chemins, des voies de chemin de fer, des emprises des tronçons routiers, ainsi que les délaissés routiers.

Cette donnée est toutefois cohérente car un pourcentage élevé de surfaces concernées par les infrastructures marque l'empreinte rural des territoires (importance des chemins ruraux, des voies d'accès pour relier un habitat éloigné etc.). La part des infrastructures dans l'ouest vosgien est en effet plus élevé.

¹Cet aspect est actuellement en cours d'étude par Centre d'Études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (CERTU)

²Il faut noter que les surfaces dédiées infrastructures n'est pas extrêmement précise et peut être soit sur ou sous estimée. L'incertitude est due à sa méthode de calcul (à partir de la différence entre la surface totale du département et les surfaces cadastrées) qui intègre les erreurs de calcul des surfaces cadastrales par les géomètres du cadastre.

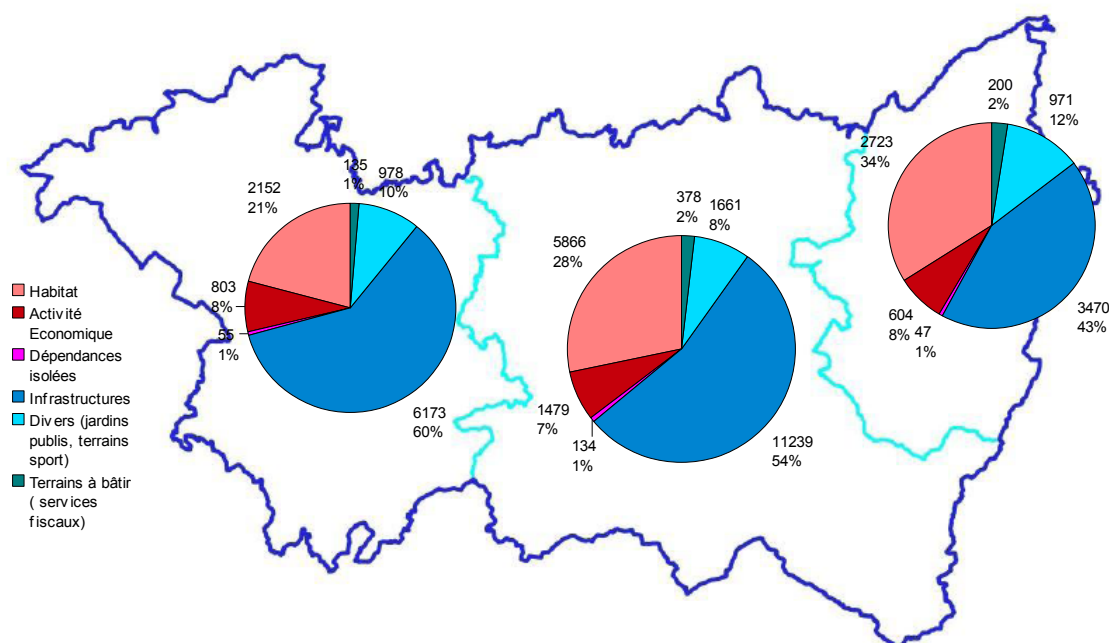


Figure n°17: Détail des surfaces artificialisées par arrondissement

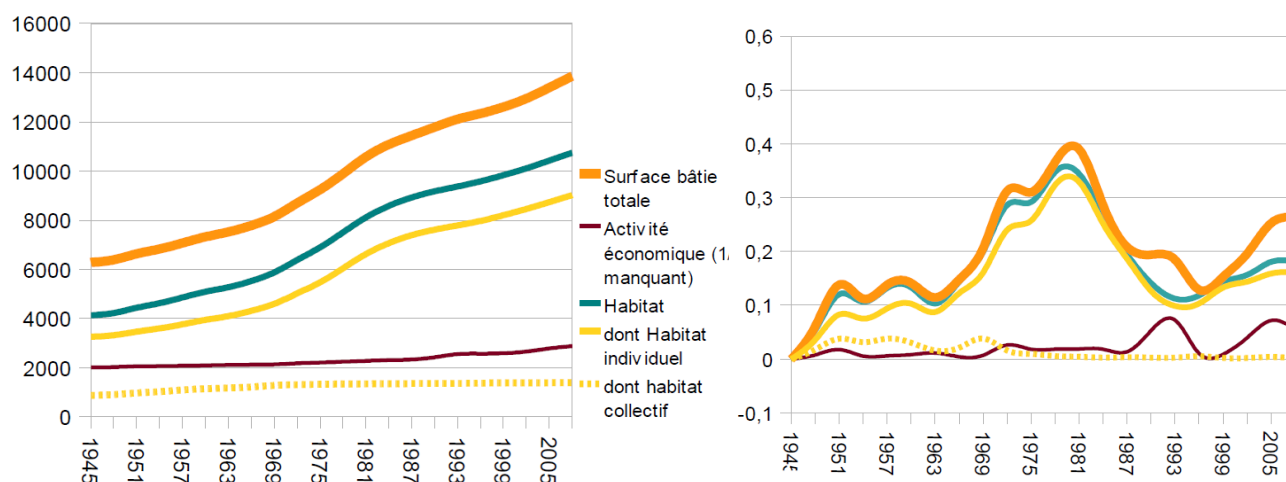
Sur les arrondissements d'Épinal, et notamment de Saint-Dié des Vosges, l'habitat est plus présent, contrebalançant la part des infrastructures. La proportion de jardins, de terrains d'agrément semble être corrélé avec la part des surfaces liées à l'habitat. La répartition des zones d'activités est assez équilibrée sur les trois arrondissements, ainsi que pour les terrains à bâtir et les dépendances isolées.

Cette photographie a l'instant t, constitue un point de départ au suivi de l'évolution des espaces artificialisés ainsi que de chacune de ses composantes.

Après avoir posé la photographie du territoire, il est à présent possible de faire une rétrospective partielle de la consommation des espaces agricoles et naturels et de ses composantes.

b. L'évolution de la consommation des espaces agricoles et naturels

Les données sur les parcelles cadastrées intègrent une information sur la date de construction du bâtiment le plus ancien permettant de suivre **l'évolution des surfaces bâties** dans le temps (figure 18).



Les données brutes fournies par les impôts permettent de présenter de manière fiable l'évolution de l'habitat puisque 99,5% des parcelles contenant au moins un local d'habitation comportent une

indication de date. Cependant, les surfaces d'activités économiques ne sont datées qu'à 63%. La courbe d'évolution des surfaces d'activités économiques est donc atténuée, un tiers des surfaces étant considérées construites en 1945.

Sur le département, les surfaces bâties ont augmenté de 7600 ha en 60 ans soit 120 ha par an. Le développement de maison individuelle apparaît comme un facteur majeur de cette augmentation. L'habitat individuel représente en 2008 à lui seul 64% de l'ensemble des surfaces bâties.

La cartographie de l'évolution de la tache urbaine (**figure 20**) liée à l'habitat permet de mettre en évidence les différentes formes du développement de l'habitat, et l'articulation ou non avec l'habitat

Figure n°18 Evolution des surfaces bâties de 1945 à 2008 (ha) **Figure n°19 Taux de variation annuel des surfaces bâties (0/00)**

ancien.

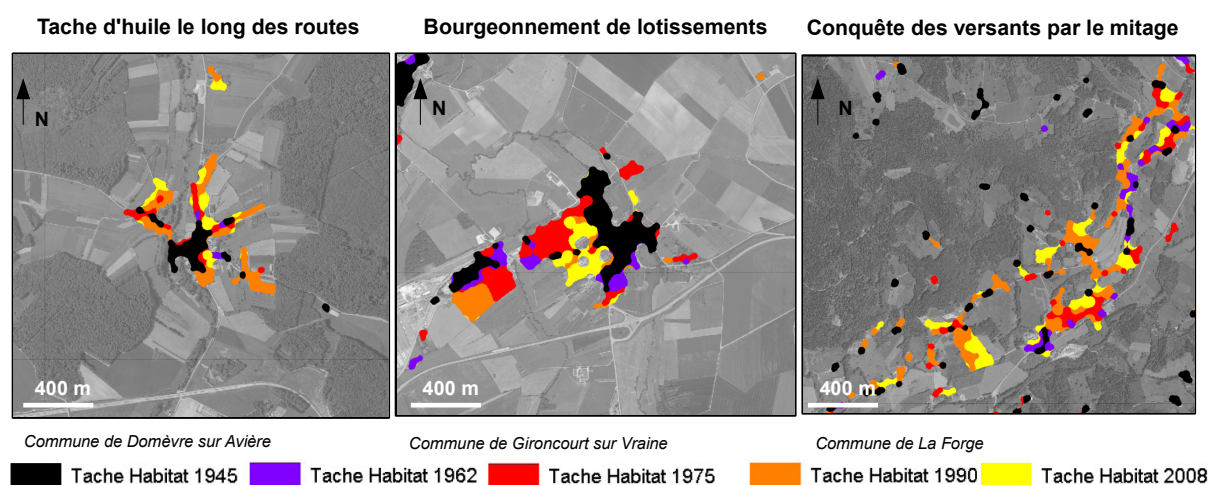


Figure 20: Exemples de développement de l'habitat suivant des formes contrastées

L'analyse du **rythme de l'évolution des surfaces bâties** (**figure 19**) met en évidence que l'augmentation des surfaces bâties depuis 1945 ne s'est pas faite de manière linéaire. Ces variations retracent les grands événements économiques. La relance d'après guerre s'est traduite par une augmentation très rapide des surfaces bâties jusqu'en 1950. C'est à partir de 1963 que l'augmentation des surfaces bâties est la plus marquée, plaçant réellement le département au cœur des trente glorieuses. Un pic est atteint en 1980 où les effets de la crise mondiale se font rapidement ressentir: Le rythme de développement des surfaces bâties chute jusqu'à son niveau des années 50.

A partir de 1992, on constate une nouvelle augmentation du rythme de développement des surfaces bâties.

Développé depuis l'après guerre jusque dans les années 70, le rythme de construction de l'habitat collectif est presque nul jusqu'à aujourd'hui marquant une fois de plus l'importance du développement de la maison individuelle et la ruralité du département.

Ces courbes de tendance du taux de variation des surfaces bâties masquent une forte hétérogénéité au sein des arrondissements (**figure 21**), notamment avec l'arrondissement de Neufchâteau qui n'a pas connu le développement industriel de l'est vosgien.

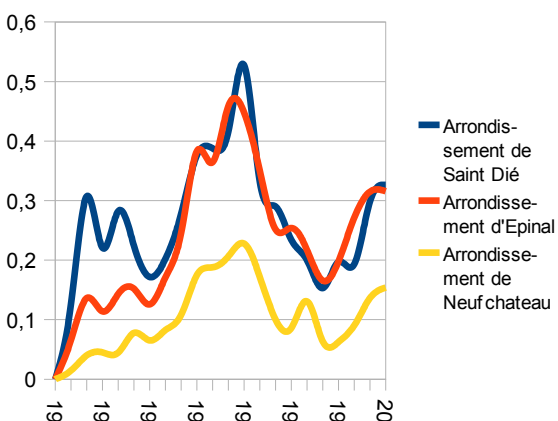


Figure n°21 Taux de variation annuel des surfaces bâties par arrondissement (%)

Cet indicateur d'évolution des surfaces bâties permettent d'approcher l'évolution de la consommation d'espace par le passé (**figure 22**). Pour

permettre ce calcul, il a été supposé que le rapport surfaces bâties sur surfaces non bâties calculé en 2008 est constant dans le temps. C'est à dire que les zones activités, ou les maisons nécessitent un certain nombre d'aménagement qui est proportionnel à la densité de ce bâti. Cette approximation est l'un des seuls moyens d'appréhender la consommation foncière par le passé.

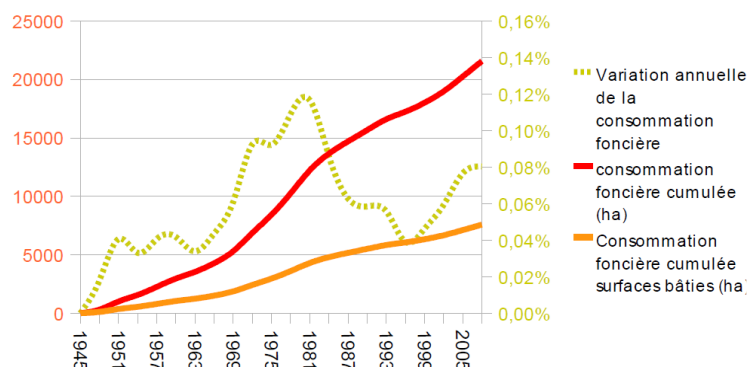


Figure n°22 Évolution de la consommation des espaces agricoles et naturels (ha)

Ainsi dans les Vosges 21 600 ha ont été consommés entre 1945 et 2008 soit 342 ha par an de moyenne.

L'écart entre la courbe de consommation totale et celle concernant les surfaces bâties permet de mettre en avant l'ampleur des aménagements connexes (loisirs, voirie, etc) dans la consommation du foncier.

c. La traduction fonctionnelle de la consommation foncière : l'étalement urbain

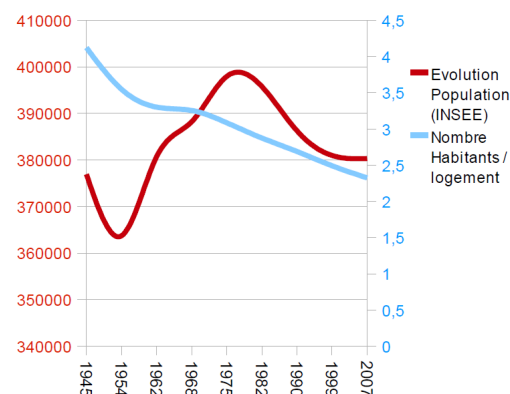


Figure n°23 Évolution de la population et de la taille des ménages de 1945 à 2007

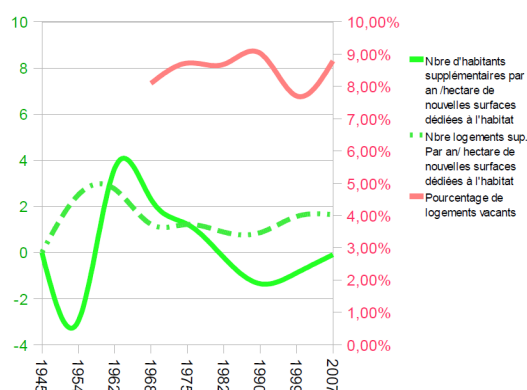


Figure n°24 Indicateurs d'efficacité de la consommation

Jusqu'en 1975 l'augmentation du rythme de la consommation des espaces agricoles et naturels va de pair avec celle de la population (**figure 23**). Cependant à partir de cette date la population diminue alors que le rythme d'artificialisation, bien que moins marqué, est lui toujours en hausse. L'efficacité de cette consommation est alors mise en question: en 1990 par exemple à chaque hectare d'espaces agricoles et naturels consommé pour l'habitat le département perd deux habitants (**figure 24**).

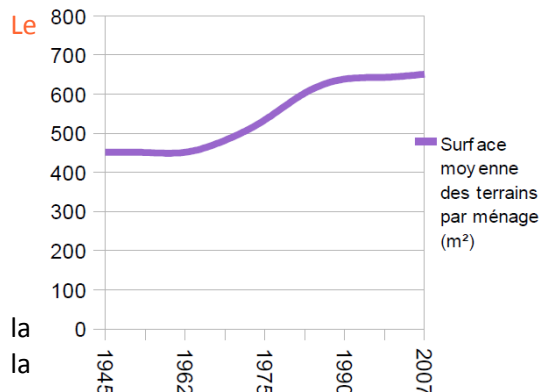


Figure n°25 Évolution de la surface moyenne des terrains par ménage de 1945 à 2007 (m²)

département des Vosges connaît alors depuis 1975 un phénomène d'étalement urbain très marqué puisqu'il s'accompagne d'une perte de population.

Cette dilatation de l'espace urbain s'explique de manière indirecte par l'évolution de la taille des ménages, qui est passée de 4,1 en 1945 à 2,3 personnes en 2007 (**figure 25**). Ce phénomène, appelé desserrement des ménages, traduit une diminution de cohabitation entre les générations dans le même foyer, diminution du nombre d'enfants par couple, une augmentation du nombre de divorces et des comportements autonomes. Ainsi, le nombre annuel moyen de ménage supplémentaires pour chaque

hectare consommés par l'habitat oscille autour de 2 (**figure 24**). Ce chiffre faible pose tout de même question quant à l'efficacité de la consommation des surfaces pour l'habitat.

De plus, l'étalement urbain peut s'expliquer par l'augmentation de la taille des parcelles par ménage qui est une réalité dans le département. **La surface moyenne des parcelles par ménages est passée de 450 m² en 1945 à 650 m² en 2007, soit une augmentation de 50%.**

Ce calcul ne différencie pas le logement individuel du logement collectif.

3.1.2 ÉLÉMENTS PERMETTANT UN ZOOM PARTIEL SUR LA CONSOMMATION DES ESPACES AGRICOLES

Thème central de l'étude, la consommation touchant exclusivement les espaces agricoles s'avère difficile à suivre avec des indicateurs simples et robustes . Un indicateur d'alerte est ainsi proposé en attendant la fin du travail d'identification des espaces agricoles du département.

a. La sortie de la PAC: un témoin d'alerte sur la consommation des espaces agricoles

Très facilement disponible en DDT, le Registre Parcellaire Graphique a été la première source de données exploitée pour essayer d'approcher la consommation des espaces agricoles. Au lieu d'étudier l'évolution de surfaces déclarées à la PAC (qui montre en fait l'augmentation des déclarations sur l'ensemble du département), l'analyse s'est portée sur les surfaces agricoles « sorties » de la déclaration PAC. Ces surfaces ne correspondent à aucune délimitation connue car ce sont des morceaux, des fragments d'îlots de déclaration et elles sont donc difficiles à repérer.

Le raisonnement s'appuie sur les hypothèses suivantes :

- l'usage agricole peut être perdu (construction de bâtiments, aménagement pour des infrastructures , extension de jardins privés ou d'espaces verts publics)
- la parcelle est en attente d'une vente (bail précaire qui empêche l'engagement sur une longue durée, reprise du terrain par le propriétaire)
- le repreneur ne déclare pas à la PAC (parcelle pour mettre un cheval, certains pluri-actifs, cultures ne bénéficiant pas d'aides à la surface)
- l'usage agricole est momentanément arrêté (problème de succession, non reprise par d'autres agriculteurs suite à l'arrêt de l'exploitation)

Une méthodologie d'analyse spatiale a alors été développée afin d'isoler les surfaces ayant été déclarées entre 2004 et 2009 et qui ne le sont plus en 2010. L'appui du Pôle National d'Expertise rattaché au MEEDTL, a permis de construire un programme permettant de réaliser l'opération sur le département en un seul traitement. Aujourd'hui la carte de l'ensemble surfaces sorties de la déclaration PAC depuis 2004 est disponible pour le département entier.



Figure n°26: Surfaces sorties de la déclaration PAC (rose) sur la commune d'Uxegney depuis 2004

En tant que tel, cette information constitue donc seulement un moyen de se poser des questions sur le devenir de ces parcelles sorties de la déclaration à une échelle fine (commune par exemple) et

constituent un **témoin d'alerte pour les acteurs**.

La superposition avec le bâti du cadastre permet déjà d'identifier les parcelles sorties de la déclaration en raison de la construction de bâtiments (**figure 26**). De plus la morphologie des parcelles sorties de la déclaration PAC permet parfois de retrouver l'impact de certains projets routiers. La nouvelle livraison de la photographie aérienne de 2010 par l'IGN permettra très prochainement de faire une comparaison rapide au cas pas cas pour essayer d'identifier la raison de la sortie de la déclaration PAC d'une surface.

b. La démarche en cours d'identification des espaces agricoles

« Les petites surfaces non déclarées à la PAC sont souvent celles qui sont le plus touchées »
(Représentant Jeunes Agriculteurs, CDCEA 6 septembre 2011)

La superposition des photographies aériennes et des surfaces déclarées à la PAC dans le RPG montre l'insuffisance de cette dernière source de données pour caractériser à elle seule les espaces agricoles. La connaissance et l'identification des espaces agricoles est pourtant nécessaire pour suivre les évolutions de surface dans le futur. Afin d'approcher plus finement les espaces agricoles deux solutions pouvant être complémentaires sont encore à l'étude :

➤ Utilisation des données de la Mutualité Sociale Agricole

La déclaration des parcelles agricoles ne se fait pas uniquement dans le cadre de l'attribution des aides européennes. La Mutualité sociale agricole, protection sociale obligatoire des salariés et exploitants agricoles, détient également des informations déclaratives sur les parcelles cadastrales de ses cotisants. Ces données présentent un intérêt majeur car certaines parcelles peuvent être déclarées dans le cadre de la MSA et ne pas l'être pour la déclaration PAC. En effet, les exploitants ne souhaitant pas bénéficier ou ne percevant pas les aides de la PAC (absence de DPU, cultures spécialisées etc.) peuvent être répertoriés à la MSA.

Une procédure d'échange de données a été engagée entre la Mutualité Sociale Agricoles et la DDT des Vosges. Leur livraison a été faite mi septembre 2011 et les données ont commencé à être étudiées dans le cadre du stage. Une première analyse rapide a montré que ces données sont potentiellement très intéressantes mais nécessitent des traitements supplémentaires car les données fournies comprennent :

- des parcelles cadastrales contenant du bâti (bâtiments agricoles notamment). Un nettoyage simple devra être effectué ;
- de nombreuses parcelles cadastrales forestières (surement en propriété d'agriculteurs) qu'il faudrait essayer d'éliminer par traitement cartographique.

La fiabilité de ces données déclaratives et leur actualisation sont également à préciser avec les techniciens de la MSA.

➤ Les espaces agricoles non déclarés

A l'instar de l'université de Besançon et de chambres d'agriculture (cf §) , la modélisation des espaces agricoles potentiels et non déclarés a été jugée très pertinente par le comité de pilotage. Tous les éléments élémentaires permettant cette modélisation sont disponibles ou ont été construits à savoir :

- la tache artificialisée ;
- les surfaces en eau via la BDTopo ;
- les surfaces déclarées à la PAC ;
- la végétation via BD Topo.

Dans le principe, les éléments ci-dessus seront soustraits à la surface totale du département pour identifier des espaces agricoles potentiels. La mise en place de cette modélisation se heurte à des

limites techniques liées au matériel informatique, pour lancer un tel traitement sur le département. Un découpage préalable du département serait nécessaire mais coûteux en temps. Cette possibilité de modélisation n'est pas écartée mais risque d'être compromise.

Finaliser cette étape d'identification des espaces agricoles de façon précise est importante pour disposer d'une référence de départ pour mesurer la diminution en surfaces de ces espaces agricoles. Cependant, les traitements sont lourds à mettre en place et la fiabilité des résultats reste à estimer. Il sera très important d'évaluer les bénéfices de cet indicateur par rapport à l'énergie mise en oeuvre pour son élaboration au risque de voir cet indicateur délaissé.

3.1.3 DES PRÉMICES POUR CARACTÉRISER LES ESPACES AGRICOLES

Caractériser les différentes terres agricoles était l'un des objectifs de départ de la mission. Il fait écho à la prise de conscience que les terres ne sont pas équivalentes et à un besoin des acteurs de disposer d'éléments d'aide à la décision pour identifier des parcelles d'intérêt pour l'activité agricole, la biodiversité et les milieux, la gestion de la ressource en eau, les territoires, etc. La mise en oeuvre de cette démarche pose la question des critères à retenir pour juger de la qualité et des apports d'une telle démarche.

a. Les apports des entretiens

Les critères à retenir pour identifier les **meilleures parcelles du point de vue de l'activité agricole** a été abordée lors des entretiens. La question suivante a été posée aux exploitants: « Qu'est ce que pour vous une bonne parcelle agricole? Quels critères sont importants pour vous? »

La formulation a été souhaité la plus générale possible afin de ne pas influencer les réponses. Le tableau n°4 reprend les réponses données par les exploitants. Il a été choisi de ne pas classer les différents critères par rapport à l'ordre dans lequel ils ont été cités mais plutôt l'occurrence d'une même réponse.

Tableau n°4 : Critères retenus par les exploitants pour caractériser une « bonne parcelle agricole »

Type	Critères cités	Nombre de citations
Potentiel productif	qualité du sol (texture, cailloux)	8
	exposition	3
Possibilité de mécanisation	humidité (absence)	7
	pente	5
Facilité de travail	taille	8
	distance au siège d'exploitation	4
	forme	3
	point d'eau	1
Proximité urbaine	accessibilité correcte	1
	distance aux habitations	2

La diversité des réponses concernant « les bonnes parcelles agricoles » montre que le potentiel productif, même s'il est important, n'est pas forcément le seul facteur à prendre en compte. En effet, la facilité de travail et les possibilités de mécanisation apparaissent également importantes pour les agriculteur enquêtés. Dans le département des Vosges de manière générale, les terres agricoles ont un potentiel productif assez faible (au sens rendement) et la localisation des très bonnes terres est bien connue (secteur de Dompierre au nord ouest d'Épinal). La qualité intrinsèque d'une parcelle pour l'activité agricole peut donc être abordée même si les données de qualité agronomique des sols ne sont pas disponibles sur le département.

Cependant, ces critères reflètent les avis d'un échantillon restreint d'agriculteurs qui présentent la particularité forte d'être tous des éleveurs (sauf un horticulteur). Les réponses seraient sûrement différentes pour d'autres systèmes de production tel que le maraîchage ou la céréaliculture. De plus, la question était mêlée à d'autres thèmes très divers et aurait nécessité un entretien dédié pour bien comprendre les pratiques des agriculteurs et les différents critères à retenir.

b. Caractériser les terres agricoles : une démarche délicate

Lors des entretiens, quatre exploitants ont répondu que pour eux toutes les parcelles étaient importantes: « *même les mauvaises terres, ils en ont besoin* ». Ces réponses font écho à la forte pression foncière sur les terres agricoles constatée sur les trois communes étudiées, notamment sur Uxegney et Hadol. Chaque terre agricole est convoitée et est une ressource importante.

De la même manière, en Commission Départementale de Consommation des Espaces agricoles, le représentant des Jeunes Agriculteurs a insisté sur le fait que toutes les terres étaient importantes pour les agriculteurs notamment dans une région où la qualité des terres est moyenne dans l'ensemble. De plus, le représentant de l'association Vosges Ecologie s'est interrogé sur la pertinence d'une telle démarche qui viserait à noter les terres agricoles.

Les indicateurs concernant la caractérisation des terres agricoles seront également présentés par le comité de pilotage lors de sa troisième réunion. A cette occasion il sera donc très important de re-questionner la démarche avec les autres acteurs et notamment d'identifier les limites d'utilisation de tels critères. Est-ce que caractériser les terres agricoles reviendrait à encourager l'artificialisation des terres dénuées d'intérêt agronomique, environnemental ou patrimonial? Doit – on essayer de différencier les espaces agricoles?

Peut-être est-il important de changer l'approche. Caractériser les espaces agricoles n'est pas forcément donner une note à chaque parcelle agricole mais plutôt apporter des éléments de connaissance sur celles-ci et les mettre en valeur par rapport à différentes caractéristiques.

Après avoir posé une photographie de l'occupation du sol, les indicateurs permettent d'approcher l'évolution de la consommation des espaces agricoles et naturels dans le temps et de révéler ainsi l'existence de ce phénomène. L'analyse permet également de décomposer cette consommation en plusieurs postes, offrant la possibilité d'une analyse précise dans le futur. A une échelle fine, les surfaces sorties de la déclaration PAC constituent un témoin d'alerte de la consommation de certaines terres agricoles, en attendant l'identification précise des espaces agricoles qui permettront de suivre leur évolution. Enfin, la pertinence de la démarche de caractérisation des espaces agricoles sera questionnée lors du dernier pilotage.

3.2 DES DÉTERMINANTS SOUS-TENDANT LA CONSOMMATION DES ESPACES AGRICOLES

Cette partie n'a pas pour vocation de lister de manière exhaustive l'ensemble des déterminants expliquant la consommation des terres agricoles mais plutôt de rendre compte de ceux mis en évidence par l'analyse transversale des entretiens qualitatifs qui ont été menés auprès des agriculteurs et des élus sur les communes de Vagney, Uxegney, et Hadol.

3.2.1 PÉRI-URBANISATION: LA RECHERCHE D'UN ESPACE À SOI DANS UN ENVIRONNEMENT DE QUALITÉ

Après avoir atteint un maximum dans les années 75, la population des Vosges diminue et tend à stagner autour de 380 000 habitants. Cette tendance à l'échelle du département masque des dynamiques internes importantes avec notamment le départ des populations des villes centres vers les zones péri-urbaines (INSEE, 2009). Référence étude INSEE population 2050

a. La campagne, un espace de tranquillité convoité

Hadol, Uxegney et Vagney font partie de ces communes péri-urbaines ou de montagne qui sont en augmentation de population. Bien conscients de l'attractivité de leurs communes, les élus ont identifiés plusieurs facteurs pour expliquer ce phénomène comme par exemple le faible coût du foncier ou des impôts locaux par rapport aux villes centre, la présence d'équipements, la proximité d'infrastructures de transport de qualité permettant les déplacements quotidiens. Pour les trois communes, ils soulignent l'importance du **cadre de vie** : « *Les gens viennent pour l'environnement, les paysages* » dans le cas d'Hadol, « *pour le cadre de montagne* » à Vagney ou « *viennent rechercher la tranquillité et s'exiler de la ville* » à Uxegney. Les trois maires s'inquiètent de voir leur ville devenir

« des villes dortoirs » : les « nouvelles populations ne sont pas forcément impliquées dans la vie locale et créent peu de contacts ». La campagne est perçue comme un cadre de vie figé, une représentation idyllique.

Cependant, l'activité agricole est ressentie comme une nuisance pour les riverains qui se plaignent du bruit pendant la période de moisson, des odeurs, de la terre sur la route, des mouches, du ralentissement de la circulation. Ce phénomène est beaucoup plus marqué dans le secteur d'Uxegney très proche d'Epinal: « *Ça devient impossible de cultiver en ville* » déclare un agriculteur. Ces plaintes se concentrent au sud de la commune, secteur où se sont construits les derniers lotissements qui font face à des champs de céréales. Certains exemples relevant plus de l'anecdote, permettent néanmoins d'appréhender l'ampleur du phénomène. Sur la commune voisine de Dounoux, une main courante a été lancée par les habitants d'un lotissement contre les aboiements du chien de troupeaux le dimanche matin. Un riverain s'est placé devant un autre agriculteur pour l'empêcher d'épandre son fumier. La commune d'Hadol, connaît également ce phénomène mais de manière moins marquée. Les agriculteurs déplorent entre autres que « *les urbains viennent à Hadol pour avoir les avantages de la campagne mais pas les inconvénients* » en justifiant que « *les champs étaient là avant les habitants* ». Bien entendu, ces réactions ne sont pas à généraliser à tous les nouveaux habitants et ne traduisent que la vision d'une partie des agriculteurs: « *Tous les néoruraux ne sont pas comme ça mais il y en a un sur dix qui se plaint* ». Le Maire d'Hadol craint tout de même la recrudescence de ces plaintes si l'augmentation de la population se poursuit. Sur Vagney, les plaintes, concernant notamment l'épandage, sont vraiment très ponctuelles.

Les relations entre ces nouveaux arrivants des communes d'Hadol et d'Uxegney apparaissent au départ comme complexes et même parfois tendues mais la situation semble s'améliorer au fil du temps. « *Au départ il y avait des plaintes, mais maintenant ça va mieux* ». Les agriculteurs témoignent de services rendus aux habitants. Ces plaintes sont plus le reflet d'une « *méconnaissance du monde rural qu'une réelle mauvaise volonté* ». Il y a également une certaine part de responsabilité de la part des agriculteurs qui doivent eux aussi s'adapter à l'arrivée des nouvelles populations: « *certains agriculteurs manquent de savoir vivre* ».

Suivant la localisation des maisons, certains agriculteurs ne sont pas du tout concernés par les plaintes et au contraire entretiennent de très bonnes relations même dès le départ. « *Certains riverains souhaiteraient que les parcelles soient toujours exploitées* » pour ne pas avoir de voisins.

b. Grignotage progressif des terres agricoles par la maison individuelle et les terrains de loisirs

Les situations des agriculteurs enquêtés sont vraiment contrastées. Les exploitations dont le parcellaire est regroupé et en site isolé sont les moins affectées par la diminution de leurs surfaces agricoles. D'autres beaucoup plus éclatées et morcelées sont d'autant plus touchées.

Pour les exploitations concernées, la consommation des espaces agricoles par l'habitat se caractérise par sa dissémination. En effet, qu'il s'agisse de construction de lotissement ou de maison individuelle isolée, les surfaces prélevées sont beaucoup moins spectaculaires que lors d'un projet de zones d'activités ou les projets routiers. « *Les grandes parcelles sont redécoupées par les lotissements* ». Les surfaces concernées peuvent aller de quelques hectares dans le cas de projets de lotissements comme sur les communes autour d'Uxegney, à une dizaine d'ares pour les maisons individuelles. Le maire d'Hadol est conscient de cet effet de dilution de la consommation: « *la commune d'Hadol est tellement vaste: deux permis par jour et ça ne se voit presque pas* ».

Les enquêtes ont également mis en évidence la problématique de la demande accrue de terrains de loisirs qui concurrence directement l'activité agricole professionnelle. Il y a une vraie demande pour de terrains dans les trois communes enquêtées pour le cheval privé. « *Les gens achètent le cheval avant d'avoir le terrain* ». A Vagney, la problématique se pose lors du rachat des vieilles fermes qui se fait avec les terrains agricoles attenants. Chaque année, un agriculteur d'Uxegney est obligé de déplacer ses clôtures car les personnes rachètent petit à petit le long du champs pour agrandir leur

jardin. Cette problématique reflète, pour les habitants des communes péri urbaines, un besoin d'espace et plus particulièrement d'un espace à soi.

De plus cette consommation est étalée dans le temps. Contrairement à la route qu'ils craignent fortement, les agriculteurs ne sont pas forcément alarmés par ces petites pertes de foncier dont ils ne ressentent pas les conséquences directes sur le système de production. La consommation par l'habitat dans les zones péri-urbaines est donc diluée et par conséquent mal identifiée. On assiste à un réel grignotage. Les agriculteurs les plus touchés perdent en moyenne un demi hectare à un hectare par an sur les communes d'Hadol et d'Uxegney.

En faisant le total des surfaces perdues au cours des discussions, la somme peut-être non négligeable: « *au total, ça chiffre* » (**figure 27**). Certains agriculteurs se projettent sur le long terme et sont inquiets « *de ce qu'ils auront perdu dans 20 ou 30 ans* ». La problématique est accentuée par la faible disponibilité des terres agricoles. La pression est très forte notamment car les exploitations s'agrandissent progressivement. Pour anticiper ces pertes de foncier, deux agriculteurs se tournent vers la vente directe et trois autres souhaitent acquérir du foncier en prévision. « *On veut augmenter les surfaces par prudence et être sur que notre exploitation sera transmissible* ».

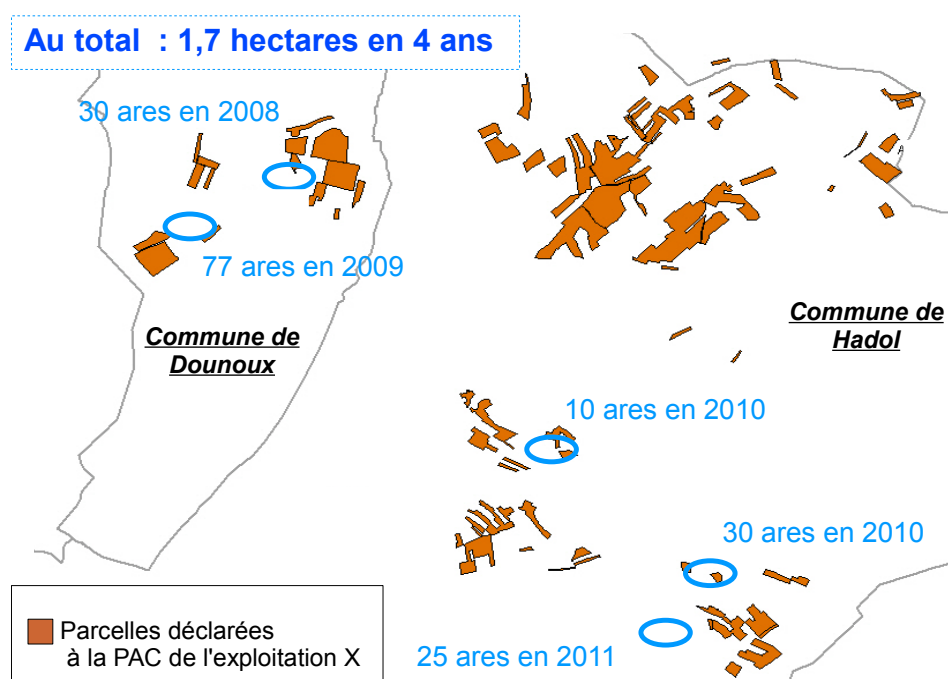


Figure n° 27: Exemple de grignotage des parcelles d'une exploitation

Lorsque qu'un propriétaire décide de mettre son terrain en vente, il est très difficile pour les agriculteurs d'intervenir. En effet, le changement de destination d'un terrain par le biais d'un document d'urbanisme est un motif de résiliation du bail à ferme. L'agriculteur fermier est alors prioritaire pour l'achat du bien grâce à un droit de préemption. Cependant, le prix des terrains est alors au prix des terrains constructibles si l'agriculteur ne fait pas de recours et il est donc très rare que ce droit soit utilisé: « *on ne va pas acheter du terrain à bâtir pour mettre des vaches* ». De plus, si le terrain appartient à un propriétaire connu de l'agriculteur ou à qui ils louent d'autres terres, il est plus difficile de s'opposer: « *on ne va bloquer tout le monde* » ou « *se mettre mal avec le propriétaire* ». Ces éléments mettent en évidence le problème de la maîtrise foncière.

c. Les conséquences indirectes

En dehors du strict prélèvement de surface pour l'habitat ou les espaces de loisirs le phénomène de péri-urbanisation a d'autres conséquences sur l'activité agricole qui ont pu être mises en évidence

par les entretiens :

➤ Accessibilité difficile

Sur la commune d'Hadol, la cas d'un agriculteur ne pouvant plus accéder à une de ses parcelles, amène également à se poser la question de l'accessibilité. La construction de maisons de part et d'autre d'une petite route et la mise en clôture des parcelles au ras de la route, empêche l'agriculteur de faire un virage à 90°, manœuvre nécessaire pour emprunter le chemin (figure 28). De plus, certains passages étaient négociés avant à l'amiable avec les anciens propriétaires alors que « *les nouveaux refusent de céder les chemins* ». Sur la commune d'Hadol, une commission agriculture existe, entre autres, pour régler ces problèmes d'accessibilité. Sur Uxegney et les communes environnantes, la population exprime une forte demande pour limiter les dangers liées à une vitesse excessive. Les voies sont rétrécies, la mise en place de dos d'ânes est prévue ce qui gêne fortement le passage des agriculteurs avec les bennes. Le maire d'Uxegney souligne à juste titre une responsabilité double: d'un côté les aménageurs ne prennent peu en compte les contraintes des agriculteurs et de l'autre le matériel des agriculteurs est de plus en plus gros.

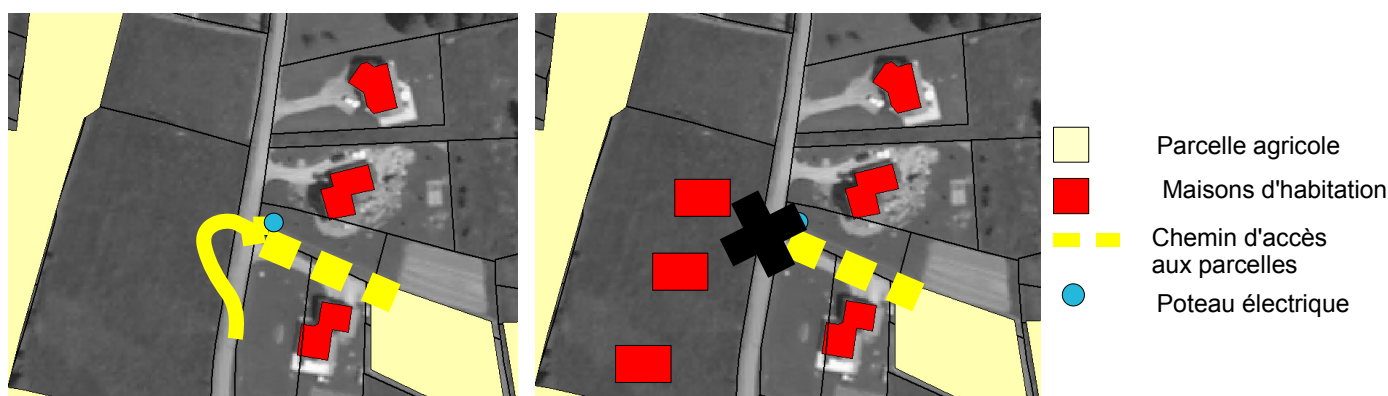


Figure n° 28: Illustration d'un problème d'accessibilité suite à la construction de maisons

➤ Aménagements connexes

Le phénomène de péri-urbanisation accroît les déplacements pendulaires et les voies traversant les villages péri-urbains s'engorgent. Contourner le village revient forcément à traverser les espaces agricoles et naturels. Sur Hadol, le tracé initial du projet de route pour le désenclavement de la Vôge coupait en deux un grand espace agricole d'un seul tenant. Sur Saint Amé près de Vagney, le projet de doublement de la déviation risque de faire disparaître les plus belles terres agricoles du secteur : « *c'est un réel massacre de terres agricoles* ».

De plus, pour compenser l'imperméabilisation de surfaces routières ou de lotissements, des bassins de rétentions sont aménagés sur la communes, et sur les terres agricoles notamment.

➤ Recul des limites d'épandage

Pour l'épandage de fumier bovin ou porcin, la législation impose aux agriculteurs de respecter une distance de 50 à 100 mètres autour des maisons d'habitation. Or, sur Vagney, le développement de l'habitat s'est fait par le passé de façon dispersée le long des coteaux : « *Sur le massif, il y a du monde partout* ». « *Avec une maison, on perd 3 ha d'épandable* » ce qui représente une vraie perte économique par la diminution des rendements en fourrage. Pour cette raison « *il faut impérativement boucher les trous* » et construire dans les dents creuses. La stratégie de certains agriculteurs de Vagney est de défricher de la forêt sur les chaumes pour gagner des terrains à plus de 100 mètres des exploitations. Ces défrichements sont aidés dans le cadre d'un plan de paysage visant à encourager la réouverture des paysages.

Le foncier agricole souffre d'un manque de mise en valeur et d'une traduction à la hauteur de son rôle rendu.

3.2.2 LA « NON-VALEUR » DES ESPACES AGRICOLES

La notion de valeur, dans son sens le plus général, correspond à l'importance que l'on accorde à un bien (Dictionnaire Larousse, 2008). Selon les personnes et même au cours du temps, cette valeur peut être différente pour un même bien selon l'usage ou l'intérêt que l'on y porte. La question de la valeur accordée par les différents acteurs aux espaces agricoles, est déterminante pour expliquer la consommation des terres agricoles. En effet, *« la valeur que prend l'espace à travers la société dont il est le produit et la jouissance détermine les différentes priorités d'affectation du sol »* (Bonnier J. & Coste M., 1978).

a. Une logique économique qui ne laisse que peu de place aux espaces agricoles

➤ La valeur vénale des terres agricoles

Sur le marché, la valeur correspond au prix selon lequel un objet peut être échangé, vendu et en particulier son prix en argent, on parle alors de valeur vénale (Dictionnaire Larousse, 2008). Une étude menée par la SAFER et Terres d'Europe en 2011 montre que cette valeur vénale est peu dépendante des caractéristiques physiques de la terre agricole (hormis les zones AOC) mais plutôt de la pression foncière sur la zone. *« Depuis la quatrième année consécutive, le marché de l'urbanisation dépasse en valeur le marché agricole »* (Terres d'Europe & FNSAFER, 2011).

Les terres agricoles constructibles ou destinées aux espaces résidentiels et de loisirs sont les terres agricoles qui ont la plus grande valeur vénale absolue au sens des marchés.

Cette différence de prix entre les terres agricoles constructibles et les autres impliquent le dégagement d'une rente foncière pour les propriétaires. Ceux-ci ont donc un intérêt financier à voir leur terrain passer constructible. Sur Hadol, la révision en cours du PLU dans le cadre du SCOT, doit s'accompagner d'une diminution des surfaces constructibles. Les propriétaires ont anticipé cette révision du PLU en mettant en vente leur terrain rapidement. *« Avec la précipitation des ventes, certains terrains n'auraient jamais dû être construits : la commune subit les erreurs de l'ancien Plan d'Occupation des Sols »*. *« Certains propriétaires ont même fait de la spéculation »*. Le même phénomène a eu lieu sur les communes de Vagney et Hadol lors de leur révision de PLU.

Les élus subissent alors une pression des propriétaires de la commune et les personnes des terrains à bâtir pour passer une terre en constructible. Le maire de Vagney déclare *« qu'il est très difficile de résister à cette pression foncière et que les communes ont besoin d'être appuyées dans cette démarche »*.

De plus, les élus peuvent avoir un intérêt à répondre à la demande des nouveaux arrivants dans les communes car *« depuis la suppression de la taxe professionnelle, accueillir de nouvelles populations est l'un des principaux moyens de faire des ressources »*. La dotation globale de fonctionnement communale est en effet calculée sur le nombre d'habitants. Il y a une concurrence directe entre l'habitat et l'agriculture

➤ Une valeur économique peu lisible

Pourtant les terres agricoles ont elles aussi une valeur économique : d'une part par le biais de la production de biens alimentaires ou non alimentaires, et d'autre part en tant que support de l'activité des entreprises agricoles. Une terre agricole a une valeur fonctionnelle car elle rentre dans un système de production (jeu de primes, production de fourrages): *« Il est difficile de faire comprendre aux élus que 1 ha de terres agricole n'est pas équivalent à 10 000 m² »* (Chambre Agriculture).

Cependant, l'activité agricole et son intérêt économique est difficile à appréhender pour les communes :

- En termes d'emplois, l'agrandissement des structures des exploitations de type polyculture élevage dans les Vosges s'accompagne d'une diminution du nombre d'exploitants, et donc de l'emploi agricole sur la commune. De plus, les usines de transformation du lait ferment peu à peu comme de la laiterie de Xertigny dans le secteur d'Hadol qui employaient plus de 100

personnes. L'activité agricole n'est donc pas forcément perçue comme une source d'emploi.

- Les formes d'agriculture non traditionnelles pour les Vosges comme les horticulteurs, les centres et élevages équestre ne sont pas facilement identifiées comme des activités agricoles ce qui diminue l'importance de ce secteur. Le Maire d'Uxegney avoue, par exemple, avoir du mal à considérer les activités équestres comme des activités agricoles à part entière.
- Les activités agricoles sont exonérées de la Cotisation Foncière des Entreprises (qui a remplacé la taxe professionnelle) ce qui fait que les communautés de communes ou les communes ne perçoivent pas directement de ressources grâce à l'activité agricole.

➤ **L'agriculture: « Le pot de terre contre le pot de fer »**

Le département des Vosges a connu une forte déprise économique entraînant la fermeture de nombreuses usines textiles, de filatures ou d'industries. Cette déprise économique vécue, se traduit par une forte volonté de la part des communes à la fois d'attirer des activités économiques et surtout de conserver les usines en place. Sur Vagney par exemple, une zone d'activité a été créée dans le cadre de l'intercommunalité pour répondre aux besoins d'une usine textile de la commune en recherche de nouveaux locaux. Une zone agricole en fond de vallée, parfaitement plane et constituée de grandes parcelles a été choisie pour l'emplacement correspondant parfaitement aux exigences des entreprises. Enjeu économique et de développement majeur, le maintien des emplois de cette entreprise a primé logiquement sur ces bonnes terres agricoles. Les entreprises peuvent ainsi imposer des conditions aux communautés de communes en menaçant de partir.

La mise en place des projets routiers de grande envergure poursuit également cet objectif de reconquête du secteur économique des Vosges en luttant contre l'enclavement. Six pôles économiques d'envergure ont été identifiés par le conseil Général des Vosges et l'objectif est de mutualiser les forces en les reliant par des infrastructures de qualité (routes majoritairement). La valeur économique d'une terre agricole ne rentre pas dans le calcul du taux de rentabilité économique du projet.

b. Une protection indirecte pour des motifs environnementaux

Dans la vallée de la Moselotte où se situe Vagney, une bande de terres agricoles sans construction est visible en fond de vallée. C'est dans cet endroit que se situe la majorité des surfaces mécanisables et même parfois labourables du secteur. Cette bande correspond en fait à la zone inondable de la Moselotte qui proscriit toute construction dans cette zone. La Maire de Vagney reconnaît que « *Les zones inondables sont en fait une chance pour l'agriculture, sinon les parcelles auraient été urbanisées depuis le début* ». Dans ce même secteur, le doublement de la déviation de Saint-Amé est pour l'instant compromis. Selon un agriculteur de Vagney, « *ce n'est pas les terres agricoles mais les papillons et les castors qui bloquent le projet de route* ». Le projet routier impacte en effet une zone Natura 2000.

De la même manière, sur Uxegney, le Maire pense que ce sont « *les nombreuses contraintes (voies vertes et zones inondables) qui pèsent sur la commune qui vont limiter l'urbanisation dans le futur* ».

Les espaces agricoles sont ainsi protégés pour leur valeur de protection contre les risques d'inondations ou d'hébergement d'un habitat particulier sans que celle-ci soit reconnue en tant que telle. Cette valeur environnementale et de protection est également une valeur économique qui n'est pas prise en compte.

c. Vers une mise en valeur des espaces agricoles

Parler de « non-valeur » des espaces agricoles est certes exagéré car les espaces agricoles ont réellement une valeur pour les élus enquêtés, mais cette valeur n'est que peu traduite économiquement. Les élus des communes enquêtées attribuent aux espaces agricoles des rôles qui mis bout à bout permettrait de faire prendre conscience du bénéfice global de la protection des espaces agricoles.

Tout d'abord, la valeur paysagère des espaces agricoles est la plus reconnue par les élus. Pour la Maire de Vagney : « *les agriculteurs sont les artisans du paysage sur Vagney* ». Dans cette commune la notion de paysage est une composante importante de l'attractivité car le maintien de paysages ouverts participe au dynamisme touristique vert de cette vallée.

- Le rôle alimentaire vient au second plan pour les élus d'Hadol et de Vagney. Ancien agriculteur à la retraite, le maire d'Hadol est sensible à cette fonction nourricière. La maire de Vagney précise ce rôle en parlant d'alimentation de proximité et de lien direct avec les habitants et les touristes. Cette forme d'agriculture en circuits courts permet selon elle de répondre à des nouvelles demandes et de maintenir un revenu décent pour les agriculteurs.
- Les entretiens ont été l'occasion de questionner l'usage par les habitants des espaces agricoles. Sur les trois communes, les espaces agricoles apparaissent comme très fréquentés que ce soit par les cyclistes, les marcheurs, les cavaliers ou même les quads. Les espaces agricoles sur ces communes ont donc également un rôle récréatif et de loisirs.
- Cependant, le lien entre agriculture et protection de l'environnement est plus difficile à établir. En effet, les avis des élus sont mitigés. D'une part, l'agriculture est essentielle pour les paysages mais de l'autre, l'usage des engrais et des pesticides a, selon eux, un mauvais impact sur l'environnement. Le Maire d'Hadol déplore également la diminution du nombre de haies qui ont été supprimées par les agriculteurs pour des raisons de facilité de travail.

Au final, les espaces agricoles semblent être des atouts pour les communes étudiées et la reconnaissance de cette valeur globale des espaces agricoles permettrait de mettre en avant l'intérêt de les ménager. Mais comment prendre en compte l'ensemble de ces rôles et facettes des espaces agricoles pour leur donner une valeur globale? Comment mettre un prix sur ce qui n'a pas de prix ?

Un parallèle peut être fait entre les recherches en économie de l'environnement essayant d'attribuer une valeur économique à l'environnement et la question de valeur des espaces agricoles. Le concept de valeur économique totale a alors été proposée permettant de décrire les valeurs d'usage et de non usages attribuées aux espaces naturels. Ce modèle est notamment utilisée dans le cas de l'évaluation économique des forêts tropicales ou de milieux particuliers (zones humides).

Afficher les différentes valeurs des espaces agricoles à travers ce modèle permettrait déjà une première mise en lumière (**figure 29**).

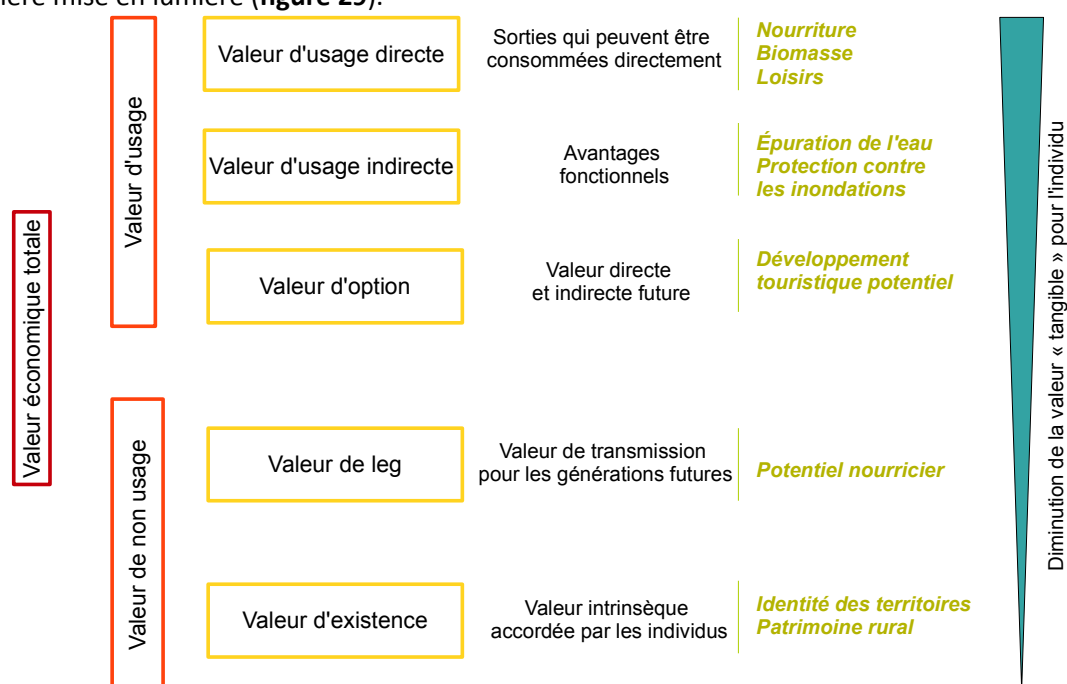


Figure n° 29: Adaptation du concept de valeur économique totale aux espaces agricoles (Munashinge, 1992)

3.2.3 L'UTILITÉ D'UNE GESTION INTÉGRÉE DES ESPACES

a. Une faible gouvernance des espaces agricoles à l'échelle communale

Sur deux des trois communes enquêtées, l'échelle communale n'est pas un lieu de discussion des questions agricoles. Sur Uxegney par exemple, « *la question agricole n'est jamais abordée au conseil municipal et aucun agriculteur n'y est présent* ». Du côté de Hadol, malgré le nombre important d'agriculteurs, « *la question agricole est très peu abordée ou alors ponctuellement à travers la commission agriculture* ». Cette commission se penche uniquement sur les problèmes d'accessibilité et sur les attributions des terrains communaux.

Ce constat doit être mis en parallèle avec la faible implication des agriculteurs eux-mêmes dans la défense des intérêts agricoles au niveau communal. Plus généralement l'impulsion de l'agriculture dans la vie locale semble s'essouffler. Selon le maire d'Uxegney, « *l'agriculture n'est pas dynamique* » sur la commune. Sur Hadol, « *le syndicat des producteurs de lait fédère moins qu'avant* » et les événements festifs (foire, repas dansant) à l'initiative des agriculteurs ont été abandonnés. Le maire de Hadol déplore ce manque d'investissement des agriculteurs dans la vie communale.

En réalité, la défense des intérêts au niveau communal repose uniquement sur la présence ou non d'agriculteurs dans le conseil municipal. En effet, les agriculteurs de Hadol reconnaissent l'importance d'avoir un maire agriculteur en comparaison aux communes de la première couronne d'Épinal: « *S'il n'y a pas d'agriculteurs au conseil municipal, ça construit à tout va* ». « *C'est important d'avoir un maire agriculteur, pour la prise en compte de l'activité* ». Le Maire de Vagney insiste sur l'importance de la présence d'un agriculteur dans son conseil municipal : « *même s'ils ne sont pas nombreux* », ils font entendre leur voix.

De plus, les intérêts privés des agriculteurs peuvent être facilement en contradiction avec les intérêts de l'activité agricole. Par exemple, un couple d'agriculteur d'Hadol en fin de carrière déclare ne pas vouloir que tous les terrains passent en terrains agricoles: « *Aujourd'hui on est agriculteur, demain on sera peut être vendeur* ». Toutefois, la majorité des agriculteurs enquêtés ont déclarés ne pas avoir de parcelles en terrains constructibles. Sur Vagney, la question agricole initialement discutée au niveau communal a été remontée au niveau intercommunal, permettant la mise en place d'un réel projet concernant l'agriculture pour le territoire.

b. L'intercommunalité: une échelle propice à la naissance de projets

➤ La révision du PLU de Vagney, actuellement en cours, a été le point de départ d'une réflexion sur le maintien des activités agricoles. « *Affirmer la place de l'agriculture dans la gestion des espaces naturels et des paysages* » à travers l'aide au maintien des agriculteurs est un des axes du Projet d'Aménagement et de Développement Durable. La réflexion s'est prolongée au niveau de l'intercommunalité dans le cadre de la mise en place d'un plan de paysage³. « *Le projet est sorti naturellement car l'ensemble des maires de la communauté de commune sont sensibles à la question du paysage* ». Les réflexions sur l'activité agricole est maintenant entièrement reléguée au niveau de la communauté de commune.

Selon le Maire, ce passage à l'intercommunalité permet de traiter la problématique dans un contexte plus large: « *l'intercommunalité est une chance* ». Tout l'intérêt du plan de paysage est sa transversalité. Il permet en effet d'aborder des thèmes très larges.

➤ Un projet touchant indirectement l'activité agricole a été mis en place par la communauté de communes de la Vôge vers les Rives de la Moselle, à laquelle appartient la commune de Hadol. Un annuaire des entreprises a été mis en place. Dans ce cadre un recensement des produits du terroir a été réalisé. Bien que limité à un simple recensement, les agriculteurs produisant des produits traditionnels sont valorisés au niveau de la communauté de commune.

³ Le plan de paysage est un outil géré par le Conseil Général permettant de protéger et de mettre en valeur les paysages. Ses objectifs correspondent aux objectifs de qualité paysagère définis par la Convention européenne du paysage.

c. Le SCOT des Vosges centrales identifié comme un outil de la préservation des espaces agricoles

Les communes de Uxegney et de Hadol sont couvertes par le Schéma de Cohérence Territoriale des Vosges Centrales. La mise en place du Schéma de Cohérence territoriale est apparu comme un document entraînant de grands changements pour les élus.

En effet, la mise en place du SCOT incite la révision des PLU (ou plutôt le passage de POS en PLU). Le Maire d'Uxegney: « *le PLU s'est fait à la demande du SCOT, sinon la commune ne l'aurait pas fait* ». Ces révisions s'accompagnent de la limitation des zones ouvertes à l'urbanisation. Le Maire d'Hadol voit dans le SCOT un façon « *de limiter l'essor* » des nouvelles constructions. Ce schéma est également connu des agriculteurs des deux communes qui le voient comme un moyen de limiter le problème de constructions de maisons neuves.

Les espaces agricoles semblent peu défendus à l'échelle communale alors que l'intercommunalité et les territoires de SCOT semblent propices à l'émergence d'une réflexion sur l'agriculture. Cependant, pour être menée à bien, il est important de prendre en compte l'ensemble des enjeux (économiques, paysages, alimentaires) et mener une démarche globale.

La richesse des entretiens semi-directifs a permis de révéler, par des exemples, les différentes contraintes qui pèsent sur les exploitations agricoles liées au développement péri-urbain. Il apparaît que la valeur des espaces agricoles est sous-estimée et qu'ils ne font alors pas le poids par rapport aux autres secteurs. Certaines démarches supra-communales sur l'agriculture permettent tout de même alors de reconnaître cette valeur et de lancer des démarches de protection.

3.3 UN TRAVAIL DE SENSIBILISATION DES ACTEURS PUBLICS

Au croisement d'enjeux multiples, de nombreux acteurs publics et privés interviennent dans le processus de consommation des espaces agricoles. Pour assurer leur protection, le rôle des acteurs publics à tous les échelons est essentiel car ils sont garants de l'aménagement durable des territoires, de l'urbanisme et également de la préservation des atouts du territoire dans l'intérêt collectif.

Dans un premier temps, la mise en place du stage par le service Études et Prospective Territoriales, a permis de créer une position commune en interne à la DDT des Vosges. Jusqu'alors, les services de Urbanisme et de l'Habitat, de l'Environnement et Risques et de l'Économie Agricole et Forestières ne travaillaient pas en commun sur cette thématique. Un des premiers bénéfices du stage est d'articuler la vision des services afin d'aboutir à une position unique de ce service de l'État.

De plus, l'objectif affiché dès le départ est de partager la démarches avec les acteurs publics extérieurs. Ainsi, au delà du travail mené sur la méthodologie de suivi et les enquêtes terrains, l'un des résultat principal du stage a été de permettre la réunion de différents acteurs du territoire autour de la question de la consommation des espaces agricoles à travers le comité de pilotage. En complément de la CDCEA, ce comité de pilotage constitue un point de départ pour l'élaboration d'une réflexion entre les techniciens des différentes structures concernées à l'image du groupe agriculture et urbanisme institué par la circulaire Barnier. Le processus de sensibilisation s'est fait par les échanges actifs et le croisement de regards sur la problématique.

Afin de toucher un plus grand nombre, le cadre du comité de pilotage a été dépassé. Les enjeux de la consommation des espaces agricoles avec la définition retenue par le comité de pilotage et les premiers chiffres disponibles ont été présentés:

- lors de la première et la seconde CDCEA
- auprès des bureaux d'études qui répondent aux appels d'offre des communes pour l'élaboration des documents d'urbanisme. Ces acteurs privés permettent de toucher indirectement les élus car ce sont eux les réels accompagnateurs des projets des communes.

Développer ces démarches de sensibilisation est une perspective qu'il serait important de développer dans le futur notamment pour toucher les élus territoriaux en charge de l'urbanisme.

4 Discussion: Limites de l'étude et pistes d'actions

4.1 ANALYSE CRITIQUE DES RÉSULTATS: DES MANQUES IMPORTANTS

L'ensemble des objectifs fixés initialement n'ont pu être atteints: certains par manque de temps (des étapes ont été sous évaluées) et d'autres par des limites techniques relatives aux données disponibles.

4.1.1 LA MÉTHODOLOGIE DE SUIVI

Comme point de départ à la démarche, une importance particulière a été attachée à la définition de la consommation des espaces agricoles et naturels mettant en évidence la diversité des types de consommation. Or, les données utilisées à ce jour pour mesurer la consommation des espaces agricoles reposent essentiellement sur des données concernant l'habitat et plus précisément le bâti en général. De fait les indicateurs les concernant sont les plus fiables.

Par exemple, l'indicateur sur la part des infrastructures dans les surfaces artificialisées est le moins fiable du modèle. De plus, ces infrastructures n'apparaissent que partiellement dans le calcul de la tache artificialisée dans lequel ne sont pas intégrés les tronçons routiers. Le conseil général, disposant de la compétence route, ne dispose pas non plus de données concernant les projets passés.

Le second exemple majeur est le cas de la forêt. Aucun indicateur retenu dans le cadre du stage ne permet de suivre l'évolution de la forêt par rapport à l'évolution des espaces agricoles alors que c'est un des éléments identifiés comme majeurs pour la conservation des paysages. Les données disponibles concernent des procédures d'autorisations de défrichements ou des autorisations de déboisement menées respectivement par la DDT et par le Conseil Général. Ces dispositifs ne filtrent pas l'ensemble des procédures ce qui n'offre qu'une couverture partielle et est notamment le reflet de la diffusion de la politique au niveau local.

Le risque dans le futur est d'attacher plus d'importance aux facteurs pour lesquels la donnée est disponible délaissant, voir oubliant les autres. La définition des espaces agricoles retenue avec les acteurs du département doit alors être mise en avant afin de rappeler les différentes formes de consommation.

4.1.2 LES ÉTUDES DE CAS

Au départ, les enquêtes qualitatives sur les trois communes du département devaient comporter des enquêtes auprès des habitants et des associations locales. Par manque de temps, ces enquêtes ont été abandonnées. Cet éclairage aurait pourtant été essentiel pour comprendre la perception des espaces agricoles par les habitants eux mêmes et également pouvoir juger de l'usage récréatif des espaces agricoles. Écartée de cette phase d'entretiens, la société civile doit être intégrée dans les réflexions futures sur la consommation des espaces. Sa mobilisation pour la protection de l'environnement et des espaces forestiers montre qu'elle peut potentiellement constituer un levier de protection important.

Dans le mémoire les études de cas ont été traitées de manière transversale pour essayer de dégager des déterminants de la consommation des espaces agricoles. L'analyse verticale, sous forme de monographie par commune, manque cependant à l'analyse. En effet, de nombreux éléments permettant de comprendre les logiques des différents territoires ont été difficiles à mettre en évidence. De plus, illustrer par des exemples concrets la thématique de la consommation des espaces agricoles pourrait être une voie de sensibilisation efficace.

4.2 POUR UN RÉEL OBSERVATOIRE « D'AIDE À LA DÉCISION » : PISTES ET RECOMMANDATIONS

A l'heure de la rédaction de ce mémoire, la méthodologie de suivi de la consommation des espaces agricoles est bien avancée mais le travail effectué pendant la mission ne permet pas la mise en place d'un observatoire opérationnel pour les acteurs du département. De nombreuses pistes d'amélioration ont été identifiées notamment grâce au travail de recul pris lors de la mise en place des Observatoires Territoriaux des Pratiques Agricoles.

4.2.1 AMÉLIORER L'AUTOMATISATION

La facilité et la rapidité d'utilisation de l'outil de suivi est un enjeu réel pour sa pérennité.

Actuellement, la sortie des résultats chiffrés par commune nécessite le passage sur le logiciel cartographique MapInfo afin d'exécuter une série de cinq requêtes. Les données s'intègrent alors automatiquement dans un modèle de tableur permettant d'obtenir des fiches. Ce travail nécessite environ dix minutes par zonage. Les deux inconvénients principaux identifiés sont le temps nécessaire pour sortir les résultats (notamment si un grand nombre de dossiers doit être préparé) et la mobilisation obligatoire d'un géomaticien pour effectuer ce travail.

Deux pistes sont alors possibles :

- **Améliorer la situation existante**, en développant un programme MapInfo permettant d'exécuter les cinq requêtes à la suite et de les enregistrer automatiquement. Ce travail assez simple, permettrait d'alléger considérablement le travail des géomaticiens mais leur présence resterait essentielle.
- **Construire une base de données dédiée** qui regrouperait les résultats pour l'ensemble des communes. Cette base serait constituée de 6 tables (les résultats des 5 requêtes + les données communales préliminaires) et de requêtes pré-établies suivant les zonages d'intérêt. Avec cette solution, l'utilisation de la base de données pourrait être confiée à une personne non géomaticienne et serait très rapide. Cependant, la mise en œuvre de cette deuxième solution nécessiterait un investissement long en temps au départ mais permettrait de gagner sur le long terme un temps considérable pour les services.

4.2.2 METTRE EN PLACE UN DISPOSITIF DE PILOTAGE

Durant la période de stage, trois réunions du comité de pilotage ont permis d'assurer le partage de la démarche avec les acteurs du département. Cependant, la mise en place d'un observatoire est une démarche dynamique sur le long terme pour permettre la réflexion entre les acteurs. Perpétuer la démarche à travers un dispositif de pilotage serait essentiel pour :

- pérenniser le partenariat entre les acteurs et continuer les échanges entre les différentes sensibilités autour de la question de la consommation des espaces agricoles
- assurer l'évolution de l'observatoire pour prendre en compte l'évolution des besoins des acteurs. Les évolutions peuvent se faire sous différentes formes comme par exemple l'élargissement de la problématique à d'autres thèmes, ou encore la proposition ou l'élimination d'indicateurs.
- Dresser un premier bilan de l'expérience en dégageant l'utilité des nouvelles informations, les difficultés rencontrées lors du fonctionnement ainsi que le coût réel de fonctionnement.

4.2.3 ÉLABORATION D'UN GUIDE OPÉRATIONNEL

La formalisation du travail mené sur la méthodologie de suivi représente une étape essentielle pour sa capitalisation. Le but de la mise en place d'un observatoire est l'étude du phénomène de consommation des espaces agricoles sur la durée, et pour cette raison le travail réalisé doit être transmis au membres du Service Études et Prospective Territoriales de la DDT des Vosges pour qu'ils

se l'approprient.

Au delà de la description précise des différentes étapes à réaliser pour utiliser l'outil d'une part et le mettre à jour d'autre part, la réalisation d'un guide opérationnel permettrait de formaliser les rôles de chaque acteur et agent de la DDT dans le fonctionnement de l'observatoire. Il serait très utile de l'accompagner d'une grille récapitulant les indicateurs mettant en évidence leurs limites d'utilisation et également leur utilité.

4.3 VERS UNE MEILLEURE GOUVERNANCE ET PROTECTION DES ESPACES AGRICOLES: LES DISPOSITIFS À MOBILISER

Améliorer la connaissance du phénomène de consommation des espaces agricoles n'est qu'une étape pour la mise en place effective d'une réflexion et d'une politique adaptée dans le département des Vosges. L'objectif final est de sensibiliser les acteurs afin de mettre en lumière ces espaces et impulser des démarches volontaires de préservation. La mobilisation d'outils existants peut permettre de développer une gestion intégrée des espaces agricoles et leur mise en valeur.

4.3.1 MOBILISER ET ARTICULER DES OUTILS PERMETTANT UNE GESTION ÉQUILBRÉE DES TERRITOIRES

La question de la consommation des espaces agricoles traduit la difficulté de trouver un **équilibre** entre les différentes utilisations de l'espace. Plusieurs outils de l'aménagement permettent de rassembler les acteurs autour de la question de la répartition entre les différents usages. Cependant, utilisés seuls ils offrent souvent un point de vue partiel.

- D'un côté, le **plan local d'urbanisme** est l'outil de planification qui permet de fixer des règles d'utilisation du sol, et plus largement, d'instituer l'établissement d'un projet de territoire. Ce document prévoit certes la prise en compte des espaces naturels et agricoles depuis le Grenelle Environnement, mais dans les faits les orientations sont centrées sur l'urbanisme.
- De l'autre, les outils de l'aménagement foncier rural ont pour but d'assurer une cohérence globale entre les espaces, notamment naturels et agricoles:
 - L'**Aménagement Foncier Agricole et Forestier (AFAF)** est une opération qui vise à améliorer les conditions d'exploitation des propriétés agricoles et forestières et à assurer la mise en valeur des espaces naturels ruraux grâce à une nouvelle répartition du parcellaire. Cet outil succède au remembrement en prenant un tournant radical: il intègre les thématiques environnementales et paysagères avec la question agricole.
 - La **réglementation des boisements**, dispositif plus simple à mettre en œuvre, contribue au maintien de l'équilibre entre les parcelles agricoles et forestières en interdisant ou en réglementant le boisement suivant des zonages. Ce dispositif permet surtout de discuter et de réfléchir entre acteurs sur la place de la forêt par rapport à celle de l'agriculture.

Ces outils, poursuivent en réalité le même objectif, celui du meilleur équilibre entre les différents espaces. Ils peuvent être donc utilisés de manière complémentaire afin de prendre en compte les enjeux de manière globale. Par exemple, l'élaboration conjointe d'un PLU et d'un AFAF permettrait une étude poussée de l'ensemble du territoire et de proposer un aménagement optimal à la fois pour les espaces urbains, agricoles et naturels. Notamment, la réorganisation parcellaire résultant de l'AFAF peut permettre à la collectivité de réorganiser sa réserve foncière afin de planifier l'urbanisation de manière optimale. La réglementation des boisements, permet elle de limiter l'évolution future de la forêt au regard des enjeux d'habitat et agricoles. Elle peut donc être utilisée conjointement avec un PLU ou en succession d'un AFAF. Bien entendu, la pertinence de la mise en place de chaque outil dépend des problématiques propres à chaque territoire.

4.3.2 ENCOURAGER L'UTILISATION DES OUTILS À UNE ÉCHELLE SUPRA-COMMUNALE

Utilisé majoritairement à l'échelle communale, l'ensemble des outils cités dans le paragraphe

précédent peuvent être mis en place à une échelle inter-communale et prennent alors tout leur sens. Cette échelle permet plus facilement de mettre en valeur les ressources du territoire et notamment les espaces agricoles.

Défini à cette échelle, le plan de paysage s'avère alors être un outil particulièrement intéressant pour faire émerger une réflexion sur les usages du sol à travers une représentation commune de ce territoire intercommunal: « le paysage ».

Sous réserve de la définition d'objectifs ambitieux, le Schéma de Cohérence Territoriale représente alors la pièce maîtresse de la planification permettant à la fois de définir un cadre et la cohérence entre les territoires.

4.3.3 VALORISER LES ÉCHANGES DES ACTEURS EN CDCEA

Les textes de lois définissent un cadre très précis pour l'examen des dossiers sur les procédures d'urbanisme par la CDCEA. Cependant, ses missions ne s'arrêtent pas là, elle peut aussi être « *consultée sur les moyens de contribuer à la limitation de la consommation des espaces agricoles* » (article L. 112-1-1 du code rural). En effet, le projet de circulaire rappelle que la CDCEA émet des avis simples et « *que ceux ci ont avant tout à jouer un rôle pédagogique, d'éclairage, d'incitation des élus territoriaux à faire autrement* ». La commission est donc une instance qui a les possibilités de mener une réflexion plus globale. La réunion des acteurs dans cette commission, développant de l'expertise grâce à l'examen de cas concrets, est une richesse à valoriser pour développer une meilleure gouvernance des espaces agricoles à l'échelle du département.

Pour valoriser pleinement la mise en place de la CDCEA, il sera important :

- de faire remonter dans les compte rendus les idées émises par les membres lors de l'examen de dossiers pour limiter la consommation des espaces agricoles
- de prévoir des moments d'échanges durant lesquels la question des moyens de lutter contre la consommation des espaces agricoles sera étudiée⁴.

De l'échelle communale à l'échelle départementale, un panel d'outil est disponible permettant à la fois de mener des réflexions entre les acteurs et de proposer des répartitions équilibrées des différents espaces sur les territoires. L'atteinte de cet équilibre permettra de ménager les espaces agricoles.

Le travail effectué a initié plusieurs démarches complémentaires qui ne sont pas totalement achevées à l'heure de la rédaction de ce mémoire. Certains volets, comme la valorisation de la méthodologie à travers la mise en place de l'outil de suivi s'avèrent essentiels pour perpétuer la réflexion sur la connaissance et le partenariat entre les acteurs. Cette gouvernance est également importante à promouvoir au niveau local par la mise en place d'outils permettant de favoriser une gestion équilibrée des territoires.

⁴Cette proposition peut tout à fait s'intégrer à la mise en place des groupes de travail déjà prévue par la CDCEA des Vosges. Dans un premier temps, ils ont pour but de définir des éléments de doctrine pour le fonctionnement de la Commission mais peuvent potentiellement évoluer vers des phases de réflexions plus large.

CONCLUSION

Jusqu'alors peu traité dans le département des Vosges, le phénomène de consommation des espaces agricoles suscite aujourd'hui un intérêt majeur notamment avec la mise en place de la Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles. Les entretiens avec les services de la DDT et les autres acteurs du département ont montré le vif intérêt, la diversité des interrogations sur cette thématique ainsi que la nécessité de déterminer une base de connaissances commune. Dans ce mémoire, trois volets s'appuyant sur des méthodologies différentes ont été proposés pour répondre à ces besoins et construire des éléments de connaissance de nature variée qui soient partagés avec les acteurs du département.

Tout d'abord, une définition a été retenue de manière consensuelle avec les acteurs membres du comité de pilotage de l'étude. Elle représente une première base commune et un point de départ à la réflexion. Choisie pour répondre au mieux aux enjeux du département, elle permet également d'identifier et de révéler les différentes formes de consommation des espaces agricoles.

Ensuite, les sources de données existantes ont été mobilisées afin d'identifier, de proposer et de retenir des indicateurs chiffrés et cartographiques de la mesure de la consommation des espaces agricoles et naturels. Ce travail a mis en évidence la difficulté de suivre exclusivement les espaces agricoles et de construire un outil pérenne qui permette un suivi régulier.

Enfin, le phénomène de consommation des espaces agricoles a été décrit à travers la réalisation d'entretiens semi-directifs sur trois communes du département. Au delà, d'une illustration par l'exemple qui sera utile pour étayer les discours portés aux élus, ces témoignages ont permis d'identifier une partie des causes de la consommation.

Ce travail doit être avant tout perçu comme un élément déclencheur d'une démarche et d'un partenariat à poursuivre entre les acteurs du département et la mise en place d'un outil de suivi amorce une dynamique de travail en continu. Le transfert et la capitalisation des résultats sont alors des éléments clés pour assurer le relai avec les agents de la DDT des Vosges.

Les nouveaux éléments de connaissance apportés par ce travail doivent pouvoir éclairer les actions qui seront menées et permettre une adaptation de la politique aux enjeux locaux. Ainsi, dans un département où les espaces agricoles sont perçus comme une ressource abondante, centrer le travail de sensibilisation sur un « malthusianisme foncier », laissant croire que les terres agricoles viendraient à manquer, peut ne pas s'avérer suffisant. L'objectif n'est pas d'opposer développement et consommation des espaces agricoles mais bien d'essayer de trouver un équilibre entre chacun des espaces. La question de la gouvernance des espaces agricoles prend alors tout son sens. La valeur des espaces agricoles pour l'environnement, les loisirs, le cadre de vie et les paysages doit être avant tout reconnue et affichée. Un premier travail pourrait s'attacher à mener des réflexions sur les potentialités de développement économiques des filières agricoles pour reconnaître la valeur économique de l'agriculture. De plus, la mise en œuvre du développement durable a changé les références en matière de développement. Jusqu'ici perçu comme un département en marge de la dynamique économique actuelle, il est important d'inverser le regard sur ce département aux multiples facettes. Le patrimoine rural à la fois historique et naturel, ainsi préservé, peut être une ressource et un facteur d'attractivité potentiel pour ce département.

Références bibliographiques

- Agence Européenne de l'Environnement, 2011** : *Landscape fragmentation in Europe*. . p.92
- Agence Européenne de l'Environnement, 2010a** : *The european environment - state & outlook -land use* . p.52
- Agence Européenne de l'Environnement, 2010a** : *Land in Europe: prices, taxes and use patterns* . p.64
- Agence Européenne de l'Environnement, 2006** : *Lands Account For Europe : Towards integrated land and ecosystem accounting*. . p.112
- Agence Urbansime de Toulouse, 2009** : *Les impacts environnementaux de l'étalement urbain*. Perspectives villes.
- Agreste : la statistique agricole, 2010** : *L'utilisation du territoire entre 2006 et 2009* . Agreste Primeur n° 246. http://agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf_primeur246-2.pdf
- Balny P., Beth O., Verlhac C., 2009** : *Protéger les espaces agricoles et naturels face à l'étalement urbain*. p.58
- Bonnier J. & Coste M. , 1978** : *Consommation d'espace et habitat individuel* .Revue géographique de Lyon n° Vol 58, n°4.
- Boudon R., 1979** : *La logique du social*. Pluriel . p.340
- Bruno Trégouët, 2011** : *L'artificialisation des sols s'opère aux dépens des terres agricoles*. Commissariat général au développement durable, Service de l'observation et des statistiques . Le point sur n° 75.
- Conseil Général des Vosges, 2007** : *Les paysages du département des Vosges*. [DVD]
- CORPEN, 2006** : *Des indicateurs azote pour gérer des actions de maîtrise des pollutions à l'échelle de la parcelle, de l'exploitation et du territoire*
- Desjardin B., 2009** : *La Lorraine vue par CORINE Land Cover : poussée récente de l'artificialisation des sols*. INSEE .INSEE n° 177. http://www.insee.fr/fr/insee_regions/lor/themes/EL/EL177/EL177.pdf
- Eurofor, 2004** : *L'Europe et la forêt: Pour Eviter les ambiguïtés*. Parlement Européen.
- Food & Agriculture Organisation, 1999** : *Pression-Etat-Réponse : Indicateurs environnementaux*.
- Germain P. & Thareau B., 2011** : *Les agriculteurs face à l'urbanisation I & II*. Laboratoire de Recherche et d'Etudes en Sciences Sociales - Ecole Supérieure d'Agriculture d'Angers .Etudes Foncières n° 150.
- IFEN, 1994** : *Réflexions sur les critères de définition et de choix des indicateurs d'environnement*.
- INSEE, 2009**. *Ecoscopie des Vosges*, http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=17&ref_id=14399
- Le Maire B., 2010**: *Etude d'impact - Loi de Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche*
- Le paysan vosgien, 2011** : *Oui à l'énergie solaire, mais pas au détriment des terres agricoles*. .Le paysan Vosgien. le 24/04/2011.
- Levrault F., Renoux N. & Vinatier J.M., 2007** : *Guide de recommandations pour l'élaboration d'un observatoire territorial des pratiques agricoles*. Chambre d'Agriculture Rhône Alpes . p.66
- MEEDTL, 2010**. *Etalement urbain* , <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Quelques-definitions.html>
- Nougarede B., 2010** : *Méthodologies d'enquêtes en sciences sociales. L'entretien compréhensif*. [Présentation]
- Office des publications officielles des Communautés européennes, 2001** : *Manuel des concepts relatifs aux systèmes d'information sur l'occupation et l'utilisation du sol*.
- Petit Dictionnaire Larousse, 2008**. Larousse
- Pierre Bergel, 2004** : *Propriété du sol et appropriation de l'espace : Approches croisées du droit et de la géographie sociale*. ESO - Université de Caen
- Pointereau P & Coulon F,** : *Abandon et artificialisation des terres agricoles* .Courrier de l'environnement de l'INRA n° 57. [http://www.solagro.org/site/im_user/0385_\\$abandon_terres_courrier_envt.pdf](http://www.solagro.org/site/im_user/0385_$abandon_terres_courrier_envt.pdf)

Roudart L., 2010 : . Centre d'études et de prospective du ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche. Analyse n° 118.

http://agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Analyse_18_Terres_cultivables-2.pdf

Terres d'Europe-Scafr - FNSafer, 2011 : *Le marché immobilier rural en 2010*.

Vidal Consultants, 2010 : *Le foncier économique du pays de la Déodatie*. Direction Départementale des Territoires des Vosges . <http://www.geocatalogue.fr/Detail.do?id=19356>

Vosges Matin , 2011 : *Poncelet propose une nouvelle route*. le 23/3/11.

Vosges Matin , 2011 : *Terres agricoles sous pression*. n° 18/01/11.

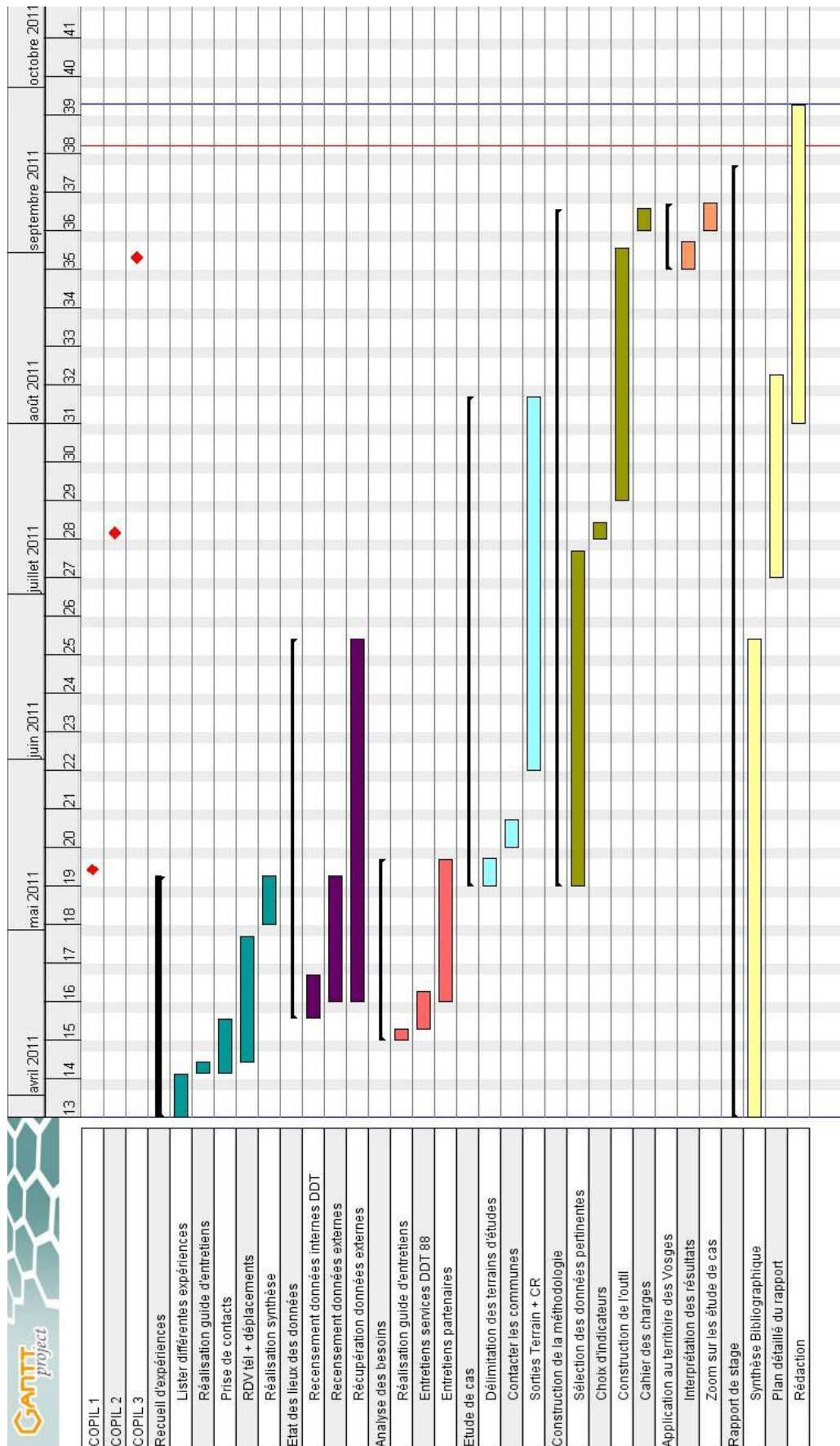
TABLE DES FIGURES

Figure n°1: L'artificialisation des terres entre 2000 et 2006 (source AEE)	14
Figure n°2: Évolution du changement d'occupation du sol entre 2000 et 2006 (source AEE).....	14
Figure n°3: Les changements d'usage entre 2006 et 2009 pour la France (Source Agreste).....	15
Figure n°4: Évolution du changement d'occupation du sol entre 2000 et 2006 pour le département des Vosges (source Corine Land Cover).....	20
Figure n°5: Évolution de la surface des territoires agricoles entre 2000 et 2006 pour le département des Vosges (source Dreal Lorraine).....	20
Figure n°6: Confrontation entre la description de l'occupation du sol par Corine Land Cover et la photographie aérienne	22
Figure n°7: Marges d'erreur sur les données de changements d'usage de Teruti pour le département des Vosges (évolution en m²).....	22
Figure n°8: Les différentes définitions de l'espace agricole.....	27
Figure n°9: La consommation d'espace agricole illustrée.....	27
Figure n°10: Grille de lecture de la consommation des espaces agricoles.....	28
Figure n°11: Principe de réalisation des taches (source Dreal Limousin).....	29
Figure n°12: Étapes de sélection des indicateurs	33
Figure n°13: Structuration de la méthodologie en 5 thèmes.....	34
Figure n°14: Localisation des communes retenues pour les études de cas.....	35
Figure n°15: Occupation du sol en 2008 due département des Vosges (données DGFIP).....	37
Figure n°16: Emprise de la tache artificialisée sur le département des Vosges.....	38
Figure n°17: Détail des surfaces artificialisées par arrondissement	39
Figure n°18 Evolution des surfaces bâties de 1945 à 2008 (ha).....	40
Figure n°19 Taux de variation annuel des surfaces bâties (0/00).....	40
Figure 20: Exemples de développement de l'habitat suivant des formes contrastées	40
Figure n°21 Taux de variation annuel des surfaces bâties par arrondissement (%).....	40
Figure n°22 Évolution de la consommation des espaces agricoles et naturels (ha).....	41
Figure n°23 Évolution de la population et de la taille des ménages de 1945 à 2007.....	41
Figure n°24 Indicateurs d'efficacité de la consommation.....	41
Figure n°25 Évolution de la surface moyenne des terrains par ménage de 1945 à 2007 (m²).....	41
Figure n°26: Surfaces sorties de la déclaration PAC sur la commune d'Uxegney depuis 2004.....	42
Figure n° 27: Exemple de grignotage des parcelles d'une exploitation	47
Figure n° 28: Illustration d'un problème d'accessibilité suite à la construction de maisons.....	48
Figure n° 29: Adaptation du concept de valeur économique totale aux espaces agricoles (Munashinge, 1992).....	52

TABLE DES ANNEXES

<i>Annexe 1</i> : Planning mis en place en début de stage.....	63
<i>Annexe 2</i> : Composition du comité de pilotage du stage.....	64
<i>Annexe 3</i> : Liste des entretiens réalisés.....	65
<i>Annexe 4</i> : Liste des indicateurs potentiellement mobilisables.....	67
<i>Annexe 5</i> : Indicateurs des thèmes A et B priorisés.....	76
<i>Annexe 6</i> : Étapes de construction des indicateurs.....	81
<i>Annexe 7</i> : Guide d'entretien des Agriculteurs.....	86
<i>Annexe 8</i> : Guide d'entretien des élus.....	88
<i>Annexe 9</i> : Exemple de fiche de résultats pour les indicateurs de mesure de consommation d'espace	90

ANNEXE 1 PLANNING MIS EN PLACE EN DÉBUT DE STAGE



ANNEXE 2 COMPOSITION DU COMITÉ DE PILOTAGE DU STAGE

STRUCTURE	REPRESENTANT
Chambre d'Agriculture 88	<ul style="list-style-type: none"> Romuald BOGUENET, Conseiller urbanisme et aménagement
Conseil Général 88	<ul style="list-style-type: none"> Stéphanie GYSIN, Chargée de mission paysages
DREAL Lorraine	<ul style="list-style-type: none"> Olivier ARNOULD Chargé d'études Aménagement
INRA Unité ASTER	<ul style="list-style-type: none"> Marc BENOIT, Directeur de recherche
PNR des Ballons des Vosges	<ul style="list-style-type: none"> Frédéric MONIN-GUENOT, Chargé de mission urbanisme Loris GIOVANNACCI, Chargé de mission Observatoire/SIG
SCOT des Vosges Centrales	<ul style="list-style-type: none"> Laurence BERTRAND, Directrice Alexandre MARGUERY, Chargé d'études
SAFER Lorraine	<ul style="list-style-type: none"> Patrick MAURICE, Conseiller Foncier Vosges
DDT 88	<p><i>Service urbanisme et habitat :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Nathalie KOBES, Chef de service <p><i>Service économie agricole et forestière :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Patricia BOURGEOIS, Chef de service <p><i>Service Études et Prospective Territoriales :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Raphaël GUILLET, Chef de service Florence HENNEQUIN, Chef du bureau d'études (SEPT) Alain REMY, Chef du bureau d'administration et de valorisation des données (SEPT) Geoffrey Munier, Référent Territorial

Entretiens réalisés dans le cadre de l'analyse des expériences extérieures :

- Mme Eloïse DEFFOBIS, Responsable du Pôle Expertise Territoriale DDTM Calvados (7 avril 2011, par téléphone)
- DDT Maine et Loire (11 avril 2011, par téléphone)
- M. Patrick Le Gouée, enseignant chercheur géographe, Université de Caen Basse Normandie (11 avril 2011, par téléphone)
- M. Benoit Carteau, chargé de mission au service économie et environnement, Chambre agriculture du Morbihan (14 avril 2011, par téléphone)
- M. Roland Van de Maele, DDT de Moselle (18 avril 2011)
- M. Tourneux, enseignant chercheur, Université de géographie de Besançon, UMR THEMA (27 avril 2011)
- M. Hervé Durif, chef de service connaissance étude et prospective, DDTM de l'Hérault

Entretiens réalisés avec les acteurs du département :

Lors de la phase de présentation de la démarche et d'analyse des besoins :

- Mme Nathalie Kobes, DDT 88, service urbanisme et habitat (12 avril 2011)
- Mme Patricia Bourgeois, DDT 88, service économie agricole (20 avril 2011)
- M. Marguery, SCOT des Vosges Centrales (21 avril 2011)
- M. Olivier Arnould, DREAL Lorraine (28 avril 2011)
- M. Noël Spitz, DRAAF Lorraine (28 avril 2011)
- M. Romuald Boguenet, Chambre d'Agriculture (4 mai 2011)
- M. Joël Baudequin et M. Patrick Maurice, Safer Lorraine(9 mai 2011)

Au cours du stage :

- M. Gregory Cardot, Conseil Général, Service foncier, en charge de la réglementation des boisements (12 juillet 2011)
- M. Gerald Noirclere, bureau d'études routes (9 août 2011)

Entretiens réalisés lors des études de cas avec:

Commune de Hadol :

- M. Colin, Maire, et son adjointe, Mme Vautrin (16 juin 2011)
- M. Courcelaud, technicien de la Communauté de Communes de la Vôge Vers les Rives de la Moselle
- M. Vuillemin, agriculteur, Gaec de Senade (24 juin 2001)
- Mme Demange, agricultrice, EARL des Rapaille (29 juin 2011)
- M. et Mme Reveille, GAEC du Mazes (29 juin 2011)
- M. Simon, agriculteur(21 juin 2011)
- M. Georgel, agriculteur (29 juillet 2011)

- M. Olry, agriculteur et président d'un syndicat de producteurs de lait, GAEC Lanol (24 juin 2011)
- M. et Mme Courtois, agriculteurs (29 juillet 2011)

Commune d'Uxegney :

- M. Soltys , Maire (30 juillet 2011)
- M. Tisserant, pépiniériste (25 juin 2011)
- M. Gérard, EARL de l'Humbertois, agriculteur (22 juin 2011)
- M. Soltys, GAEC de la souche, agriculteur (28 juillet 2011)
- Mme Périni, Jumenterie de la Violle, agricultrice (16 aout 2011)

Commune de Vagney :

- Mme Evelyne Bernard, Maire (3 aout 2011)
- M. Mathieu Zuanella, animateur du plan de paysage à la Communauté de Communes des Vallons des Bouchot et du Rupt (3 aout 2011)
- M. Thiriet, agriculteur (3 aout 2011)
- M. Duc, GAEC de Crémanvillers, agriculteur (4 aout 2011)
- M. et Mme Gigant, GAEC des Jonquilles, agriculteur (8 aout 2011)

ANNEXE 4 LISTE DES INDICATEURS POTENTIELLEMENT MOBILISABLES

Remarques préalables :

- Ce document présente une liste non exhaustive des indicateurs potentiellement mobilisables pour l'outil de suivi. Certains par soucis d'accès aux données ou pour des contraintes techniques ne pourront, peut être, pas être mobilisés. La priorité pourra être donnée sur certains indicateurs.
- Aucune des sources de données n'est entièrement fiable. Prendre en compte ces limites sera essentiel pendant la phase d'interprétation.
- « L'échelle disponible » est l'échelle la plus fine à laquelle on peut trouver les données. Cette échelle ne sera pas forcément l'échelle la plus judicieuse pour construire les indicateurs.

Les indicateurs sont proposés en 5 thèmes :

- | | |
|--|----------------|
| A. Consommation d'espaces | COPIL 2 |
| B. Consommation des espaces agricoles | COPIL 2 |
| C. Caractérisation des espaces agricoles | COPIL 3 |
| D. Pression foncière sur les espaces agricoles | |
| E. Suivi de la Commission Départementale de la Consommation d'Espaces Agricoles | |

Description succincte des principales sources de données:

- Données de la Direction Générale des Impôts :
 - *Le plan cadastral informatisé (PCI)* : Dans les Vosges, la numérisation du cadastre a été effectuée par la DGI suite à une convention avec les collectivités partenaires. Des couches géographiques comprenant les bâtiments du cadastre et les parcelles sont disponibles et mises à jour chaque année.
 - *Base de données Majic 2* : Appelée aussi fichiers fonciers, cette base de données a pour objectif d'asseoir la taxe foncière. Elle est très fiable pour l'habitat, assez fiable pour les activités économiques et non fiable pour les espaces agricoles et naturels. Elle comprend notamment des informations à la parcelle (date du local le plus ancien, surface de la parcelle etc.) qui permettent de suivre l'évolution du bâti. A l'état brut cette base de données est très complexe et c'est pour cette raison qu'elle est retravaillée par Centre d'Études Techniques de l'Équipement Nord Picardie, qui devrait les mettre à disposition tous les deux ans.
- SITADEL: Le « Système d'Information et de Traitement Automatisé des Données élémentaires sur les Logements et les locaux » recense l'ensemble des opérations de construction à usage d'habitation et à usage non résidentiels (locaux professionnels) soumises à la procédure du permis de construire.
- RGP: Le Recensement Général de la Population est réalisé par l'Insee, organisme public qui dépend du Ministère de l'Économie
- RGA: Le Recensement Général Agricole et une enquête nationale sur les exploitations agricoles, même les plus petites. Le dernier date de 2000 et les résultats de celui de 2010 sont attendus pour septembre 2011.
- RPG : Le Registre Parcellaire Graphique est issu des déclarations de surfaces remplies par les agriculteurs pour bénéficier des aides de la Politique Agricole Commune. Il permet de connaître les îlots occupés par l'agriculture bénéficiant des aides et ainsi d'approcher la majorité des espaces agricoles.
- BD Topo de l'IGN: Cette cartographie fournit une information de référence pour analyser, situer, représenter un territoire. Elle contient dans un format vecteur de précision métrique une description des voies de communication, bâtiments, équipements publics, végétation, hydrographie etc.
- SAFER: La SAFER est notifiée par les notaires de l'ensemble des Déclarations d'Intention d'Aliéner. Ces notifications précisent le type de bien vendu et, dans la plupart des cas, l'usage qui sera fait de se bien.
- MSA: La Mutualité Sociale Agricole dispose des informations concernant les parcelles exploitées par leurs clients.

Thème	Sous-thème	Indicateurs	Données	Échelle dispo.	Actualisation	Commentaires
A. Consommation d'espaces	Occupation du sol	A1. Occupation du sol à l'année N: % espaces agricoles et naturels , % espaces artificialisés	Majic 2	Commune et/ou sup.	Tous les deux ans	Pas de distinction possible entre espaces agricoles et naturels
		A2. Surfaces (ha) de l'artificialisé bâti (habitat, activités économiques) et non bâti (Infrastructure, Divers, A bâtir)				Les données Majic 2 ne contiennent que les éléments cadastrés.
	Rythme de la consommation	A3. Évolution cumulée des surfaces bâties (habitat, activités économiques)				Les activités économiques sont mal datées mais l'indicateur est très fiable pour l'habitat
		A4. Taux de croissance de l'artificialisé bâti (habitat, activités économiques)				Cet indicateur correspond à la dérivée de la courbe de A3.
		A5. Évolution cumulée de la consommation des surfaces agricoles et naturelles				L'évolution des surfaces non bâties étant peu renseignée dans les données Majic 2, on fait l'hypothèse que le ratio surfaces bâties/surfaces non bâties est constant dans le temps.
		A6. Évolution cumulée des Surfaces hors oeuvre net (SCHON) commencées	SITADEL	Commune et/ou sup.	Mise à jour continue	La SHON ne correspond pas à l'emprise au sol d'un bâtiment mais des coefficients existent pour estimées les surfaces au sol à partir de la SCHON selon les différents types de bâtis
	Facteurs explicatifs	A7. Type de documents d'urbanisme (RNU, PLU, POS, SCOT)	DDT	Commune (et territoire de scot)	Irrégulière	Cet indicateur permettrait à postériori de croiser les informations sur la consommation avec le type de documents d'urbanisme.
		A8. Surfaces classées AU (et surfaces U encore non bâties)	PLU	Commune	Irrégulière	L'hypothèse faite est que les parcelles planifiées pour étant urbanisées sont presque « gagées »
		A9. Évolution de la surface des parcelles bâties	Majic 2	Commune et/ou sup	Tous les deux ans	
		A10. Évolution de la population	Majic 2 + RPG	Commune et/ou sup.	1962, 1968, 1975, 1982, 1990, 1999, 2008	
		A11. Nombre d'habitants par logements				Permet de mesurer le déserrement des ménages
	Efficacité de la consommation	A12. Évolution du rapport entre les surfaces dédiées au logement et la population				
		A11. Évolution du rapport entre les surfaces dédiées à l'activité économique et le nombre d'emploi				

	Visualisation de la consommation d'espaces	A13. La tache urbaine parcellaire	Majic 2 ou PCI	Parcelle	Tous les 2ans/1an	Cette tache est constituée des <u>parcelles</u> contenant un bâti. L'évolution de cette tâche est possible à réaliser.
		A14. La tache urbaine par dilatation	Majic 2 ou PCI	Commune et/ou sup.	Tous les 2ans/1an	Cette tache correspond au regroupement de tous les bâtis distants de moins de X mètres. L'évolution de cette tâche est possible à réaliser.
		A15. Tache artificialisée = tache urbaine + route + jardins + espaces verts	A 13. (ou A.14) + BDTOPO	Commune et/ou sup.	Tous les ans	Une méthodologie de calcul a été proposée par le CERTU, mais l'intégration des routes n'est pas encore

NB: les indicateurs A1. À A5. Et de A9. À A11. Ont été élaborés lors d'un travail mené conjointement par la DREAL Lorraine et la DDT de Moselle.

Thème	Sous-thème	Indicateurs	Données	Échelle disponible	Actualisation	Commentaires
B. Consommation des espaces agricoles	Visualisation des espaces agricoles	B1. Ensemble des îlots déclarés à la PAC l'année N	RPG Anonyme	Parcelle	Tous les ans	Le RGPG anonyme permet de prendre en compte les parcelles exploitées par des agriculteurs qui ont leur siège social sur un autre département.
		B2. Ensemble des îlots déclarés à la PAC depuis 2004 (RPG maximal) et ne contenant pas de bâti à l'année N	RPG Anonyme + PCI	Parcelle	Tous les ans	La superposition des RPG anonyme va permettre de prendre en compte des parcelles sorties de la déclaration PAC pour des raisons diverses. Le recoupement de cette couche avec les parcelles bâties permettra d'éliminer celles sorties définitivement de l'usage agricole pour cause d'urbanisation.
		B3. Ensemble des parcelles déclarées à la MSA (sous réserve de disponibilité des données)	MSA	Parcelle	?	La demande d'obtention des données a été faite auprès de la MSA. Cette couche pourra permettre de compléter B2 .
		B4. Ensemble des espaces, non déclarés à la PAC et à la MSA et étant potentiellement agricoles	B2. + (B3.) + A.15 + BD topo (couche végétation)	Commune	Tous les ans	(En cours d'étude au BAVD) Attention cet indicateur est issu d'une modélisation. Il est obtenu par différence entre la surface totale du territoire étudié et les zones de forêts, la tache urbaine et les surfaces connues comme étant agricoles. Une vérification terrain de la modélisation sera nécessaire.
		B5. Ensemble des espaces agricoles potentiels	B2. + B3. + B4.	Commune	Tous les ans	Cet indicateur est un indicateur de synthèse qui permet de regrouper les espaces agricoles connus (RPG + MSA) et les espaces agricoles résiduels.
	Évolution des surfaces agricoles	B6. Évolution de la surface déclarée à la PAC (ha)	RPG	Parcelle	Tous les ans	Très peu exploitable
		B7. Taux d'évolution de la Surface Agricole Utilisée	RGA	Commune	1988- 2000 - 2010	
		B8. Évolution des espaces potentiellement agricoles (ha)	B5.	Commune et/ou sup.	Tous les ans	Résultat plus cartographique que statistique
	Caractérisation de la consommation	B9. Surfaces agricoles concernées par une autorisation dans le cadre de la réglementation des boisements	Conseil Général 88	Parcelle ?	(sous réserve de disponibilité)	La demande de données va être formulée auprès du conseil général.
		B10. Surfaces déclarées à la PAC l'année N-x et	RPG + Couche bâti	Parcelle	Tous les ans	Indicateur de consommation des espaces agricoles

		contenant du bâti à l'année N	du cadastre			fiable mais qui sous estime les surfaces agricoles consommées
	Marché de l'artificialisation	B11. Surface agricoles destinées au marché de l'artificialisation	SAFER	Parcelle	(sous réserve de disponibilité)	Le marché de l'artificialisation correspond à des terrains individuels bruts et des acquisitions de promoteurs et de collectivités en vue de réaliser des opérations d'aménagement et de construction. NB: Une réflexion est menée au niveau nationale par la FNSAFER pour déterminer les données qui pourront être transmises à la Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles.
		B12. Nombre de ventes de terres agricoles destinées au marché de l'artificialisation	SAFER	Parcelle	(sous réserve de disponibilité)	

Thème	Sous-thème	Indicateurs	Données	Échelle	Actualisation	Commentaires
C. Caractérisation des espaces agricoles	Place de l'agriculture	C1. Part de la Surface Agricole Utilisée dans la superficie totale du territoire	RGA	Commune	2008, 2000, 2010	
		C2. Nombre de sièges d'exploitations présents (%exploitations professionnelles/non professionnelles)				
		C3. Nombre d'exploitations différentes demandant des aides PAC pour des parcelles de la commune	RPG	Commune	Tous les ans	
		C4. Nombre/part des agriculteurs dans la population active	INSEE	Commune	1962, 1968, 1975, 1982, 1990, 1999, 2008	
		C5. Nombre/part des emplois liés à l'agriculture				
		C6. Superficie/part des espaces agricoles	B5.	Commune	Tous les ans	
	Production/ Économie	C7. Superficie/part des espaces agricoles en zone AOC	DRAAF	Parcelle	?	
		C8. Valeur des droits et aides à la production (DPU, PHAE, MATER, ICHN, Quotas laitiers)	DDT	Parcelle	Tous les ans	Piste de réflexion
	Valeur agronomique des sols	C9. Classe de productivité agricole (de 1à 6)	Cartes départemental es des territoires agricoles	Infra communale	1984	Ne concerne que le secteur ouest d’Épinal et de Plombières. Cartes anciennes.
		C10.Indice de pente	Traitement carto.	Parcelle	?	
		C11. Indice d'exposition				
		Voir la disponibilité d'autres données avec la chambre d'agriculture				
	Structure des exploitations agricoles	C12. Indicateur de dispersion parcellaire (selon méthode du CEMAGREF)	RPG	Parcelle	Tous les ans	A tester
		C13. Distance(temps) moyenne entre les parcelles d'une même exploitation				
		C14. Distance d'une parcelle à la zone bâtie la plus proche				
	C15. Score Agriculture à Haute Valeur Naturelle (HVN)	Solagro	Commune	2006	Indicateur rendant compte de l'importance de l'espace	

						agricole pour la biodiversité.
		C16. Nombre d'exploitations engagées en agriculture biologique	RGA	Commune	2000, 2010	
	Environnement/paysages	C17. Superficie/part des espaces agricoles en en espaces protégés	DDT	Infra-communale	En continu	
		C18. Superficie des espaces agricoles en périmètre de protection de réserve naturelle/ Znieff de type 1/ de protection de biotope/ de zone natura 2000				
		C19. Superficie des espaces agricoles en périmètre de zone Natura 2000 ZPS/ZCS				
		C20. Superficie/part des espaces agricoles éligibles à une MAETER (enjeu eau, natura 2000 etc) ou mesures privées				
		C21. Superficie (ha) des espaces agricoles situés dans un périmètre de protection de monument historique ou dans une enceinte de site inscrits ou classés				
		C22. Superficie (ha) des espaces agricoles situés en AMVAP				Le dispositif AMVAP est très orienté urbanisme
	Gestion de la ressource en eau	C23. Superficie/part des espaces agricoles en zones inondables inscrites dans les PPRI	DDT	Infra-communale	En continu	
		C24. Superficie/part des espaces agricoles en zones inondables hors PPRI				
		C25. Superficie/part des espaces agricoles sur des périmètres de protection des points de prélèvement pour l'AEP ou pour l'eau minéral				
		C26. Superficie/Part des espaces agricoles en espaces de fonctionnalité des zones humides				

NB: Une agrégation des indicateurs pourrait être envisagée pour attribuer une note indicative (méthode de scoring ou note par le maximum) pour les différents espaces agricoles. Si la solution est retenue la question de l'échelle sera fondamentale (parcelle, ilots, commune, inter-communalité, bassin de vie, bassins versants, petite région agricole?).

Thème	Indicateurs	Données	Échelle	Actualisation	Commentaires
D. Pression foncière sur les terres agricoles	D1. Évolution du prix moyen des terres agricoles par ha	SAFER	Parcelle	Sous réserve de disponibilité	Données issues des notifications fournies par les notaires à la SAFER.
	D2. Part de la SAU destinée au marché de l'artificialisation		Parcelle		cf. C2. Et C3.
	D3. Indice de perturbation du marché agricole, en surface (DATAR)		Canton (voir avec la SAFER pour disponibilité à la commune)		Cet indicateur rend compte des surfaces destinées au marché rural résidentiel (= marché des biens bâtis libres de moins de 5ha achetés par des non agriculteurs) et au marché des espaces de loisirs (il regroupe les achats par des non agriculteurs de terrains agricoles libres à des fins d'agrément ou de loisir)
	D4.Indice de perturbation du marché agricole, en valeur (DATAR)				(Surface du marché résidentiel et de loisir*prix moyen des surfaces non bâties de ce marché)/surface canton

Thème	Indicateurs	Données	Échelle	Actualisation	Commentaires
E. Suivi de la CDCEA	E1. Nombre de projets présentés devant la CDCEA (%SCOT, %PLU, %projets en commune RNU)	Interne		Tous les deux mois	
	E2. Nombre d'avis favorables émis par la CDCEA	Interne		Tous les deux mois	
	E3. Nombre d'avis défavorables émis par la CDCEA	Interne		Tous les deux mois	
	E4. Nombre d'avis défavorables ayant quand même fait l'objet d'un projet	Interne		Tous les deux mois	

ANNEXE 5 INDICATEURS DES THÈMES A ET B PRIORISÉS

Légende :

	-	3	2	1
Indicateur :	Rejeté	Peu pertinent	Pertinent	Très pertinent

Indicateur proposé en comité de pilotage

 (La numérotation sera ensuite changée pour prendre en compte ces nouveaux indicateurs)

Indicateur pour lequel la donnée n'est pas encore disponible

Thème	Sous-thème	Indicateurs	Données	Échelle pressentie	Actualisation	Pertinence	Justification/résumé des discussions
A. Consommation d'espaces	Occupation du sol	A1. Occupation du sol à l'année N: % espaces agricoles et naturels , % espaces artificialisés	Majic 2 (et BD Topo)	Commune + Interco + échelon géographique	Tous les deux ans	1	Ces indicateurs sont statiques mais sont importants comme postulat de départ .
		A2. Surfaces (ha) de l'artificialisé bâti (habitat, activités économiques) et non bâti (Infrastructure, Divers, A bâtir)				1	Les limites de l'utilisation des données Majic sont nombreuses et devront être affichées (bâti agricole non pris en compte, petits vergers pris dans les surfaces artificialisées, bâti sur des très grandes parcelles). Il a été proposé de confronter ces résultats aux élus sur les communes étudiées.
	Rythme de la consommation	A3. Évolution cumulée des surfaces bâties (habitat, activités économiques)				1	Indicateur d'évolution qui semble essentiel pour traiter la thématique de consommation (phénomène dynamique). La courbe d'évolution des surfaces d'activité économique sera retirée (Évolution peu fiable). Si les biais méthodologiques (cf A1. et A2.) sont toujours les mêmes, ils devraient être gommés dans l'analyse de l'évolution => À creuser
		A4. Taux de croissance de l'artificialisé bâti (habitat, activités économiques)				3	Cet indicateur est jugé moins prioritaire car il reprend A3. mais sous une présentation différente peu lisible.
		A5. Évolution cumulée de la consommation des surfaces agricoles et naturelles				1	On approche vraiment avec cet indicateur la consommation d'espaces (indicateur ultime pour ce thème). Il est donc à retenir en priorité mais sous réserve de présenter le graphique dans l'autre sens : difficulté de lecture vers le bas. Par contre,

							l'hypothèse de calcul repose sur l'hypothèse que le rapport entre les surfaces bâties/non bâties est constant dans le temps. Quelle robustesse de l'hypothèse? Valable dans le département des Vosges?
		A6. Évolution cumulée des Surfaces Hors Œuvre Net (SCHON) commencées	SITADEL	Commune + Interco + échelon géographique	Mise à jour continue	-	Suite à une remarque transmise par la DREAL avant le COPIL, la mise en place d'un tel indicateur nécessiterait de calculer des coefficients pour chaque type de bâti. Dans les Vosges ils existent uniquement pour les activités économiques (Vidal Consultants).
	Facteurs explicatifs	A7. Type de documents d'urbanisme (RNU, PLU, POS, SCOT)	DDT	Commune (et scot)	Irrégulière	1	Indicateur à croiser ensuite avec les chiffres de consommation.
		A8. Surfaces classées AU (et surfaces U encore non bâties)	PLU	Commune	Irrégulière	2	Indicateur pertinent comme témoin d'alerte (mise en relation de ce qui a déjà été consommé avec ce qui risque de l'être) mais la faisabilité est compromise car rien n'est informatisé. La numérisation des PLU et la généralisation des schémas d'orientation et d'aménagement seront des avancées prometteuses dans le futur. A faire dans les études de cas. La question de la prise en compte des zones NA des POS est délicate (des zones NA immenses n'ont jamais été urbanisées et d'autres ont conduit à une urbanisation anarchique)
		A9. Évolution de la surface des parcelles bâties	Majic 2	Commune (sauf A11.) + Interco + échelon géographique	Tous les deux ans	1	Indicateur qui permettrait de vérifier ou non l'hypothèse que les parcelles bâties sont de plus en plus grandes.
		A10. Évolution de la population	Majic 2 + RPG		1962, 1968, 1975, 1982, 1990, 1999, 2008	2	Bien que très intéressants les indicateurs A10. A11. A12. A12 bis. ne fonctionnent pas pour les communes touristiques.
		A11. Nombre d'habitants par logements	RGP			2	L'échelle communale ne semble pas pertinente pour le calcul: déserrément des ménages est plutôt un phénomène global à l'échelle du département.
		A11 Bis. Taux de résidences secondaires				2	Permet d'identifier les communes touristiques
		A 11 Ter. Consommation foncière par les activités économiques	SITADEL		En continu	1	Cet indicateur se calcule à partir des données des « surfaces commencées en date réelle des locaux industriels, artisanaux, de bureaux, et de commerces » et de coefficients d'équivalence en

							consommation foncière (Vidal consultants)
		A11 Quater. Indicateurs sur les routes	CG 88	?	?	1	Voir avec le Conseil Général
Efficacité de la consommation		A12. Évolution du rapport entre les surfaces dédiées au logement et la population	A4. (habitat) +INSEE	Commune + Interco + échelon géographique	1962, 1968, 1975, 1982, 1990, 1999, 2008	1	Cf A10. Cet indicateur permettrait d'apporter une réponse sur le lien entre la création de logements et l'arrivée de nouvelles populations. (cf. Système de palmarès développé par le PNR)
		A12 Bis. Évolution du rapport entre les surfaces dédiées au logement et le nombre de ménages				1	
		A12 Ter. Nombre de logements vacants				2	Indicateur plus pertinent que A12.
		A13. Évolution du rapport entre les surfaces consommées par l'activité économique et le nombre d'emploi	Unistatis ou INSEE + A11 ter	Commune + interco + bass. d'emploi		1	Attention: Logements vacants mais pas forcément disponibles. Indicateur bonne utilisation de l'espace urbain (cf. projet interreg).
							Un choix sera à faire entre Unistatis et l'Insee pour la source de données sur l'emploi.
Visualisation de la consommation d'espaces		A14. La tache urbaine parcellaire	Majic 2 ou PCI	Commune + sup. si possible	Tous les 2ans/1an	-	Comparée aux autres taches celle-ci a été jugée moins intéressante notamment à cause de la lisibilité et du problème de certaines parcelles immenses considérées comme artificialisées.
		A15. La tache urbaine par dilatation (évolution de l'habitat)	Majic 2 ou PCI	Commune + sup. si possible	Tous les 2ans/1an	1	Par rapport à A16. l'avantage est que l'on peut observer l'évolution de la tache urbaine concernant l'habitat. 2 types d'érosions ont été proposées: une à ras des bâtiment (non prise en compte des jardins et piscines) et une à 25 mètres des bâtiments (jugée exagérée). Il a été retenu une valeur intermédiaire de 15 mètres (méthode développée par le PNR) Pour la mise en page il a été proposé de montrer l'évolution en superposant différentes cartes (plutôt que le dégradé de couleurs moins lisible) et en affichant en parallèle les chiffres de consommation sur la période.
		A16. Tache artificialisée = tache urbaine + route + jardins + espaces verts	A 13. (ou A.14) + BDTOPO	Commune + sup. si possible	Tous les ans	1	Tache la plus intéressante qui permet de tout intégrer. La faisabilité technique reste encore à tester.

Thème	Sous-thème	Indicateurs	Données	Échelle pressentie	Actualisation	Pertinence	Justification/résumé des discussions
B. Consommation des espaces agricoles	Visualisation des espaces agricoles	B1. Ensemble des îlots déclarés à la PAC l'année N	RPG Anonyme	Commune + sup. si possible	Tous les ans	2	Cet indicateur est intéressant (certitude sur le caractère agricole des parcelles déclarées à la PAC) mais n'est pas suffisant car la sortie d'une parcelle agricole de la déclaration PAC d'une année sur l'autre peut être justifiée par de nombreuses raisons.
		B2. a) Ensemble des îlots déclarés à la PAC depuis 2006 (RPG maximal) b) et ne contenant pas de bâti à l'année N.	RPG Anonyme + PCI	Commune + sup. si possible	Tous les ans	1	a) En superposant les RPG à des dates différentes on gomme en partie les sorties de la déclaration PAC d'une année sur l'autre b) La superposition avec le bâti permettrait d'en retirer les surfaces sorties de la déclaration pour cause d'urbanisation. Pour l'instant cette partie n'est que visuelle et la méthode doit être affinée pour obtenir un indicateur chiffré.
		B3. Ensemble des parcelles déclarées à la MSA	MSA	Commune + sup. si possible	?	1	La mise à disposition de ces informations permettrait de récupérer des parcelles non connues de la déclaration PAC mais déclarées comme agricoles auprès d'autres organismes
		B3. Bis Ensemble des parcelles déclarées dans le cadre d'un plan de paysage	CG 88	Commune + sup. si possible	?	1	
		B4. Ensemble des espaces, non déclarés à la PAC et à la MSA et étant potentiellement agricoles	B2. + (B3.) + A.15 + BD topo (végétation)	Commune + sup. si possible	Tous les ans	1	Le comité de pilotage a jugé qu'il était pertinent de pousser l'analyse aussi finement. Pour l'instant la généralisation de ces deux indicateurs se trouve compromise par des limites techniques. Il faudra mettre en relation le bénéfice obtenu et l'énergie dépensée. Si la réalisation n'est pas faisable au niveau départemental, il a été proposée de calculer l'indicateur sur certains territoires ciblés.
		B5. Ensemble des espaces agricoles potentiels	B2. + B3. + B4.	Commune + sup. si possible	Tous les ans	1	
	Évolution des surfaces agricoles	B6. Évolution de la surface déclarée à la PAC (ha)	RPG	-	Tous les ans	-	Rejet de l'indicateur car il trop tributaire du changement de règles de déclaration et il existe de multiples raisons de ne pas déclarer à la PAC. NB: L'étude menée sur le département montre plutôt une tendance d'augmentation des surfaces déclarées.
		B7. Taux d'évolution de la Surface Agricole Utilisée	RGA	Dept/supra communal	1988-2000 – 2010	2	A garder si l'on n'arrive pas à aller jusqu'à B8 . Mais des réserves ont été émises sur la méthode de calcul et notamment sur sa stabilité dans le temps (se renseigner auprès de la DRAAF). L'échelle supra communale doit être préférée à une échelle communale pour gommer ces erreurs.
		B8. Évolution des espaces	B5.	Commune +	Tous les	1	Cf B4. Et B5.

		potentiellement agricoles (ha)		interco + géographique	ans		
	Caractérisation de la consommation	B9. Surfaces agricoles concernées par une autorisation dans le cadre de la réglementation des boisements	CG 88	?	?	3	D'après les premiers éléments, ces données ne seront que très partielles.
		B10. Surfaces déclarées à la PAC l'année N-x et contenant du bâti à l'année N	RPG + bâti DGI	Parcelle	Tous les ans	1	cf. B2.
	Marché de l'artificialisation	B11. Surface agricoles destinées au marché de l'artificialisation	SAFER	?	?		<i>Une réflexion nationale est menée actuellement par les SAFER sur les données qu'elles vont transmettre dans le cadre de la CDCEA.</i>
		B12. Nombre de ventes de terres agricoles destinées au marché de l'artificialisation	SAFER	?	?		

ETAPES A REALISER POUR LA MISE EN PLACE DES INDICATEURS CARTOGRAPHIQUES

TABLES EXISTANTES

TABLES NOUVELLEMENT CONSTRUITES

Travail Préliminaire sur les données MAJIC pour les indicateurs A14., B2. et B10.

Tables nécessaires : [d88_pnb10_parcelle.csv](#), [N_PARCELLE_DGI_088](#), [N_BATI_DGI_088](#)

- Reprendre le fichier [d88_pnb10_parcelle.csv](#) au format txt
- Ouvrir [d88_pnb10_parcelle.txt](#) sous mapinfo
- Créer des points à partir des coordonnées X et Y et enregistrer la table sous [d88_pnb10_parcelle.TAB](#)
- Sélection des points correspondant aux parcelles contenant de l'habitat (critère: colonne nlochabit > 0)
- Enregistrer la table sous [d88_pnb10_parcelle_habitat.TAB](#)
- Ajouter une colonne « JANNATMIN_HABITAT » (entier) à la couche [N_PARCELLE_DGI_088](#)
- Enregistrer la couche sous [N_PARCELLE_DGI_JOIN_PNB10_088.TAB](#)
- Mettre à jour cette colonne grâce à la couche [d88_pnb10_parcelle_habitat.TAB](#) en faisant une jointure là où l'objet de la table [d88_pnb10_parcelle_habitat.TAB](#) est à l'intérieur de l'objet de [N_PARCELLE_DGI_JOIN_PNB10_088.TAB](#). La colonne à mettre à jour est la colonne « JANNATMIN_HABITAT » calculée à partir du « Min » de la colonne « jannatmin » de la couche [d88_pnb10_parcelle_habitat.TAB](#)
- Ajouter une colonne « NLOCHABIT » (entier) à la couche [N_PARCELLE_DGI_JOIN_PNB10_088.TAB](#)
- Mettre à jour cette colonne grâce à la couche [d88_pnb10_parcelle_habitat.TAB](#) en faisant une jointure là où l'objet de la table [d88_pnb10_parcelle_habitat.TAB](#) est à l'intérieur de l'objet de [N_PARCELLE_DGI_JOIN_PNB10_088.TAB](#). La colonne à mettre à jour est la colonne « NLOCHABIT » calculée à partir du « Valeur » de la colonne « nlochabit » de la couche [d88_pnb10_parcelle_habitat.TAB](#)
- Ajouter deux colonnes à la couche [N_BATI_DGI_088](#) et les nommer « NLOCHABIT » et « JANNATMIN_HABITAT »
- Enregistrer la couche sous [N_BATI_DGI_JOIN_PNB10_088.TAB](#)
- Mettre à jour ces deux colonnes avec les colonnes correspondantes de la table [N_PARCELLE_DGI_JOIN_PNB10_088.TAB](#)

A15. Évolution du bâti

a) Sélection du bâti par année

Tables nécessaires: [N_BATI_DGI_JOIN_PNB10_088.TAB](#)

- Sélectionner les objets de [N_BATI_DGI_JOIN_PNB10_088.TAB](#) sur les critères JANNATMIN_HABITAT > 0 AND JANNATMIN_HABITAT <= 1945
- Enregistrer la sélection sous [N_BATI_1945](#)
- Sélectionner les objets de [N_BATI_DGI_JOIN_PNB10_088.TAB](#) sur les critères JANNATMIN_HABITAT > 0 AND JANNATMIN_HABITAT <= 1962
- Enregistrer la sélection sous [N_BATI_1962](#)
- Sélectionner les objets de [N_BATI_DGI_JOIN_PNB10_088.TAB](#) sur les critères JANNATMIN_HABITAT > 0 AND JANNATMIN_HABITAT <= 1975
- Enregistrer la sélection sous [N_BATI_1975](#)
- Sélectionner les objets de [N_BATI_DGI_JOIN_PNB10_088.TAB](#) sur les critères JANNATMIN_HABITAT > 0 AND JANNATMIN_HABITAT <= 1990
- Enregistrer la sélection sous [N_BATI_1990](#)
- Sélectionner les objets de [N_BATI_DGI_JOIN_PNB10_088.TAB](#) sur les critères JANNATMIN_HABITAT > 0 AND JANNATMIN_HABITAT <= 2008
- Enregistrer la sélection sous [N_BATI_2008](#)

- Sélectionner les objets de **N_BATI_DGI_JOIN_PNB10_088.TAB** sur les critères JANNATMIN_HABITAT = 0 AND NLOCHABIT > 0
- Enregistrer la sélection sous **N_BATI_SANS_DATE**

b) Opérations de tampon-érosion

- Faire un tampon unique pour tous les objets à **+50 mètres** (Table/ tampon) sur toutes les tables précédentes
- Faire un tampon unique pour tous les objets à **-35 mètres** sur ces même tables
- Enregistrer chaque sélection sous la forme **N_BATI_XXXX_D50_E35**

A16.La tache artificialisée

Tables nécessaires : **N_BATI_DGI_088, N_AIRE_TRIAGE_BDT_088, N_CIMETIERE_BDT_088, N_CONSTRUCTION_S_BDT_088, N_PISTE_AERODROME_BDT_088, N_POSTE_TRANSFORMATION_BDT_088, N_RESERVOIR_BDT_088, N_SURFACE_ACTIVITE_BDT_088, N_SURFACE_ROUTE_BDT_088, N_TERRAIN_SPORT_BDT_088**

- Dans un fichier mettre l'ensemble des tables précédentes en les renommant exactement sous la forme **BATIMENT, AIRE_TRIAGE, CIMETIERE, CONSTRUCTION_SURFACIQUE, PISTE_AERODROME, POSTE_TRANSFORMATION, RESERVOIR, SURFACE_ACTIVITE, SURFACE_ROUTE, TERRAIN_SPORT**

- Dans ce répertoire, créer un sous répertoire « Tache » dans lequel les résultats iront se mettre
- Lancer le programme MapBasic « Calcul_Tache-L93.mbx »
- NB: Le programme MapBasic va afficher l'erreur « Calcul_tache-L93.mb:311) utilisation d'une variable non initialisée dans l'expression »
Ne pas en tenir compte et appuyer sur ok
- Dans le répertoire « Tache », supprimer l'ensemble des tables exemptée la table **Objets_Tache**, puis l'ouvrir
- Sélectionner l'ensemble des éléments de **Objets_Tache.TAB** et effectuer un tampon unique pour tous les objets de 50 mètres
- Enregistrer la sélection sous **TACHE_ARTIFICIALISEE_D50.TAB**
- Sélectionner l'ensemble des éléments de **TACHE_ARTIFICIALISEE_D_50.TAB** et effectuer un tampon unique pour tous les objets de -35 mètres
- Enregistrer la sélection sous **TACHE_ARTIFICIALISEE_D50_E35.TAB**
- Elimination d'anomalies sur la commune de Sercoeur:
 - Désagréger les objets de la table **TACHE_ARTIFICIALISEE_D50_E35.TAB**

- Enregistrer la table sous « »
- Répéter l'opération sur les cinq autres polygones
- Enregistrer le résultat sous N_RPG_RECUL_SURF_04_10_088
- Assembler l'ensemble des objets de N_RPG_RECUL_SURF_04_10_088
- Désagréger ensuite l'ensemble des objets de N_RPG_RECUL_SURF_04_10_088

Élimination des scories

- Sélectionner tous les éléments de N_RPG_RECUL_SURF_04_10_088
- Élimination des scories de taille inférieure à 0,10 hectare (Fusion/simplification...)
- Enregistrer la table sous N_RPG_10_RECUL_SURF_04_10_088

B5. Ensemble des espaces agricoles potentiels

Tables nécessaires : N_DEPARTEMENT_BDT, N_VEGETATION_BDT, N_SURF_EAU_BDT A15_TACHE_ARTIFICIA-LISEE.TAB

- Sélectionner le polygone à partir de N_DEPARTEMENT_BDT et le définir comme cible
- Pour chaque couche, sélectionner tous les éléments
- Lancer la fonction « supprimer intérieur » BLOCAGE A CETTE ETAPE
- enregistrer la nouvelle couche

ETAPES PREALABLES A LA MISE EN PLACE DES INDICATEURS CHIFFRES

Jointure des tables pnb10 des fichiers MAJIC avec table de communes / cantons arrondissements

Fichiers nécessaires : d88_pnb10_parcelle.TAB, Base_interco88_2011-07-28.ods (W:\SEPT\Thematiques\Ter-ritoires\Donnees\Bases_de_donnees\Intercommunalites),

- Créer un tableur sur la base du fichier Base_interco88_2011-07-28.ods en ne gardant que les champs suivants :

Nom_co mmune	INSEE_c ommune	INSEE_C anton	INSEE_A rrondiss ement	SIREN_C C	ID_BAS _HAB	ID_BV	ID_ZE	ID_PAYS	SIREN_S COT
-----------------	-------------------	------------------	------------------------------	--------------	----------------	-------	-------	---------	----------------

- Enregistrer le tableur sous ZONAGES en format .csv et l'ouvrir dans MapInfo, il s'enregistre automati-quement en format TAB
- Utiliser le modèle de requête jointure_zonage.QRY pour effectuer la jointure entre la table d88_pnb10_parcelle.TAB et ZONAGES.TAB sur les champs « idcom » et « INSEE_commune »
Faire attention à mettre le champ « idcom » en caractère
- Enregistrer la table sous D88_PNB10_PARCELLE_ZONAGES.TAB

Jointure pour chemins de remembrement classés en terrain à bâtir

Fichiers nécessaires: d88_pnb21_suf.csv, D88_PNB10_PARCELLE_ZONAGES.TAB

- Renommer le fichier d88_pnb21_suf.csv en txt, puis l'ouvrir sous MapInfo: il s'enregistrera automati-quement sous d88_pnb21_suf.TAB
- Executer sur la table d88_pnb21_suf.TAB le modèle de requête pnb21_chem_tab.QRY
- Enregistrer la sélection sous PNB21_CHEM_TAB.TAB

- Mettre à jour une nouvelle colonne de la table **D88_PNB10_PARCELLE_ZONAGES.TAB** en utilisant la colonne « cnatsp » de la table **PNB21_CHEM_TAB.TAB** en faisant la jointure sur la colonne « idpar » présente dans les deux tables
- Enregistrer la nouvelle table sous **PARCELLES_VOSGES.TAB**

A partir de la table PARCELLES_VOSGES. :

- Calculer par commune l'ensemble des surfaces cadastrées
- Calculer par commune les surfaces des terrains militaires classés en « sol »
- Calculer par commune les surfaces de la BDTopo classées en sol
- Ajouter ces résultats au modèle de tableur MODELE_COMMUNE.ods dans la feuille Données_communes

Présentation de l'étude :

- Stagiaire à la Direction Départementale des Territoires des Vosges
- Étudiante en école d'agronomie
- Étude sur la place et le rôle de l'agriculture dans les communes périurbaines ou de montagne et sur les conséquences de l'urbanisation sur les exploitations agricoles et le monde rural
- Entretien d'une heure environ

1- Description générale de l'exploitation

Questions introductives	- Pouvez vous me raconter brièvement l'histoire de votre exploitation? Comment êtes-vous devenu agriculteur ? (reprise création) - Combien de personnes travaillent sur l'exploitation?
Structure de l'exploitation	- Combien d'hectares exploitez-vous? - Êtes-vous propriétaire des terres ou en location? (part fermage/propriété) - Si oui quel type de bail (fermage, baux oraux, mise à disposition)?
Type de production	- Quelles sont vos principales productions ?(assolement, nbre d'animaux etc.) - Transformez-vous vous même une partie de la production? - Certaines de vos productions sont-elles labellisées (AOC, IGP, Bio)?
Filière de production	- Êtes vous membre d'une coopérative agricole ou d'une CUMA? - Comment commercialisez-vous vos produits?
Pluri-activité	- Avez vous d'autres activités que l'activité agricole? - Si oui, combien de temps y consacrez-vous?

2- Développement de la commune et agriculture

Perception des dynamiques urbaines	- Les communes rurales/péri-urbaines deviennent très attractives pour les urbains/ ou touristes, ressentez-vous ce phénomène dans votre commune? - Comment qualifieriez-vous le développement des nouvelles constructions: limité, maîtrisé, éparpillé ou excessif? - Avez-vous connaissance de projets de construction ou d'aménagement sur des terres agricoles de votre commune? - Est-ce pour vous une contrainte ou une opportunité d'être en zone périurbaine/touristique?
Relations avec les non agriculteurs	- Quelles sont vos relations avec les habitants/touristes de la commune? - Certaines de vos parcelles touchent-elles des habitations ? - Existe-t-il des conflits? A quel sujet?
Capacité de résistance	- Avez-vous modifié certaines de vos pratiques pour vous adapter à la proximité de la zone urbaine(emploi du temps, délocalisation de cultures, traitements)? - Si oui, quelles sont les conséquences pour votre exploitation? (temps de travail, pertes économiques)
Prise en compte de l'agriculture	- Est-ce que vous trouvez que l'activité agricole est reconnue sur la commune? - Est-elle prise en compte dans les nouveaux projets d'aménagement?

3- La ressource foncière

Disponibilité du foncier agricole sur la commune	- Comment qualifieriez vous le foncier agricole sur la commune : facilement disponible, peu disponible ou difficilement disponible? - Pourquoi? (raréfaction, concentration dans des grandes exploitations)Est-ce qu'il y a des terres en friches ? Si oui, pour quelles raisons ne sont-elles pas exploitées?
--	---

Stratégie de l'exploitant	<ul style="list-style-type: none"> - Est ce que vous cherchez à acheter/louer de nouvelles parcelles? Ou au contraire à en vendre/céder? - Si oui à CT, MT, LT? Et pourquoi - Avez-vous déjà vendu des terrains agricoles à un non agriculteur? - Si oui, pour quelles raisons? - Quelle est la nouvelle utilisation de ces terrains? - Envisagez-vous de nouvelles constructions sur vos propres parcelles?
4- Caractérisation des terres agricoles	
Valeur des terres agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Qu'est-ce que pour vous une bonne parcelle agricole? - Quel est le critère le plus important pour vous?
Valeur agronomique des sols	<ul style="list-style-type: none"> - Quels critères retiendriez vous pour caractériser un bon sol (pente, humidité, profondeur de sol, matière organique)? - Est ce que la qualité des sols de votre exploitation est homogène?
Structure de l'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> - Est-ce que vos parcelles sont proches du site d'exploitation? - Combien de temps mettez-vous pour vous rendre à la parcelle la plus éloignée? - Certaines parcelles sont-elles difficiles d'accès? Si oui pourquoi? - Votre parcellaire est-il plutôt regroupé ou morcelé?
Environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Selon vous, participez vous à la protection de l'environnement? De quelle manière? - Est ce que des haies, des bosquets ou des arbres isolés sont présents sur votre exploitation? Zones humides? - Si oui, est ce une contrainte?
5- Participation au dynamisme local	
Gestion de l'espace	<ul style="list-style-type: none"> - Effectuez vous des prestations pour la commune? Entretien des chemins? Déneigement? Aménagement paysagers? - Êtes -vous rémunéré pour ces services? - Certaines de vos parcelles sont-elles en zone inondable?
Ouverture de l'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> - Autorisez-vous l'accès au public? Présence de randonneurs? VTT? Chasseurs, pêcheurs? - Organisez-vous des visites à la ferme pour le public ou les scolaires? Autres?
Engagement local	<ul style="list-style-type: none"> - Êtes-vous membre d'une association? Du conseil municipal? Élus syndical, CA? Centre de gestion? - Participez-vous à un projet collectif? - Travaillez-vous en réseau avec d'autres agriculteurs?
6- Prospective	
Exploitation	Comment voyez-vous votre exploitation dans dix ans? 30 ans?
Territoire	Comment voyez-vous la place de l'agriculture dans la commune dans 10 ans? 30 Ans?

Présentation de l'étude :

- Stagiaire à la Direction Départementale des Territoires des Vosges
- Étudiante en école d'agronomie
- Étude sur la place et le rôle de l'agriculture dans les communes périurbaines/de montagne et de l'utilisation de terres agricoles pour des besoins urbains
- Entretien d'une heure environ

1- Stratégie de développement de la commune	
Questions introductives	<ul style="list-style-type: none"> - Pouvez-vous me décrire votre commune en quelques mots? - Est-ce que vous la qualifieriez plutôt de commune urbaine ou rurale? Entre les deux?
Attractivité de la commune	<p>Est-ce que votre commune est une commune attractive? Pour les populations ? Les activités économiques?</p> <p>Si oui, comment expliquez-vous ce phénomène? (proximité d'un pôle urbain, cadre de vie, paysages, cout du foncier etc.)</p> <p>Est-ce un phénomène récent ? A quand remonte-t-il?</p>
Stratégies	<ul style="list-style-type: none"> - Souhaitez-vous développer votre commune? De quelle manière? - Souhaitez-vous accueillir de nouvelles populations? Quelles sont vos prévisions? - Quels sont les axes prioritaires pour le développement? - Quelles sont vos craintes?
2- Consommation de terres agricoles	
Localisation de la consommation	<ul style="list-style-type: none"> - Dans quels secteurs se sont localisées les constructions dans les dix dernières années? - Comment expliquer ces localisations? (documents d'urbanisme, accessibilité en temps, disponibilité du foncier, son cout?) - Est-ce que les constructions ont été réalisées en majorité sur des terres forestières, agricoles ou des friches? Pourquoi?
Projets communaux	<ul style="list-style-type: none"> - Quels ont été les projets constructions portés par la commune dans les dix dernières années? Est ce que ça a été réalisé sur des parcelles communales? - Quelles ont été les retombées positives ou négatives de ces projets? en terme d'emploi? Attractivité? Accueil de nouvelle population?
Foncier	<ul style="list-style-type: none"> -Est-ce que le foncier agricole sur la commune est une ressource rare? Abondante? -Mettez -vous en place une stratégie foncière particulière? Veille? Réserve foncière? - Quelle maitrise foncière? - Les terres communales sont-elles louées à des agriculteurs? Tendance en augmentation ou en diminution? Sont elles impactées par l'urbanisation?
Réactions des agriculteurs	<ul style="list-style-type: none"> - En ce qui concerne les constructions sur des terres agricoles, est ce que les projets ont été accueillis de manière plutôt favorable ou défavorable par les agriculteurs? - Les agriculteurs ont-ils la maitrise foncière? - Y a t-il eu des discussions à propos de la localisation des projets avec les agriculteurs? - Selon vous l'urbanisation a-t-elle des impacts sur les exploitations agricoles?

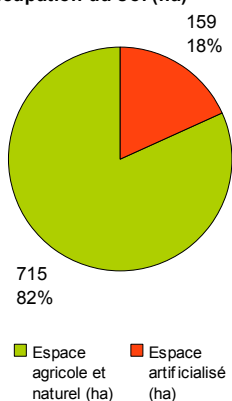
3- Rôle de l'agriculture	
Perception des élus de l'activité agricole	<ul style="list-style-type: none"> - Combien d'agriculteurs sont présents sur la commune (éleveurs de chevaux, horticulteurs, maraichers etc.) ? - L'activité agricole est-elle dynamique sur votre commune? Ou est-ce une activité en déclin? Diversification des activités en développement - Existe-t-il des groupements d'agriculteurs sur la commune? - Avez-vous connaissance de projets d'installation de jeunes agriculteurs? - Jugez-vous important de maintenir une activité agricole sur la commune? - Pour quelles raisons? - Quel est son rôle dans le territoire ?
Développement économique	<ul style="list-style-type: none"> - Est-ce que l'activité agricole participe directement ou indirectement à la création d'emploi sur le territoire?
Cadre de vie	<ul style="list-style-type: none"> - Est-ce que l'activité agricole génère des nuisances pour les habitants? Il y a-t-il des conflits? - L'espace agricole participe-t-il au cadre de vie offert par la commune? Par rapport à la forêt? - Est-il fréquenté par les habitants? (randonneurs, VTT, activités de loisirs) - Est-ce que les agriculteurs jouent un rôle pour la gestion de l'espace? (entretiens des chemins ruraux, des haies, paysages?) - Existe-t-il des conventions d'entretiens entre la commune et les agriculteurs?
Environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Est-ce que l'activité agricole contribue ou pas à la préservation de l'environnement?
Demande de produits locaux	<ul style="list-style-type: none"> - Avez-vous des demandes de la population pour des produits locaux ?
Création de lien urbain rural	<ul style="list-style-type: none"> - Est-ce que les agriculteurs de la commune organisent des manifestations ouvertes aux publics?
3- Implication des agriculteurs	
Lieu de discussion des questions agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Est-ce que la question agricole est abordée en conseil municipal? Si oui, à quelle fréquence? - Est-ce que des agriculteurs sont présents en conseil municipal? - Est-ce que la question agricole est abordée à l'échelle intercommunale? - Est-ce qu'il y a des personnes chargées spécialement de la question agricole?
Projets agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - La commune a-t-elle mené des projets qui concerneraient directement ou indirectement l'agriculture?
Fréquence des relations	<ul style="list-style-type: none"> - Êtes-vous fréquemment sollicités par des agriculteurs eux-mêmes? Sur quelles problématiques? - En retour sollicitez-vous fréquemment la profession agricole?
6- Prospective et réflexion	
<ul style="list-style-type: none"> - Quelle sera selon vous la place de l'agriculture dans dix ans sur la commune? - Pensez-vous qu'il est possible de concilier le maintien de l'agriculture et les enjeux de développement de votre commune? De quelle manière? 	

COMMUNE DE UXEGNEY

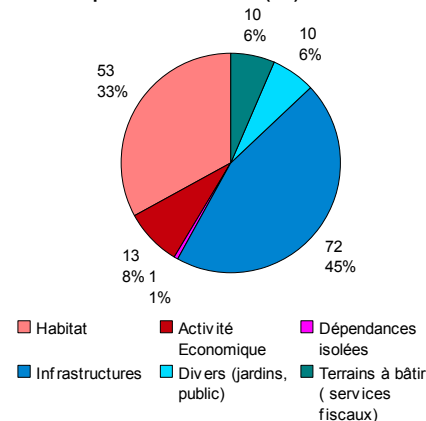
Présentation

Nom de la commune	UXEGNEY
Surface géométrique	897
Population	2017
Densité de population(/km²)	225
Nombre de logements	735
Taux de résidence secondaire	0,68%
Emploi Total	735
Type document urbanisme	POS - PLU approuvé

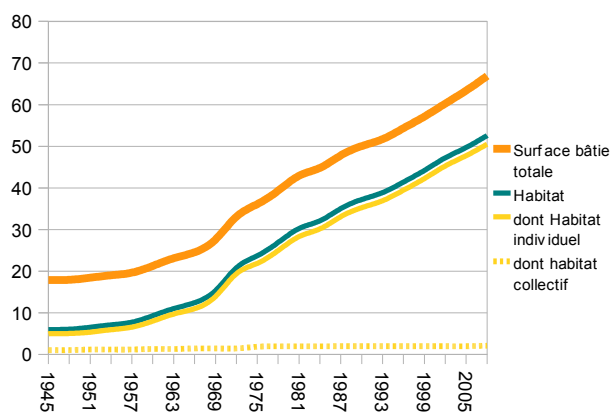
Occupation du sol (ha)



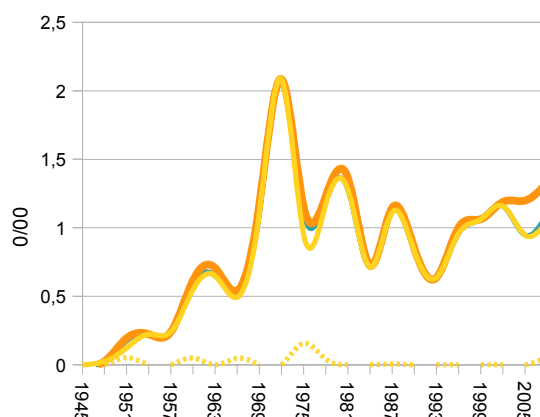
Détail espaces artificialisés (ha)



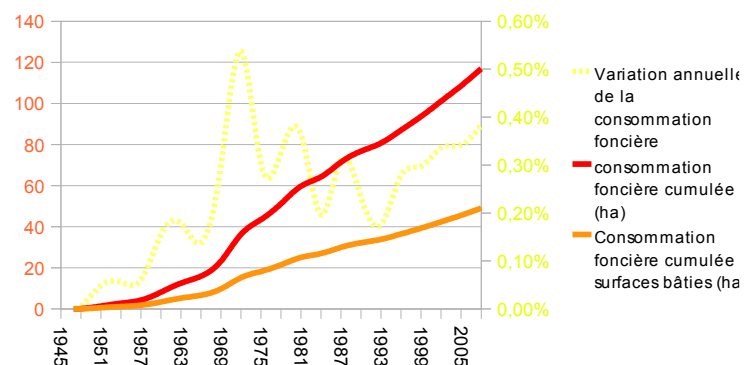
Evolution cumulée des surfaces bâties de 1945 à 2008 (ha)



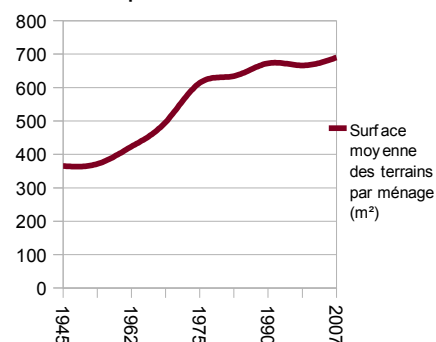
Variation annuelle des surfaces bâties (0/00)



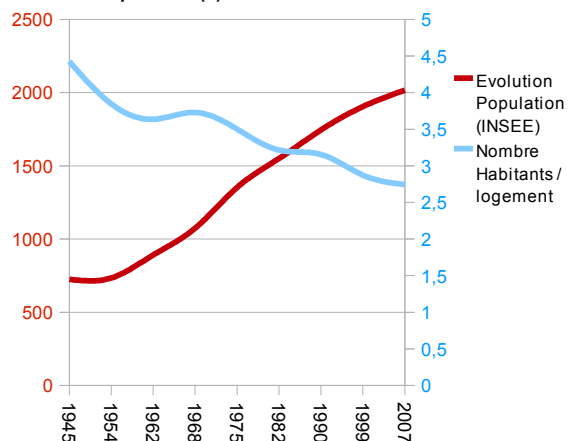
Consommation des espaces agricoles et naturels



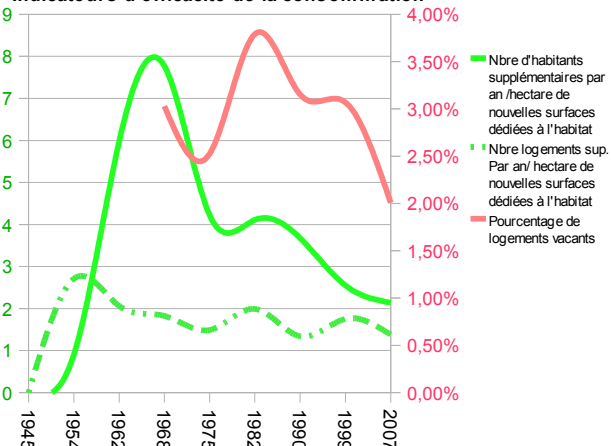
Facteurs explicatifs



Facteurs explicatifs (2)



Indicateurs d'efficacité de la consommation



Résumé

« Réduire de 50% le rythme de consommation des espaces agricoles d'ici 2020 » est l'objectif fixé par la Loi de Modernisation Agricole et de la Pêche de 2010. Elle prévoit notamment la mise en place d'une Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles afin d'atteindre cet objectif ambitieux. Cette prise de conscience nationale est à l'origine de la réflexion engagée par la Direction Départementale des Territoires des Vosges qui se pose aujourd'hui la question cruciale de l'adaptation de la politique aux enjeux de son territoire. Or, elle se heurte à un manque de connaissance sur le phénomène à une échelle infra-départementale. Améliorer la connaissance sur la consommation des espaces agricoles s'avère ainsi être une étape préalable essentielle pour la mise en place d'une politique cohérente et pertinente. La Direction Départementales des Territoires des Vosges souhaite partager cette démarche avec les acteurs du département afin de l'enrichir et d'aboutir à un diagnostic partagé de la consommation des espaces agricoles dans le département.

Dans ce cadre, le mémoire se propose de décrire les étapes de **construction d'éléments de connaissance partagés sur la consommation** des espaces agricoles dans le département des Vosges. Quels éléments pertinents sélectionner? Comment associer les acteurs?

Pour cela, trois approches complémentaires ont été développées. Tout d'abord, différentes définitions ont été proposées aux acteurs du département à travers le comité de pilotage pour qu'ils choisissent en commun une définition adaptée au contexte du département. Ensuite, à partir des expériences menées sur d'autres territoires un panel d'indicateurs a été proposé puis sélectionné afin de proposer et formaliser une méthodologie de suivi. Enfin, 19 entretiens semi-directifs ont été menés sur trois communes du département afin de recueillir des éléments permettant d'illustrer et comprendre le phénomène.

Réunir les acteurs du monde agricole, de l'aménagement, de la recherche autour d'une même table a été l'un des principaux résultats de cette étude. De leur rencontre est né un consensus: la consommation des espaces agricoles se définit comme le changement d'usage de l'espace agricole « photosynthétique » (surfaces productives, haies, bosquets, landes pâturées etc.) au profit de la forêt ou des espaces artificialisés. Les indicateurs sélectionnés et classés ensemble ont également pu être en partie testés. Les premiers résultats qui en ressortent mettent en évidence la réalité du phénomène de consommation et sa disparité spatiale. Ils constituent également un point de départ pour la mise en place d'un suivi sur la durée. Enfin, les études de cas ont permis d'identifier des déterminants de la consommation des espaces agricoles permettant d'aller au delà du simple constat. Ces déterminants sont principalement la péri-urbanisation, le manque de valeur accordée aux espaces agricoles et la question de l'échelle de gouvernance de ces espaces.

Sur la durée, un outil de suivi pérenne accompagné d'un dispositif de pilotage devra être mis en place. Il permettra à la fois de perpétuer le partenariat entre les acteurs et constituera un réel outil d'aide à la décision pour les membres de la Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles. De plus, la mise en valeur des espaces agricoles est un axe qu'il serait pertinent de développer afin d'assurer une meilleure prise en compte de ces espaces dans la planification.

Mots clés

consommation, espaces agricoles, artificialisation des sols, connaissance, outil de suivi, partenariat entre acteurs publics, Direction Départementale des Territoires, département des Vosges

Pour citer cet ouvrage : [Vibert, Claudine, 2010. La consommation des espaces agricoles dans le département des Vosges: vers la construction d'éléments de connaissance partagés. Mémoire de fin d'études, Ingénieur Agronome, TERPPA, Montpellier SupAgro. 91.]

Montpellier SupAgro, Centre international d'études supérieures en sciences agronomiques de Montpellier, 2 place Pierre Viala, 34060 Montpellier cedex 02. <http://www.supagro.fr>